

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE SCHISME SINO-SOVIÉTIQUE ET
LA GUERRE INDO-PAKISTANAISE EN 1971:
UNE GUERRE PAR PROCURATION?

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
CATHERINE BOULAY

MAI 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

Je remercie Monsieur Jacques Lévesque pour les judicieux conseils prodigués avec patience, chaleur et expertise. Je vous remercie de m'avoir transmis avec enthousiasme votre passion pour la politique extérieure soviétique, d'avoir généreusement partagé votre savoir et encouragé le développement d'un esprit critique et autonome.

Je vous remercie d'avoir été mon professeur.

Je remercie Monsieur Pierre Boulay et Madame Lyse Grenier de m'avoir si bien encouragée au fil des ans. Sans votre concours aimant et constant, cet accomplissement ne serait pas.

Je remercie Monsieur Nicolas Duquet dont l'amour et les encouragements furent indispensables.

À vous tous, ma reconnaissance est sincère et infinie.

Catherine Boulay
Montréal, le 25 mai 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE I: LE CLIMAT DE TENSION SINO-SOVIÉTIQUE | |
| 1. 1. L'idéologie au cœur de l'union et de la rupture. | 21 |
| 1.1.1. La guerre de Corée | 22 |
| 1.1.2. Le post-stalinisme..... | 24 |
| 1.1.3. La conférence de Bandoeng. | 26 |
| 1.1.4. La coexistence pacifique et la déstalinisation. | 28 |
| 1.2. La coexistence et le schisme. | 31 |
| 1.2.1. La crise de Quemoy et Matsu : positionnement par rapport au nucléaire. | 31 |
| 1.2.2. Les conflits sino-indiens de 1959 et 1962. | 34 |
| 1.2.3. La conférence de Paris de 1960..... | 40 |
| 1.2.4. Le tiers-monde..... | 43 |
| 1.2.5. Le Viêt-Nam..... | 47 |
| 1.2.6. Le rapprochement sino-américain. | 50 |
| CHAPITRE II: L'ANTÉRIORITÉ DES INTÉRÊTS INDO-PAKISTANAIS. | |
| 2.1. L'aspect intra-étatique pakistanais: la création du Pakistan et la particularité du Bengale..... | 59 |
| 2. 1. 1. Enjeux précoloniaux et identité musulmane aux Indes britanniques..... | 61 |
| 2. 1. 2. Le Bengale oriental au Pakistan de 1947 à 1971..... | 66 |
| 2. 2. Relations interétatiques indo-pakistanaïses : conflits de 1948, 1965 et préludes au conflit de 1971..... | 75 |
| 2. 2. 1. Conflit indo-pakistanaïse de 1948..... | 76 |
| 2. 2. 2. Le conflit indo-pakistanaïse de 1965 et prélude au conflit de 1971..... | 82 |
| CHAPITRE III: L'AUTONOMIE DES INTÉRÊTS INDO-PAKISTANAIS. | |
| 3. 1. Absence de consensus constitutionnel au Pakistan et élection de la Ligue Awami : la réaction d'Islamabad et l'ascendance de l'armée..... | 84 |
| 3. 1. 1. Les événements de mars 1971..... | 87 |
| 3. 2. La réaction de l'Inde et le processus décisionnel en matière de politique étrangère : le passage de la préoccupation à la crise. | 90 |
| 3. 2. 1. Le problème des réfugiés et la création de milices armées. | 94 |

| | |
|---|-----|
| 3. 2. 2. L'URSS alliée de l'Inde. | 97 |
| 3. 3. L'URSS : le désir d'encerclement de la Chine et le resserrement de l'alliance avec l'Inde. | 100 |
| 3. 3. 1. L'annonce de la visite de Kissinger à Pékin..... | 101 |
| 3. 3. 2. La relation soviéto-indienne : harmonisation des intérêts. | 102 |
| 3. 4. L'Inde et la guerre : septembre, octobre, novembre et décembre 1971. | 104 |
| 3. 4. 1. Septembre, octobre, novembre. | 104 |
| 3. 4. 2. Décembre 1971..... | 109 |
| CONCLUSION | 113 |
| BIBLIOGRAPHIE | 116 |
| CARTES..... | 124 |

RÉSUMÉ

Cette étude porte sur le schisme sino-soviétique et plus précisément de sa projection dans un conflit asiatique survenu en 1971, soit la troisième guerre indo-pakistanaise. D'abord en bon terme en vertu de leur alliance naturelle fondée sur une idéologie socialiste commune et une hostilité fondamentale envers l'impérialisme américain, les gouvernements chinois et soviétiques rencontreront des divergences qui se mueront en querelles puis en un conflit avéré. Le schisme sino-soviétique provoquera un bouleversement majeur de la dynamique géopolitique changeant ainsi les rapports de force sur la scène mondiale. Les contentieux territoriaux, la rivalité au tiers-monde et le désaccord idéologique entre les deux gouvernements provoqueront un conflit générateur de tensions extrêmes. C'est à l'intérieur de ce contexte que nous étudions un conflit sub-asiatique survenu en 1971, la troisième guerre indo-pakistanaise et la partition du Pakistan. L'année 1971 fut marquée en Asie du sud par des crises nationales et internationales. Il y eut en effet deux guerres de deux types différents, la guerre civile pakistanaise et la guerre interétatique indo-pakistanaise. L'Inde en livra une, le Pakistan deux. La conséquence principale de la guerre civile pakistanaise fut une catastrophe humanitaire marquée par des massacres sanglants et l'exode d'une partie de la population. La conséquence ultime de la guerre interétatique fut le démembrement du Pakistan et la création d'un nouvel État, le Bangladesh. Ces deux guerres redéfinirent les contours géopolitiques de l'Asie du sud moderne. Est-il possible que Pékin et Moscou aient utilisé le conflit indo-pakistanaise pour se nuire mutuellement? Peut-être bien car cette tactique de guerre par procuration a été utilisée à la fin des années 1970. L'URSS a déjà eu recours à des bras armés comme ce fut le cas lors de l'intervention de Cuba, logistiquement organisée par l'URSS, en Éthiopie en 1977 lors de la révolte de l'Ogaden où les intérêts cubains s'effaçaient derrière ceux de l'URSS. Pour orienter notre recherche, nous formulons la question suivante : Dans le cadre du schisme sino-soviétique, est-ce que la Chine et l'URSS ont effectivement mené ce que des auteurs ont appelé *proxy war* lors du conflit indo-pakistanaise de 1971? La prééminence des intérêts indiens dans le conflit ainsi que leur antériorité par rapport à ceux de l'URSS, et l'issue de la guerre sont les éléments clés qui nous incitent à formuler l'hypothèse: Le conflit indo-pakistanaise en 1971 ne peut être considéré comme une guerre par procuration entre l'URSS et la Chine. Notre mémoire vise à démontrer comment et pourquoi il s'agit plutôt d'une très forte convergence des intérêts entre l'URSS et l'Inde, et entre la Chine et le Pakistan.

Le schisme sino-soviétique et la guerre indo-pakistanaise en 1971 :
Une guerre par procuration?

INTRODUCTION

Cette étude porte sur le schisme sino-soviétique et plus précisément sa projection dans un conflit asiatique survenu en 1971, soit la troisième guerre indo-pakistanaise. D'abord en bon terme en vertu de leur alliance naturelle fondée sur une idéologie socialiste commune et une hostilité fondamentale envers l'impérialisme américain, les gouvernements chinois et soviétiques rencontreront des divergences qui se mueront en querelles puis en un conflit avéré. Le schisme sino-soviétique provoquera un bouleversement majeur de la dynamique géopolitique changeant ainsi les rapports de force sur la scène mondiale. Les contentieux territoriaux, la rivalité au tiers-monde et le désaccord idéologique entre les deux gouvernements provoqueront un conflit générateur de tensions extrêmes. C'est à l'intérieur de ce contexte que nous étudions un conflit sub-asiatique survenu en 1971, la troisième guerre indo-pakistanaise et la partition du Pakistan.

Dès 1950, l'URSS de Staline et les pays du bloc communiste reconnurent la République Populaire de Chine. Cette dernière s'engagea dans un effort de réaffirmation dans les régions de sa périphérie occidentale (Tibet, Sinkiang, Mongolie intérieure). Partageant désormais une plus longue frontière avec l'Inde par sa conquête du Tibet, la Chine eut des incidents de frontières avec l'Inde au début des années 1960. La Chine se rapprocha du Pakistan à la faveur de ses conflits avec l'Inde, mais l'URSS a toujours maintenu ses bons rapports avec New Delhi. La République populaire de Chine se distingua sur la scène internationale en participant

à la conférence de Bandoeng en 1955 et au règlement entre la France et l'Indochine lors de la conférence de Genève. Par son expansionnisme politique et sa ferveur idéologique, la Chine se présentait comme un foyer révolutionnaire et proposait son exemple de rayonnement politique aux États en développement et aux jeunes États du tiers-monde. À partir de 1960, le rayonnement de la diplomatie chinoise se teinta d'un radicalisme révolutionnaire sans compromission. Ce radicalisme eu pour effet la création d'un conflit idéologique avec l'URSS. Ce conflit est connu sous le nom de schisme sino-soviétique. Avec le décès de Staline en 1953 et l'atténuation des tensions de la guerre froide, Moscou et Washington se rapprochèrent prudemment. Pékin ne dissimula pas sa méfiance à l'égard de cette nouvelle politique soviétique. Celle-ci était en rupture complète par rapport à la lutte contre l'impérialisme américain promu par Pékin. En 1958, la Chine critiqua ouvertement le révisionnisme de Moscou et s'établit comme foyer de l'orthodoxie révolutionnaire. En conséquence, les Soviétiques retirèrent en 1960 leur aide financière à la Chine et ne l'appuyèrent pas lors de la guerre contre l'Inde en 1962. En 1962, le conflit sino-soviétique devint connu du monde entier. Au sein du mouvement communiste mondial les deux géants apparaissaient désormais comme des rivaux se livrant à une compétition politique et diplomatique féroce notamment au tiers-monde et dans les pays en développement. Sur le terrain leurs armées respectives se faisaient face le long de la Mandchourie, de la Mongolie et de la Sibérie. Des incidents de frontières graves survinrent en 1969 dans l'Oussouri et le Sinkiang. Ces incidents inquiétèrent vivement la communauté internationale et empoisonnèrent dramatiquement les rapports sino-soviétiques déjà aggravés par une dizaine d'années d'un conflit politique de plus en plus global. Le schisme poussa Moscou à rechercher une détente en Europe et, à la stupéfaction de Moscou, poussa Pékin à rien de moins qu'un rapprochement avec son pire ennemi idéologique, les États-Unis. Ce rapprochement fut signifié par la visite de Kissinger à Pékin en juillet 1971 et celle de Nixon en février 1972. C'est donc dans ce contexte de compétition et d'extrême tension en Asie que survinrent deux conflits dans la péninsule sub-asiatique.

L'année 1971 fut marquée en Asie du sud par des crises nationales et internationales. Il y eut en effet deux guerres de deux types différents, la guerre civile pakistanaise et la guerre interétatique indo-pakistanaise. L'Inde en livra une, le Pakistan deux. La conséquence principale de la guerre civile pakistanaise fut une catastrophe humanitaire marquée par des massacres sanglants et l'exode d'une partie de la population. La conséquence ultime de la guerre interétatique fut le démembrement du Pakistan et la création d'un nouvel État, le Bangladesh. Ces deux guerres redéfinirent les contours géopolitiques de l'Asie du sud moderne.

La guerre civile pakistanaise a pour origine la mésentente entre la population orientale du Pakistan et le régime dictatorial de Yahya Khan. Le pays est dirigé d'une main de fer par le militaire Yahya Khan depuis la ville d'Islamabad située dans la partie occidentale du pays. En décembre 1970, furent néanmoins tenues des élections au suffrage universel, lesquelles portent au pouvoir le parti politique des Pakistanais orientaux, la Ligue Awami. La Ligue Awami était conduite par Mujibur Rahman et défendait les intérêts du Pakistan oriental et de sa population victime depuis 1947 de discrimination et d'une pauvreté endémique. La Ligue Awami ne réclamait pas ouvertement l'indépendance pour le Pakistan oriental mais comprenait des éléments farouchement indépendantistes. Le parti du peuple (PPP) d'Ali Bhutto représentait l'ouest du pays et arriva deuxième lors des élections et dut ainsi former l'opposition officielle. L'élection de la Ligue Awami souleva la ferveur nationaliste et amena les Pakistanais orientaux, aussi appelés Bengalis, à affirmer ouvertement leurs revendications autonomistes dans les rues de Dacca, la capitale du Pakistan oriental. Face à cette agitation sécessionniste, Yahya Khan refusa de céder le pouvoir à la Ligue Awami et envoya l'armée dans les rues de Dacca pour mâter les manifestants. Les violences entre la population bengalie en colère et l'armée d'Yahya Khan venue de l'ouest explosèrent le 25 mars 1971 lorsque Khan fit arrêter le leader de la Ligue Awami Mujibur Rahman et rendit son parti illégal. Brutalisés par l'armée pakistanaise, les civils fuirent par millions vers l'Inde où ils obtinrent le statut de

réfugiés. Des milices bengalies se formèrent, et avec l'appui secret de l'armée indienne, conditionnèrent une activité de guérilla dans tout le Pakistan oriental. Ces événements conduisirent directement à l'autre guerre qui nous intéresse, la guerre indo-pakistanaise.

Le conflit indo-pakistanaise qui éclate en décembre 1971 a pour cause immédiate cette guerre civile dans la région orientale du Pakistan. Ce conflit est le troisième à opposer l'Inde et le Pakistan après ceux concernant le Cachemire en 1948 et 1965. Ce troisième conflit est l'aboutissement de l'escalade de tensions générées par : les problèmes socio-économiques dus à l'affluence des réfugiés est-pakistanaise en territoire indiens; le refus d'Islamabad de négocier avec les insurgés bengalis et sa volonté de poursuivre la répression sur les populations civiles bengalies; la stérilité des négociations indo-pakistanaise à l'ONU; l'augmentation des intimidations sur la ligne frontière Inde-Pakistan; et enfin principalement au désir de l'Inde d'affaiblir son vieil adversaire en provoquant la sécession du Pakistan. Le 3 décembre 1971, l'armée indienne intervient contre le Pakistan le temps d'une guerre éclair et impose l'indépendance du Pakistan oriental désormais appelé Bangladesh en référence au nom de sa zone géographique naturelle, le Bengale oriental. L'armée de Yahya Khan capitula le 17 décembre et ce dernier céda le pouvoir à Ali Bhutto le 20 décembre. Au début de l'année 1972, le nouvel État Bangladesh est officiellement établi et reconnu par la communauté internationale.

Lorsque survient le conflit indo-pakistanaise en 1971, le schisme sino-soviétique traverse de graves tensions. Ces tensions sont dues à une rivalité idéologique et politique en place depuis une dizaine d'années qui s'est manifestée dans leurs rapports divergents avec *l'impérialisme* et le monde entier, Pékin et Moscou opérant des manœuvres diplomatiques différentes pour rencontrer leurs objectifs politiques. L'URSS a notamment tiré profit des actions militaires de ses alliés (Inde en 1971, Cuba en 1975, Vietnam en 1978) pour consolider ses positions internationales.

L'URSS a obtenu des avantages de ces interventions armées et a également fourni un support technique et politique à ses alliés.

La tension avec la Chine était telle que certains auteurs se demandent si l'URSS s'est munie de bras armés pour nuire indirectement à Pékin? Est-ce que Pékin aurait usé de la même stratégie? La Chine et l'URSS bénéficiaient d'alliés nouveaux à cause de l'aide apportée au cours des années 1950, 1960 et 1970 au tiers-monde. Les deux États se livraient à une compétition féroce en Asie, en Afrique et en Amérique latine, où se déroulaient déjà des conflits régionaux, pour s'attirer l'alliance d'un maximum d'États. Est-il possible que Pékin et Moscou aient pu instrumentaliser les conflits qui opposaient leurs alliés à leur propre avantage, voire carrément agresser l'autre en menant une guerre par procuration (aussi appelée *proxy war*) en se munissant d'un bras armé? Des auteurs ont formulés ce questionnement. C'est le cas de François Massa qui affirme dans son ouvrage *Bengale, Histoire d'un conflit* que l'URSS et la Chine se sont fait la guerre par États interposés lors de la guerre indo-pakistanaise en 1971 et que les événements régionaux sub-asiatiques furent un lieu de rencontre pour les implications diplomatiques sino-soviétiques. Golam Wahed Choudhury explique la guerre indo-pakistanaise de 1971 et l'implication des États-Unis, de l'URSS et de la Chine dans *India, Pakistan, Bangladesh, and the Major Powers; Politics of a Divided Subcontinent*. Choudhury explique comment les politiques soviétiques, américaines et chinoises en Asie du sud ont eu un impact sur le conflit indo-pakistanaise et comment l'Inde et le Pakistan ont profité des tensions mondiales pour satisfaire leurs propres intérêts. Choudhury souligne le concept d'intérêt avec lequel il analyse ce cas. Le concept d'intérêt est très lié à la compréhension de la guerre par procuration et c'est avec cet outil théorique que l'auteur analyse la nature des implications sino-soviétiques dans le conflit indo-pakistanaise. Les auteurs Dan Haendel (1977), Robert Jackson (1975), Leo Rose et Richard Sisson (1990), pour ne nommer que ceux-là, ont aussi questionné les implications sino-soviétiques dans le conflit indo-pakistanaise de 1971, aussi nous ne prétendons donc pas détenir la

primeur dans la formulation de notre propre questionnement. L'URSS était alliée de l'Inde en 1971 et la Chine alliée du Pakistan en 1971. L'Inde et le Pakistan, deux États en développement, bénéficiaient de l'aide des deux géants socialistes. Également situés en Asie, l'Inde et le Pakistan sont géo-stratégiquement fort bien situés pour appuyer ou nuire à l'URSS et la Chine. Établir une alliance solide avec l'Inde représentait pour Moscou un atout important dans sa politique d'encerclement de la Chine pour mieux l'isoler sur la scène internationale. Le conflit indo-pakistanaï survient en 1971, trois ans après les incidents de l'Oussouri et la même année du nouveau rapprochement entre Pékin et Washington alors que le schisme sino-soviétique bat son plein. Est-il possible que Pékin et Moscou aient utilisé ce conflit indo-pakistanaï pour se nuire mutuellement? Peut-être bien car cette tactique de guerre par procuration a été utilisée à la fin des années 1970. L'URSS a déjà eu recours à des bras armés comme ce fut le cas lors de l'intervention de Cuba, logistiquement organisée par l'URSS, en Éthiopie en 1977 lors de la révolte de l'Ogaden où les intérêts cubains s'effaçaient derrière ceux de l'URSS. Pour orienter notre recherche, nous formulons la question suivante :

Dans le cadre du schisme sino-soviétique, est-ce que la Chine et l'URSS ont effectivement mené ce que des auteurs ont appelé *proxy war* lors du conflit indo-pakistanaï de 1971?

La prééminence des intérêts indiens dans le conflit ainsi que leur antériorité par rapport à ceux de l'URSS, et l'issue de la guerre sont les éléments clés qui nous incitent à formuler l'hypothèse: **Le conflit indo-pakistanaï en 1971 ne peut être considéré comme une guerre par procuration entre l'URSS et la Chine. Notre mémoire vise à démontrer comment et pourquoi il s'agit plutôt d'une très forte convergence des intérêts entre l'URSS et l'Inde, et entre la Chine et le Pakistan.** Pour donner le ton à l'appréhension et autant circonscrire la portée et les balises de la recherche, il est avantageux de se munir d'un cadre conceptuel. Notre question de recherche et notre hypothèse sont articulés autour du concept de guerre par

procuration et du concept de l'intérêt. Or, qu'est-ce qui justifie cette hypothèse et qu'est-ce que la guerre par procuration (guerre par proxy / proxy war)? Nous devons clarifier et définir ce concept et l'inscrire dans un cadre conceptuel à partir duquel nous construirons le mémoire. Il nous faut également évaluer la solidité conceptuelle du concept de guerre par proxy. Cadre conceptuel en devenir de notre étude, le concept de guerre par proxy se retrouve dans la littérature et est étudié par divers auteurs. En étudiant comment ces derniers traitent du sujet qui nous intéresse nous pourrions expliquer pourquoi au départ l'on pensait qu'il y avait eu guerre par proxy et pourquoi nous en sommes venus à formuler une hypothèse négative. Ainsi, les paragraphes qui suivent ont un double objectif : premièrement, faire une revue de la littérature pour dégager les analyses clés présentes dans la littérature qui nous permettront de démontrer qu'il n'y a pas eu de guerre par proxy entre la Chine et l'URSS en 1971; et deuxièmement, dégager le cadre conceptuel utilisé par divers auteurs dans leur analyse de conflits par proxy ou du conflit de 1971 et de l'implication de la Chine et de l'URSS.

Jacques Lévesque explique dans L'URSS et l'activité militaire de ses alliés dans le Tiers-Monde : des années 70 aux années 80, que la politique extérieure de l'URSS prend une avenue nouvelle au début des années 70. Cette avenue se caractérise par « *des entreprises militaires de ses alliés, concertées avec elle et dont elle a largement bénéficié dans le renforcement de ses options internationales.* »¹ Ce fut le cas lors de l'intervention indienne au Pakistan oriental en 1971, lors du renversement du régime de Pol Pot en 1978 au Cambodge par l'intervention militaire vietnamienne du gouvernement communiste de Hanoi et les interventions militaires de Cuba en Angola en 1975 et en Éthiopie en 1977. L'auteur examine ce phénomène pour déterminer l'adéquation ou non de la notion de guerre par procuration. L'objectif de

¹Lévesque, Jacques, L'URSS et l'activité militaire de ses alliés dans le Tiers-Monde : des années 70 aux années 80, *International Journal*, volume XXXVII, no. 2, spring 1982. p. 285.

l'article est d'établir l'importance des intérêts respectifs (et leurs origines) de l'URSS et de ses alliés lors de conflits armés pour déterminer s'il s'est agi de guerre par procuration. L'auteur détermine également le degré d'autonomie du proxy (chargé de mission) et ses actions militaires. L'analyse des événements se fait donc autour du concept d'intérêt : ceux du procureur présumé (l'URSS) et du proxy présumé (l'Inde), et tient compte de la conjoncture internationale et des conséquences du conflit. L'examen des intérêts et de leurs origines permet de déterminer leur antériorité et subséquemment d'évaluer leur degré d'autonomie. Un degré élevé d'autonomie dans les intérêts du « proxy » dans ses actions militaires invalide le concept de guerre par procuration, comme c'est le cas avec le conflit indo-pakistanaïse de 1971 où la puissance des intérêts indiens se démarque clairement par son antériorité et son autonomie. Dès le début des violences en mars 1971, l'Inde voit se profiler l'occasion de renforcer des intérêts.

Dans le cas contraire, un faible degré d'autonomie entre les intérêts du mentor et de ceux du proxy dans son action militaire pourrait être caractérisé de guerre par procuration. L'histoire est avare d'exemples de guerre par procuration, or nous avons isolé ici quelques exemples probants afin de démontrer que, bien que le phénomène soit rare, il est bel et bien existant.

Nous observons le phénomène de guerre par procuration lors de l'intervention de Cuba, logistiquement organisée par l'URSS, en Éthiopie en 1977-78 lors de la révolte de l'Ogaden où les intérêts cubains s'effaçaient derrière ceux de l'URSS. La chute de Saïgon en 1975, la crise du Watergate et la démission de Nixon en 1974 paralysèrent quelque temps l'administration américaine, offrant une plus vaste liberté d'action et permettant ainsi à l'URSS de faire quelques percées en Afrique au désavantage de la Chine. L'appui se révélait payant et Moscou poursuivit l'expérience en 1977-78 en Éthiopie mais cette fois avec une acuité particulière. En 1978, Moscou soutint l'Éthiopie contre la Somalie lorsque cette dernière l'agressa dans sa volonté de

s'accaparer la région séparatiste de l'Ogaden. Comme ce fut le cas en Angola et au Mozambique, Cuba fournit les troupes en Éthiopie, l'URSS fournit la logistique, les armes, les stratèges et l'Allemagne de l'Est envoya des conseillers en matière de sécurité pour appuyer les nouveaux cadres et dirigeants. L'objectif de la poussée soviétique en Afrique était de s'allier un maximum d'États et de freiner les Américains sur le continent africain tout en menant une vive concurrence aux Chinois. L'élément qui nous intéresse particulièrement ici est la relation entre Cuba et l'URSS. L'armée cubaine, seule présente sur le terrain, semble avoir été le bras armé de Moscou dans sa poussée en Afrique, particulièrement en Éthiopie où les intérêts cubains semblent s'effacer derrière ceux de Moscou. Observons les conclusions d'Ezzedine Mestiri dans son livre *Les Cubains et l'Afrique*, écrit à la fin des années 70²:

« La stratégie soviétique tend avant tout à réduire la marge d'action de l'adversaire américain, et cela en comblant le vide laissé par les autres (les colonisateurs européens). (...) Le premier pion fut l'Angola. En plus de ses immenses richesses, c'est le pays le plus puissant de l'Afrique australe. Il n'y aura jamais de règlement négocié en Afrique australe sans la participation et l'accord de l'Angola. Il est capital pour les Soviétiques d'être présents dans ce pays (...). ... cette stratégie soviétique est idéologique. L'offensive du Kremlin en Afrique est liée au conflit soviéto-chinois. Dans les années 1960, l'URSS avait abandonné le terrain africain à la Chine. Par son importante présence militaire en Afrique, l'URSS cherche aujourd'hui à réduire l'influence chinoise sur ce continent. L'engagement de la Chine et de l'URSS, dans des camps opposés en Angola, illustre bien la lutte d'influence que se livrent les deux puissances communistes en Afrique et dans le tiers monde. En 1975, l'Angola a été pour l'URSS l'occasion de démontrer sa capacité à soutenir un conflit local en n'importe quel point du globe et à asseoir un régime politique en quelques semaines. Cela à la face des États-Unis et des autres puissances mondiales. (...) Les rapports soviéto-cubains (...) sont complexes. Ce sont des rapports de dépendance tellement imbriqués qu'il est difficile de dissocier l'autonomie de chacun. Qui décide pour qui? Quel est l'initiateur et quel est le suiveur? »³

Mestiri questionne le degré d'autonomie des intérêts cubains en Angola, est-ce que Cuba était le *bras armé de Moscou*? Mestiri conclut que l'Éthiopie et l'Angola étaient des vecteurs stratégiques trop importants, surtout l'Éthiopie qui était le point de rencontre géostratégique des mondes arabe et africain convoités par la Russie depuis l'époque soviétique. Pour Mestiri, la décision de Cuba d'intervenir en Angola fut

² Mestiri, Ezzedine, *Les Cubains et l'Afrique*, Karthala, Paris, 1980.

³ Ibid., p. 97-99.

« partiellement autonome ». Le cas de l'Angola n'est donc pas un exemple de guerre par procuration mais correspond à une forte convergence d'intérêts. Or, en contrepartie, le support apporté par 17 000 soldats cubains à la province éthiopienne séparatiste de l'Ogaden « fut commandé par l'Union soviétique »⁴. L'URSS fut clairement le procureur et Cuba le bras armé. À cet égard, Mestiri écrit :

« Il est devenu certain aujourd'hui que ce sont les Soviétiques qui ont organisé cette opération, du début à la fin. Comment ne pas le comprendre quand on sait l'intérêt démesuré que Moscou porte à la Corne de l'Afrique? L'intervention militaire cubaine en Ogaden se situe dans le cadre de la politique soviétique, mais il est probable que cela coïncide avec les intérêts et les désirs des dirigeants de La Havane. Il n'en reste pas moins que Cuba s'est trouvé dans l'obligation d'intervenir aux côtés de l'armée éthiopienne, et cela sur ordre des dirigeants du Kremlin. »⁵

Mestiri n'utilise pas l'expression guerre par procuration, néanmoins ses questionnements la définissent et sont indispensables à la construction des critères conceptuels de la guerre par procuration. Au cœur de son analyse se trouve la notion d'intérêt, dont il questionne l'autonomie. Il veut également déterminer qui est l'initiateur et qui est le suiveur dans la dynamique d'interdépendance entre Cuba et l'URSS. Pour ce faire, Mestiri utilise la méthodologie suivante dans son ouvrage : il analyse le rapport entretenu entre l'URSS et Cuba et ce qui fait en sorte que les deux États sont interdépendants. Il établit ensuite les intérêts de chacun en Afrique, puis le degré d'autonomie dans le processus décisionnel. Cette démarche méthodologique s'applique à notre cadre conceptuel.

L'exemple du Cambodge est également éclairant. Le 17 janvier 1975, le groupe communiste et farouchement nationaliste des Khmers rouges s'empare de Phnom Penh. En 1976 naît officiellement l'État du Kampuchéa présidé par Norodom Shihanouk puis par Khieu Sampan avec pour Premier ministre Pol Pot, le chef des Khmers rouges. Le Kampuchéa devient rapidement un allié de la Chine. Pol Pot met en place un régime de terreur et de privations caractérisé par un génocide (2

⁴ Ibid., p. 97.

⁵ Ibid., p. 97-98.

millions de victimes assassinées sur une population totale de 8 millions d'individus), dévastant ainsi le pays et son économie. Alerté par le massacre perpétré par les Khmers rouges, le gouvernement communiste de Hanoi intervient militairement et renverse Pol Pot et son régime en janvier 1979. Cette intervention vietnamienne fut appuyée mais pas commandée par l'URSS et l'on ne peut pas affirmer qu'il se soit agit d'une guerre par procuration visant la Chine. Néanmoins, les implications sino-soviétiques dans ce conflit méritent d'être évaluées.

Dès la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges en 1975, les relations entre le Cambodge et le Viêtnam se détériorent. Hanoi souhaite un resserrement des relations entre les trois États communistes (Viêtnam, Cambodge, Laos) de la péninsule indochinoise dont Hanoi serait le leader. Farouchement nationalistes, les Khmers rouges ne veulent d'aucune ingérence extérieure et s'y opposent, refroidissant ainsi leurs liens avec Hanoi. Phnom Penh a aussi des revendications territoriales au Viêtnam, ce qui provoqua des rixes armées entre les deux États en 1976-77. Au même moment, Hanoi se garde de s'impliquer dans le conflit sino-soviétique en refusant de signer un pacte soviétique de sécurité collective asiatique, dirigé contre la Chine, et refuse de céder à Moscou des bases navales installées par les Américains sur son territoire. Hanoi demeurait ainsi distante à l'égard de l'URSS dans l'optique de voir la Chine modérer le comportement offensif de Phnom Penh à l'égard du Viêtnam. C'était surestimer Pékin qui se méfiait de Hanoi, laquelle entretenait déjà selon les critères chinois des rapports trop étroits avec Moscou. Pékin craignait de voir le Viêtnam devenir une puissance régionale susceptible de faire de l'ombre à son allié le Kampuchéa. Le Kampuchéa était l'allié de Pékin pour la raison fort simple qu'il n'entretenait aucune relation avec Moscou, conformément à ses valeurs nationalistes et sa méfiance à l'égard des ingérences extérieures. Après des rixes frontalières en 1977 entre le Viêtnam et le Kampuchéa, la Chine suspend son aide financière et matérielle au Viêtnam en plus de ses rapports diplomatiques. La prise de position de Pékin est claire et complètement orientée en faveur du Kampuchéa. De

fait, Hanoi estime donc ne plus avoir à épargner les humeurs de Pékin et se rapproche de l'URSS en intégrant le COMECON et en acceptant une aide économique de Moscou. Encouragés par les États-Unis, la Chine et le Japon signent un traité d'amitié et de paix le 12 août 1978. Et qui plus est, Pékin et Washington signaient le 7 décembre 1978 la déclaration de Shanghai, officialisant la normalisation sino-américaine. Moscou essayait alors un revers dans sa politique d'isolement de la Chine. Or, pour mieux la poursuivre, Moscou signe avec Hanoi, le 3 novembre 1978, un traité d'assistance mutuelle qui prévoit un soutien militaire en cas d'agression. Ce traité fut pour Hanoi la protection idéale pour intervenir contre Phnom Penh. Dès le mois de janvier 1979, l'armée vietnamienne équipée de matériel soviétique renversait le régime des Khmers rouges sans crainte d'une contre-attaque chinoise puisque protégée par la garantie de l'URSS. Hanoi trouva son compte dans cette intervention puisqu'elle se débarrassait d'un voisin agressif qui menaçait ses frontières et opérait un génocide sur sa population. Moscou était satisfaite d'avoir dépossédé la Chine d'un allié dans la péninsule indochinoise et se réjouissait de la montée du Viêtnam comme puissance régionale résolument anti-chinoise.⁶

L'exemple du Cambodge illustre bien une convergence d'intérêt entre l'URSS et le Viêtnam. Hanoi est intervenue volontairement, on ne lui a pas dicté sa conduite ni commandé cette offensive armée contre le régime de Phnom Penh. Hanoi tolérait mal les visées territoriales des Khmers rouges et les accrochages violents qui les accompagnaient. De plus, la brutalité meurtrière de Pol Pot ne manquerait à personne si bien que le risque de représailles de la part de la communauté internationale et des États-Unis était infiniment faible. En ce qui a trait à l'URSS, cette dernière n'obtenait pas les bases navales convoitées au Viêtnam, elle obtenait plutôt un avantage

⁶ Le petit Mourre, Dictionnaire d'histoire universelle, Bordas, Paris, 2006, p. 219-20.; G-H Soutou, La Guerre de Cinquante ans, Fayard, Paris, 2001, pp. 578-607.; Lévesque, Jacques, L'URSS et l'activité militaire de ses alliés dans le Tiers-Monde : des années 70 aux années 80, *International Journal*, volume XXXVII, no. 2, spring 1982.

politique immédiat : l'élimination d'un allié des Chinois et la montée d'une puissance régionale anti-chinoise. Ainsi, l'URSS n'a pas commandé cette agression, or elle l'accommodait très certainement.

Comme mentionné plus haut, Golam Wahed Choudhury étudie le conflit indo-pakistanaï et l'apport des grandes puissances à celui-ci dans son livre *India, Pakistan, Bangladesh, and the Major Powers; Politics of a Divided Subcontinent*. L'ouvrage traite des politiques soviétiques, américaines et chinoises dans le sous-continent indien, et de comment ces politiques ont affecté le conflit de 1971. Choudhury étudie comment l'Inde et le Pakistan ont profité des tensions mondiales, à la fois des tensions de la Guerre froide et des tensions de ce que Choudhury appelle la période émergente de la tripolarité, afin de rencontrer leurs propres intérêts militaires et économiques. Sans avoir recours au concept de la guerre par procuration, Choudhury utilise énormément le concept de l'intérêt, qui nous apparaît très lié à la compréhension de la guerre par procuration. La notion d'intérêt est au cœur de l'analyse de Choudhury qui veut déterminer comment les Trois (URSS, USA, Chine) ont rencontré leurs intérêts respectifs tout en tirant des bénéfices du conflit indo-pakistanaï de 1971. Son étude se divise en quatre parties. La première porte sur l'URSS, la seconde sur les États-Unis, la troisième sur la Chine et la quatrième sur le Bangladesh. Chacune des quatre parties est élaborée selon la même logique : en un premier temps, l'auteur étudie la politique internationale et les intérêts de l'État dans le sous-continent asiatique et, dans une sphère plus large, ses rapports avec ses principaux alliés et rivaux. Ensuite, il étudie la poursuite des intérêts de l'État via les politiques et les événements qui ont menés à son implication dans le conflit indo-pakistanaï et, enfin, l'auteur conclut par une analyse des conséquences du conflit pour chacun. L'auteur étudie donc l'origine des intérêts, puis les intérêts eux-mêmes et enfin les conséquences de leur poursuite. Donc, Choudhury n'aborde pas directement le concept de guerre par proxy, mais pose des questions qui tendent à le définir. Par exemple, il veut connaître les origines des intérêts soviétiques dans le

sous-continent : Quelle était l'attitude du Kremlin envers l'Inde et le Pakistan au moment de l'indépendance de 1947? Quels sont les facteurs ayant conduit l'URSS à modifier ses politiques au milieu des années 50? Qu'est-ce qui a conduit les États-Unis et le Pakistan vers une alliance? Autre exemple, l'auteur questionne le degré d'autonomie entre les intérêts d'un États et ses actions politiques et militaires : dans la dynamique de la Guerre froide, à quel degré la politique soviétique fut-elle influencée par l'implication des Américains dans le sous-continent? L'objectif de ces questionnements est de démontrer quels étaient les intérêts de la Chine, de l'URSS et des États-Unis et comment ils les ont poursuivis au travers des événements de 1971. Conséquemment, plusieurs éléments de la démarche méthodologique de Choudhury sont à emprunter dans l'élaboration du cadre conceptuel applicable au concept de guerre par proxy : trouver les origines des intérêts, comprendre les intérêts eux-mêmes et évaluer leur degré d'autonomie et, enfin, faire le calcul des conséquences cette fois sous forme d'une évaluation des bénéfices dans le cadre d'une guerre par proxy.

François Massa a écrit son ouvrage en 1971, *Bengale, Histoire d'un conflit*, lequel est publié un an plus tard.⁷ Massa y retrace les événements ayant mené à la partition du Pakistan et aux violences dans le sous-continent. Massa attribue les violences de la région aux intrigues coloniales, aux luttes partisans et religieuses. Il attribue la responsabilité de la révolte du Bengale oriental aux diverses incapacités du gouvernement pakistanais et la naissance du Bangladesh à l'intervention armée de l'Inde. L'objectif de son ouvrage est de démontrer comment l'Inde et le Pakistan en sont venus à se séparer puis se combattre. L'auteur aborde aussi les implications diplomatiques étrangères et s'avance directement sur le problème de guerre par États interposés : sa thèse est que la Chine et l'URSS se sont fait la guerre par États interposés lors du conflit indo-pakistanaï de 1971. Il justifie sa thèse par la menace

⁷ Massa, François, *Bengale, histoire d'un conflit*, Alain Moreau, Paris, 1972.

soviétique d'utiliser l'arme atomique contre les Chinois si ces derniers venaient en aide aux Pakistanais et par le rapprochement entre Pékin et Washington. À eux seuls, ces arguments semblent suffire à l'auteur. La première moitié de l'ouvrage est consacrée à l'histoire des Indes britanniques, à leur indépendance, aux rapports entre l'Inde et le Pakistan et aux conditions politiques et économiques des deux États. La seconde moitié de l'ouvrage est consacrée à la révolte du Bengale oriental en mars 1971 et à la guerre qui a suivi. Massa réserve un chapitre dans la deuxième partie du livre à l'analyse de la diplomatie des puissances étrangères dans l'affaire. L'analyse de Massa est curieuse et coupe court, il retrace presque les mêmes faits historiques cités par les autres auteurs consultés, mais attribue ces événements à une guerre par proxy. Pourtant, là où d'autres auteurs voient la preuve que l'Inde n'était pas le bras armé de Moscou, et que la guerre entre l'Inde et le Pakistan n'était pas la commande de la Chine et de l'URSS, Massa y voit une guerre par procuration. Massa n'étudie pas en profondeur les intérêts de chacun dans l'affaire, il ne peut donc pas déterminer leur antériorité ni leur autonomie. Sa méthode est une leçon de prudence pour notre mémoire, l'analyse des intérêts apparaît comme incontournable pour éviter les idées reçues.

Les auteurs Richard Sisson et Leo Rose dressent un portrait particulièrement instructif du déroulement de la guerre et des intérêts indiens dans leur ouvrage *War and Secession : Pakistan, India, and the Creation of Bangladesh*.⁸ Leur analyse se structure à partir de la notion d'intérêt et leur méthodologie s'articule clairement autour de la compréhension des intérêts de l'Inde. Voici l'analyse qu'ils en font : selon les auteurs, dès le mois de mai 1971, le gouvernement indien était persuadé que la guerre civile pakistanaise ne trouverait pas de fin sans l'intervention de l'Inde. Leur jugement se basait sur l'inflexibilité d'Islamabad par rapport à ceux qu'elle

⁸ Richard Sisson et Leo Rose, *War and Secession : Pakistan, India, and the Creation of Bangladesh*, University of California Press, Berkeley, 1990.

appelait les « dissidents » bengalis.⁹ Mentionnons que parmi les auteurs consultés, cet aspect de la notion d'intérêt analysé via la politique domestique indienne est principalement traité par Sisson et Rose. Nous y accordons de l'importance et nous l'inclurons dans notre méthodologie. En comparaison, dans son ouvrage *The Process Priority Formulation : US Foreign Policy in the Indo-Pakistani War of 1971*, l'auteur Dan Haendel n'aborde pas les débats parlementaires et très peu les problèmes domestiques qui ont menés à la décision indienne d'intervenir dans le conflit.¹⁰ Son analyse ne regarde que très peu les arguments domestiques indiens et le processus décisionnel intérieur, mais met plutôt l'emphase sur la politique américaine et le contexte international de l'époque.¹¹ Cependant, il n'y a pas à s'en étonner, le titre annonçant clairement les couleurs de l'ouvrage, lequel se révèle utile pour synthétiser la dynamique complexe du jeu diplomatique entre l'URSS, la Chine et bien entendu les USA.

Dans leur méthodologie, Sisson et Rose expliquent on ne peut plus clairement l'évolution de la réflexion indienne au travers de ses intérêts. En comprenant la prééminence des intérêts indiens, il apparaît dans leur analyse que l'Inde ne fut pas le proxy de l'URSS. Rappelons-nous que l'Inde représentait un pilier asiatique fiable pour l'URSS dans sa politique d'isolement de la Chine et que c'était dans cette optique que Moscou avait entretenu avec New Delhi des rapports cordiaux doublés d'une aide militaire et économique depuis la fin des années 50. Le rapprochement sino-américain, développé par la visite de Kissinger en Chine en juillet 1971 notifia à Moscou l'intérêt de renforcer et de consolider ses relations avec l'Inde. La guerre civile pakistanaise, et l'exaspération grandissante de l'Inde par rapport à ce conflit, furent des circonstances idéales pour Moscou pour entretenir sa politique

⁹ Ibid., p. 177.

¹⁰ Haendel, Dan, *The Process of Priority Formulation: U.S. Foreign Policy in the Indo-Pakistani War of 1971*, Westview Press, Boulder, 1977.

¹¹ Ibid.

d'encerclement de la Chine. Dans cette optique, Moscou signa avec New Delhi un traité d'amitié et de coopération soviéto-indien le 9 août 1971. Pour Moscou, cette alliance s'inscrivait dans sa politique d'encerclement de la Chine en démotivait Pékin à intervenir dans le conflit aux cotés du Pakistan contre l'Inde. Pour l'Inde ce traité représentait l'aide qu'elle n'avait pas eu de l'ONU et les termes du traité rencontraient parfaitement ses intérêts.

L'auteur Robert Jackson consacre un chapitre complet à ce traité dans son ouvrage *South Asian Crisis : India, Pakistan, Bangladesh*. Il écrit que le texte du traité est très similaire à un traité qui avait été signé 4 mois plus tôt, soit le traité soviéto-égyptien signé en mai 1971. La différence principale réside dans l'article IX où il est mentionné que chaque partie aidera l'autre en cas d'agression extérieure ou de menace d'agression; et l'article X précise que chaque partie ne fournira pas d'appui à un tiers agressant l'un ou l'autre.¹² Cependant, Jackson évalue que le traité n'est pas l'indice d'une guerre par procuration. Il précise que ce traité n'était pas dirigé contre le Pakistan pour deux raisons : la première était que l'URSS fournissait déjà une modeste aide économique au Pakistan qui se poursuivit jusqu'en octobre 1971, la seconde est que jusqu'à la mi-août 1971, la rumeur évoquait la possibilité d'une signature d'un pacte de non-agression soviéto-pakistanaï.¹³ Nous comprenons donc à la lumière des propos de Jackson, que c'était la Chine qui était visée par ce traité. Pour l'Inde, ce traité fut l'appui dont elle avait besoin pour entrer en guerre contre le Pakistan. Protégée par l'URSS, elle devenait difficilement attaquant.

À l'égard de la victoire soviétique, François Fejtö est très éclairant dans son ouvrage *Chine-URSS de l'alliance au conflit 1950-1977*. La guerre indo-pakistanaïe fut indirectement un succès pour l'URSS. La résistance formidable des insurgés bengalis

¹² Jackson, Robert, *South Asian Crisis: India, Pakistan, Bangladesh*, Chatto & Windus for the International Institute for Strategic Studies, London, 1975, p. 72.

¹³ Ibid., pp. 72-73.

avait amené le Pakistan à demander l'aide de ses alliés, la Chine et les États-Unis.¹⁴ Fejtö explique que les États-Unis avaient alors posté des navires dans l'Océan indien pour intimider l'Inde, mais la présence de la marine soviétique dans les eaux indiennes avait neutralisé ce dessein.¹⁵ L'ambassade de Chine au Pakistan avait pour sa part proposé ceci : faire une démonstration de force sur la frontière Chine-Inde pour rebuter l'Inde.¹⁶ L'attaché militaire soviétique basé à Katmandou affirma aussitôt à l'ambassadeur chinois au Pakistan que si la Chine attaquait l'Inde, Moscou répondrait à la Chine par des mesures analogues, conformément au traité d'amitié soviéto-indien.¹⁷ L'ambassadeur soviétique en Inde, Pégov, affirma à la Première Ministre Gandhi le 13 décembre 1971, que si la Chine agressait l'Inde dans le Ladakh, l'URSS répondrait par une action de rétorsion dans le Sinkiang.¹⁸ L'URSS avait donc réussi à paralyser Pékin et l'aide chinoise au Pakistan se limita à un appui diplomatique. L'URSS, triomphante dans ce conflit, bénéficiait de certaines prérogatives à épauler l'Inde et à concourir à l'indépendance du Bangladesh. Parmi ces avantages, Georges-Henri Soutou signale dans *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, qu'en avril 1972 l'URSS put installer une base navale au Bangladesh, complétant ainsi son expansionnisme naval.¹⁹ Le rapport de l'URSS avec l'Inde était consolidé, elle se créait un allié du nouvel État bengali, elle affaiblissait le Pakistan (un des seuls alliés de la Chine dans la région) et, de ce fait, soutenait l'isolement de la Chine. Moscou était parvenu à amoindrir Pékin aux yeux des Américains et à établir Moscou comme interlocuteur privilégié de Washington.²⁰

Les analyses et les faits nous aideront à établir qu'il n'y a pas eu de guerre par proxy entre la Chine et l'URSS via l'Inde et le Pakistan. L'antériorité et l'autonomie des

¹⁴ Fejtö, op. cit., p. 418.

¹⁵ Ibid., p. 418.

¹⁶ Ibid., p. 418.

¹⁷ Ibid., p. 418.

¹⁸ Ibid., p. 418.

¹⁹ Soutou, op. cit., p. 522.

²⁰ Fejtö, op. cit., p. 418.

intérêts indiens sont très clairement exposées par les auteurs. L'Inde avait le désir de voir le Pakistan divisé et le problème des réfugiés était la clé de voûte de l'argumentation indienne sur la scène internationale pour obtenir un appui militaire.

Dans la dynamique du jeu d'alliance, il peut se révéler difficile de voir et ensuite déterminer l'autonomie d'un État et de ses intérêts. Pour ce faire, remonter le temps et les événements antérieurs se révèle pertinent pour déterminer quoi et qui est à l'origine de l'action et de l'intérêt poursuivi. Subséquemment, nous entendons articuler notre mémoire ainsi : le premier chapitre veut brosser un portrait du contexte global de l'époque, plus précisément du schisme sino-soviétique et de sa gravité afin de comprendre dans quel climat de tension survenait la guerre indo-pakistanaise en 1971. Le deuxième chapitre sera consacré à l'analyse de l'antériorité des intérêts. Déterminer l'origine des intérêts de l'Inde et du Pakistan par rapport à ceux de l'URSS et de la Chine est l'assise sur laquelle on fonde l'antériorité des intérêts de chacun. Le troisième chapitre veut déterminer l'autonomie des intérêts de l'Inde, du Pakistan, de l'URSS et de la Chine. La détermination de l'autonomie des intérêts passe par l'analyse du processus décisionnel des quatre États autour de la crise et, par extension, par l'analyse des rapports diplomatiques entretenus entre eux. Enfin, la conclusion évalue les conséquences par rapport aux bénéfices de la poursuite des intérêts par les quatre États, c'est aussi le lieu d'évaluation des dégagements de la guerre civile pakistanaise et de son impact dans le sous-continent.

CHAPITRE I:

LE CLIMAT DE TENSION SINO-SOVIÉTIQUE.

Ce premier chapitre analyse le contexte global de l'époque, plus précisément du schisme sino-soviétique et de sa gravité afin de comprendre dans quel climat de tension survenait la guerre indo-pakistanaise en 1971. C'est aussi le lieu d'analyse des débuts des alliances Chine-Pakistan et URSS-Inde jusqu'à l'éclatement de la guerre Indo-pakistanaise en 1971. Également, 1971 marque une année d'importants changements qualitatifs dans le schisme sino-soviétique. La Chine opère une transformation spectaculaire de sa politique étrangère en se rapprochant des États-Unis, forçant ainsi Moscou, par l'énormité de l'enjeu, à tenter un revirement par rapport à Washington et à rechercher une détente et des alliances nouvelles. La dynamique du schisme, rythmée par les événements de 1971, conditionne une ambiance internationale fébrile à l'intérieur de laquelle éclate un conflit asiatique complexe. Les pages qui suivent s'efforceront d'analyser le climat de tension que générerait le schisme sino-soviétique et d'établir les rapports entre celui-ci et les relations indo-pakistanaises. Pour ce faire, nous procéderons à la démonstration de l'escalade de tension générée par divers événements. Le schisme sino-soviétique se comprend dans les rapports entretenus entre Pékin et Moscou et aussi dans leurs rapports respectifs entretenus avec l'Occident et l'impérialisme, le tiers-monde et somme toute l'ensemble de la planète. L'idéologie qui conditionne les comportements politiques de la Chine et de l'URSS et l'histoire des rapports sino-soviétiques entre 1950 et 1971 et leurs liens avec l'Inde et le Pakistan sont les deux champs principaux où s'étend notre analyse. Les aspects de politique domestique ou les événements indirectement liés aux rapports sino-soviétiques seront analysés dans la mesure où ils expliquent des comportements étatiques de politique extérieure ou des attitudes liées à l'idéologie.

1. 1. L'IDÉOLOGIE AU CŒUR DE L'UNION ET DE LA RUPTURE.

La rupture sino-soviétique fut d'abord pour les Chinois et les Soviétiques une rupture idéologique qui se mua en conflit multidimensionnel : diplomatique, géographique, géostratégique, politique et idéologique. Les Chinois reprochaient leur manque de militantisme et leur révisionnisme aux Soviétiques, les Soviétiques reprochaient leur radicalisme et leur dogmatisme idéologique aux Chinois. Mais, avant la rupture, le caractère communiste et la volonté internationaliste de la République populaire de Chine et de l'URSS prédestinaient les deux grands à une alliance. Leur idéologie socialiste et internationaliste commune était le gage d'une alliance métapolitique et c'est ce caractère hors-norme de leur alliance qui se transposa nécessairement dans leur rupture, qui eut l'énormité d'un schisme.²¹

Lorsqu'en décembre 1949 Mao se rend à Moscou pour rencontrer Staline, tout prédestine à une entente mutuelle. Mao se présenta comme un nouvel allié, égal, fort de sa récente victoire et animée par une pensée autonome. La révolution chinoise n'est pas la pâle caricature de la révolution soviétique. Elle est un véritable acte fondateur d'un nouvel État réalisé à partir d'une pensée indépendante. Cette pensée se caractérise par une conviction inébranlable dans le marxisme-léninisme comme arme de progrès; le choix conscient de l'URSS comme allié pour adopter l'expérience russe comme référence de développement; le lien fort entre le parti et l'armée; et un communisme à la fois militaire et paysan.²² Le marxisme-léninisme est au cœur de l'idéologie de Mao et il le considère comme une arme de progrès. Celui-ci l'a conduit à la victoire, il doit le conduire à l'internationalisme et à la victoire universelle du socialisme sur l'impérialisme. Cette conception d'une mission universelle de diffusion de la révolution marxiste-léniniste sera développée par Mao au fil des ans après sa victoire de 1949 et sera présentée comme l'orthodoxie marxiste la plus pure.

²¹ Fejto, p. 8.

²² Ibid., pp. 16-23.

Le choix de l'URSS comme allié était un choix conscient fait dans l'idée d'adopter l'expérience russe comme modèle de développement industriel. Les Russes étaient les seuls à présenter une voie de développement indépendante de l'impérialisme. Pour Mao, il y avait soit l'impérialisme soit le socialisme mais pas de troisième voie. Les Chinois pouvaient donc improviser leur développement ou s'inspirer du seul modèle valable, le modèle soviétique, c'est ce qu'ils firent dans leurs débuts puis se détachèrent de ce modèle au fil des ans. Le parti communiste chinois a un caractère militaire qui le distingue du parti communiste soviétique. L'expérience de la lutte armée des révolutionnaires chinois a été déterminante dans la victoire de l'armée révolutionnaire. Par la redistribution des terres aux paysans, les révolutionnaires chinois s'attirèrent la sympathie et le soutien des populations paysannes qui ne leur étaient pas d'abord favorables. En jouant sur l'aspiration de la terre et le sentiment patriotique, les communistes chinois se créèrent une assise populaire solide qui leur sera utile. Cet état de pensée rejoignit les Soviétiques qui n'hésitèrent pas à établir une alliance avec les Chinois malgré que Staline considérait la Chine comme un pays pauvre et arriéré qu'il traita avec condescendance jusqu'à sa mort en 1953.

1.1.1. La guerre de Corée

Le premier défi de politique internationale que rencontra l'alliance sino-soviétique fut la guerre de Corée. Le 15 juin 1950, l'armée nord-coréenne attaque la Corée du sud à la suite de ce qui semblerait avoir été une provocation du Général MacArthur ayant ordonné l'agression de la ville Haeju. Staline savait que la Corée du sud ne pouvait subsister sans l'aide des États-Unis. Si Washington se retirait de Corée, une victoire rapide de Kim Il Song était à prévoir. Mais il était peu probable que les États-Unis se retirent de Corée et Staline ne voulait pas risquer un conflit avec ces derniers ainsi s'abstint-il de signer un traité d'alliance avec la Corée du nord, qui aurait provoqué les Américains, et d'intervenir dans le conflit. De son côté, Pékin opéra une politique

de réserve dans le conflit jusqu'à ce que l'armée de MacArthur ne franchisse le 38^{ième} parallèle, ce n'est qu'à ce moment que l'armée chinoise intervint. Moscou vendit à Pékin de l'équipement militaire car l'armée chinoise manquait de tout et ce fut la Chine qui assumait seule le poids financier et humain de la guerre.²³ La guerre de Corée fut interprétée en Occident comme une tentative d'expansion asiatique de Moscou et plus largement comme une menace désormais mondiale du communisme. La guerre eut pour conséquence en Occident, et particulièrement chez les Américains, l'intensification de la course aux armements, le réarmement de l'Allemagne et le raffermissement de la politique américaine du *containment*.²⁴

Au niveau des rapports sino-soviétiques, la guerre de Corée eut des conséquences contradictoires. Elle eut pour effet en Asie de renforcer la dépendance de la Chine à l'égard de l'URSS et l'animosité de Pékin à l'égard des États-Unis. L'accroissement de la dépendance chinoise à l'égard de Moscou irrita Pékin mais son hostilité vis-à-vis de Washington solidifia le lien sino-soviétique. Avec l'aide militaire soviétique, l'armée chinoise avait fait bonne figure au combat et démontré sa force aux Américains, aux Soviétiques et aux Japonais dont Moscou se méfiait. Cette nouvelle capacité guerrière était en mesure d'imposer le respect aux impérialismes et de décourager toute intervention américaine en sol chinois. Par la démonstration de sa force armée en Corée, Pékin se mettait donc à l'abri des impérialistes. L'intervention chinoise avait aussi marqué la fin de la présence soviétique en Corée où les centres de contrôle stratégiques nord-coréens furent désormais placés sous la direction de l'armée chinoise et de ses fonctionnaires du parti. La Chine avait donc renforcé sa présence en Asie qui se mesura par une diminution de l'influence de Moscou au Viêt-Nam et dans toute la péninsule indochinoise. Cette nouvelle zone d'influence asiatique avait cependant un prix. Les Chinois s'étaient endettés auprès de l'URSS et

²³ Karuganar Gupta, *How did the Korean War begin?*, *The China Quarterly*, October-December 1972.

²⁴ Bruce W. Jentleson, *American Foreign Policy*, Duke University, (copyright W. W. Norton & Company, New York), 2000, pp. 109-111.

avaient dû accepter la présence de navires soviétiques à Port-Arthur et des bases militaires en Mandchourie installées pendant le conflit au cas où cette région aurait été menacée. Les Soviétiques étaient ravis de ce nouveau contrôle sur la Mandchourie qui leur permit de s'y installer et d'y organiser une activité économique et industrielle typiquement soviétique. L'expérience de la guerre de Corée fit prendre conscience de sa propre puissance à la Chine tout en faisant comprendre aux dirigeants de Pékin que Staline ne considérait pas la Chine comme un égal sur la scène internationale et qu'il ne la laisserait pas si aisément s'accaparer une vaste zone d'influence au détriment de Moscou. Staline voulait maintenir la tradition russe d'influence en Asie.²⁵

1.1.2. Le post-stalinisme.

La mort de Staline le 5 mars 1953 entraîne une lutte à la succession à Moscou et une ouverture du comité central par rapport à la Chine et plus largement un changement global de la politique moscovite. Les Chinois perçurent dans la mort de Staline et dans le changement de ton à Moscou une ouverture pour accroître leur champ d'action dans le monde communiste et jouer un rôle plus significatif auprès de l'URSS. À Moscou, l'on s'appliquait à éliminer les pratiques staliniennes qui avaient fait tant de torts. D'abord membre du triumvirat dirigeant de l'URSS aux coté de Malenkov et Molotov, le très puissant chef du NKVD (police politique) et protégé de Staline, Beria, fut arrêté, jugé et exécuté pour la politique de terreur qu'il avait opéré et s'entêtait à vouloir poursuivre. Des camps de travail furent vidés de leurs prisonniers politiques; les éléments plus radicaux du gouvernement furent renvoyés mais pas tués ou emprisonnés comme ils l'auraient été sous Staline; la surveillance idéologique de la population fut relâchée; les fausses enquêtes, les accusations et les procès truqués furent interrompus; des fonctionnaires qui avait été renvoyés sous

²⁵ Fejto, pp. 40-45.

Staline furent réintégrés au sein du gouvernement. Au même moment que ces réformes intérieures se multipliaient, le comité central demeurait dans une situation incertaine quant à la succession de Staline.²⁶

Ce climat d'instabilité au sein du gouvernement soviétique encouragea ses membres à rechercher une détente avec les États-Unis afin de concentrer leur attention sur les problèmes de gouvernance qui les accaparaient. Mao regardait patiemment évoluer les choses à Moscou, sa préférence pour un nouveau dirigeant soviétique allait du côté de celui qui offrirait l'aide la plus substantielle à la Chine. Cette aide qu'espérait Mao fut offerte par l'équipe formée par Khrouchtchev, Mikoyan et Boulganine qui se rendirent en Chine en octobre 1954 pour discuter avec Mao des orientations sino-soviétiques et offrir une aide économique à l'occasion du cinquième anniversaire de la République populaire de Chine. Cette rencontre avec les trois politiciens soviétiques était une opportunité pour Mao d'instaurer une relation avec Moscou dénuée des irritants staliniens qui consistaient à traiter les autres pays comme des inférieurs et leur imposer la volonté de Moscou. L'issue de cette rencontre fut la signature d'un accord très important dans les rapports sino-soviétiques qui marqua le début d'une série d'événements internationaux qui façonnèrent les relations entre Moscou et Pékin. L'accord de 1954 établissait une étroite collaboration entre Moscou et Pékin sur la base de « l'égalité des droits, des avantages réciproques, du respect mutuel, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ».²⁷ L'accord impliquait aussi une aide économique, le raccord de la ligne de chemin de fer de la Mandchourie avec le Transsibérien et des voies de communications en général. Mao était très satisfait de cette reconnaissance de la Chine et savait que désormais la Chine pourrait discuter avec l'URSS sur un pied d'égalité.

²⁶ Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard, Paris, 2003, pp.201-203.

²⁷ Fejto, p. 53.

L'armistice coréen signé en juillet 1953 prévoyait la tenue d'une conférence internationale pour régler les problèmes d'après-guerre et Paris voulait une rencontre pour régler le cas de l'Indochine où la guerre contre le Viêt-Minh s'était aggravée à partir de l'automne 1953, et d'autant plus que Paris craignait que la Chine n'intervienne dans le conflit. Une conférence internationale pour discuter de ces situations asiatiques fut tenue à Genève à partir du 26 avril 1954. L'axe sino-soviétique apparut très solide pendant la conférence et parvint à amener le Viêt-Minh à des concessions : le Viêt-Minh accepta de faire des armistices séparés pour le Laos et le Cambodge et accepta la partition du Viêt-Nam sur la ligne du 17^{ième} parallèle. Ho Chi Minh devait renoncer à la communisation immédiate et totale de l'Indochine. La modération de l'axe sino-soviétique s'expliquait par sa crainte de voir les Américains intervenir en Indochine alors que des élections pour la réunification étaient prévues en Indochine pour 1956.²⁸ Dans les faits, Chinois et Soviétiques ne renonçaient pas à leur intention de communiser la péninsule mais la mettait en sourdine pour garder des relations correctes avec l'Occident. Quoi qu'il en soit, la modération sino-soviétique fut appréciée et contribua à stabiliser une situation grave : sans eux, qui aurait convaincu Ho Chi Minh de faire de telles concessions? Cette modération présenta l'alliance Moscou-Pékin comme solide, sérieuse et crédible.

1.1.3. La conférence de Bandoeng.

La conférence de Bandoeng qui fut tenue l'année suivante en avril 1955 fut une occasion pour la Chine de se distinguer. Accaparés par leurs problèmes liés à la succession de Staline, les Soviétiques surveillaient moins la Chine qui avait désormais l'occasion d'étendre son champ d'influence en Asie surtout dans le Sinkiang et la Mandchourie où les Russes s'étaient traditionnellement sentis comme

²⁸ Soutou, p. 295.

chez eux. Lors de la conférence de Bandoeng, le Premier ministre Chou En-lai exerça une diplomatie experte qui charma la communauté des pays neutres présents. L'objectif de la conférence de Bandoeng était de réunir les nouveaux États asiatiques et africains sans regard à leurs orientations idéologiques si bien que 29 pays se rencontrèrent. Lors de la rencontre, le Premier ministre Chou En-lai dut accuser les coups des autres États dont beaucoup était anti-communistes (Pakistan, Japon, Philippines, Viêt-Nam du sud) et critiquaient sévèrement l'impérialisme communiste comme une nouvelle forme de colonialisme. L'on critiquait la volonté chinoise de s'approprier le leadership du tiers-monde et de travailler à la sinisation du Sinkiang musulman par un impérialisme communiste. Force est d'admettre que Chou En-lai fut très performant, accueillant les critiques avec calme, cherchant à renforcer les liens afro-asiatiques, désidéologisant son discours au maximum pour rejoindre le plus grand nombre et réitérant l'appui de la Chine à tous les États communistes ou non qui luttèrent contre l'impérialisme. Chou En-lai parvint donc à s'attirer les sympathies et tissa des liens avec les autres dirigeants sans pour autant aggraver les rapports avec l'URSS. L'URSS était exclue de la conférence en tant que puissance non asiatique, à la grande satisfaction des Chinois qui y avaient le champ libre.

C'est à cette époque que l'on remarque les premiers signes d'intérêt de l'URSS envers les pays non-alignés et particulièrement pour l'Inde. En novembre 1954, Moscou avait invité Nehru à se rendre en URSS et en février l'URSS avait offert à l'Inde de lui construire une vaste aciérie en plus d'offrir une aide économique considérable qui contribua au développement économique de l'Inde. Nehru visita l'URSS à l'été 1955 et y signa le premier accord indo-soviétique comprenant cinq principes définissant leurs relations bilatérales: coexistence pacifique, souveraineté, non-agression, non-ingérence, égalité et profit mutuel. Ces principes sont encore respectés à ce jour. Notre attention se porte sur celui de la non-ingérence. La souveraineté de l'Inde sera toujours respectée par l'URSS, notamment sa souveraineté décisionnelle dans l'exécution de ses actions. À partir de la visite de

Nehru en Union soviétique, il apparaît que l'URSS ne voulait pas laisser à la Chine l'avantage d'une influence unilatérale en Asie et que l'Inde alliée serait un contrepoids efficace. Or, à cette époque il n'y avait pas encore de conflit entre Pékin et Moscou et l'idée d'un contre-poids n'était pas clairement envisagée. Au cours des années 1954-55, la politique de l'URSS vis-à-vis du tiers-monde prendra progressivement corps et Moscou tentera de maintenir et d'élargir sa zone d'influence, nous reviendrons plus loin sur la politique soviétique au tiers-monde.²⁹

1.1.4. La coexistence pacifique et la déstalinisation.

Le troisième et dernier événement international majeur qui marqua les succès de l'alliance sino-soviétique fut le XXIème Congrès du parti communiste de l'URSS tenu en février 1956. Cet événement ancre les deux principes qui devaient caractériser l'administration de Khrouchtchev : la déstalinisation et la coexistence pacifique soit la possibilité de passer pacifiquement du capitalisme au communisme. Mao est méfiant face à cette nouvelle avenue mais garde néanmoins des relations correctes avec Khrouchtchev. Pour Khrouchtchev, d'autres avenues en dehors de l'affrontement existaient pour freiner le capitalisme occidental. L'influence d'un socialisme mondial de plus en plus présent grâce à la décolonisation opérait un contrepoids efficace au capitalisme. Le renforcement du secteur d'État dans les nouveaux pays augmentait les capacités de résistance au capitalisme. Donc pour Khrouchtchev, l'établissement de la coexistence pacifique n'était pas une concession idéologique à l'Occident mais bien un tremplin pour la projection et le développement d'un socialisme mondial et pacifique. Khrouchtchev considérait le neutralisme comme une bonne chose dans la mesure où il faisait reculer l'Occident, c'était là une avancée importante par rapport à la diplomatie agressive de Staline. Mao ne partageait pas cette opinion, il souhaitait

²⁹ Philippe Gavi, *Le triangle indien : de Bandoeng au Bangladesh*, Seuil, Paris, 1972, pp. 115-118.

poursuivre l'opposition offensive contre le capitalisme impérialiste incarné par les États-Unis. Selon Mao, la révolution armée est la seule solution et l'appui aux États frères est la priorité d'un bon État communiste. Quelques années plus tard, Mao reprochera à Khrouchtchev de négliger les États frères, les vrais alliés, au profit des États non-alignés tels que l'Inde. Par rapport à la déstalinisation, Mao se trouve dans une forme d'imposture car le modèle chinois fut justement l'URSS de Staline et non celle de Khrouchtchev. En effet, le parti communiste chinois a un mode de fonctionnement parfaitement stalinien et une esthétique toute stalinienne dans sa structure, sa représentation et le culte du chef. Mao a emprunté beaucoup à Staline dans son mode de gouvernance et partage avec le défunt une vision commune de la résistance à l'Occident et exhibe une image, une esthétique qui rappelle Staline.³⁰ Mais en 1956, les divergences idéologiques entre Moscou et Pékin ne sont pas encore exprimées par les deux gouvernements. En 1956, Mao appuie tout de même la déstalinisation et Khrouchtchev lors des graves crises liées à la déstalinisation en Hongrie qui ébranlèrent Moscou. Cet appui fut précieux pour Khrouchtchev et Mao s'attendait sûrement à un retour du balancier par une direction appariée soviéto-chinoise du monde communiste. La Chine se percevait comme un co-leader d'autant plus qu'à cette époque, Mao était un politicien plus expérimenté que Khrouchtchev. Ce ne fut pourtant pas ce qui se passa. Dès 1958, Moscou réprovoque la politique du *Grand bond en avant* et encourage la Chine à poursuivre son industrialisation sur le modèle soviétique. Pour sa part, Mao accuse Khrouchtchev de manquer de fermeté face aux États-Unis et de déviation idéologique dans son timide rapprochement avec Washington. Une tension est déjà palpable entre les deux États.

À l'été 1956, est apparu en Chine le thème idéologique des «Cents Fleurs» selon lequel une plus grande critique du marxisme était à préconiser pour éviter que le

³⁰ Les portraits de Mao, l'affichage public du parti, les grands rassemblements contrôlés, les parades militaires sont des exemples de l'esthétisme emprunté à Staline. Fejto, op. cit.

marxisme en Chine ne soit une fleur fragile cultivée à l'écart. Le parti communiste se méfiait de trois problèmes : le bureaucratisme, le subjectivisme et le sectarisme. Aussi, le PC chinois encouragea ses homologues dans le monde communiste à développer leur particularité et à se détacher du PC soviétique. Ce discours éveilla des sympathies notamment auprès des réformateurs polonais mais irrita le PC soviétique, toujours très centralisateur. Pour les dirigeants chinois, la démocratisation d'un pays socialiste était avantageuse dans la mesure où elle servait les intérêts de la dictature du prolétariat. C'est dans cet état d'esprit que Pékin soutint le gouvernement d'Imre Nagy à Budapest en octobre 1956 et suggéra la modération à Moscou. Or, dès que Budapest décida de réinstaurer le pluripartisme et de retirer la Hongrie du pacte de Varsovie, Pékin retira son soutien à Nagy et appuya l'intervention armée de Moscou. La crise hongroise entraîna un durcissement de la politique soviétique, mais ne ralentit pas le mouvement de la Chine. Pékin adoptait une attitude nuancée par rapport à la déstalinisation en choisissant de reconnaître les aspects positifs du legs stalinien comme ses erreurs qui devaient maintenant être corrigées. En janvier 1957, Chou En-lai se rendit en Pologne et en Hongrie et y tint un discours modéré et ouvert qui mit du baume sur les plaies de ses habitants. Alors que le gouvernement de Moscou y était très impopulaire, Chou En-lai y présenta la Chine comme un pivot du communisme mondial, ce qui irrita Moscou. Pendant ce temps, le thème des *cents fleurs* était largement diffusé en Chine où l'on s'appliquait à observer le communisme le plus pur et le plus orthodoxe dénué de tout «révisionnisme». Cet engouement pour la pureté idéologique détonnait par rapport aux efforts d'adaptation qu'opérait Moscou pour s'adapter à l'ère poststalinienne et le fossé idéologique naissait entre les deux États. C'était le début d'une polémique idéologique qui allait prendre corps dans divers événements au cours des années suivantes.

1.2. LA COEXISTENCE ET LE SCHISME.

La rupture idéologique sino-soviétique a progressivement pris corps dans divers événements constituant une escalade de tension menant à un schisme. L'analyse qui suit se veut une démonstration de l'escalade de tension, elle veut cibler des événements clés ayant mené à la rupture. Nous verrons aussi le début des alliances Chine-Pakistan et Inde-URSS.

1.2.1. La crise de Quemoy et Matsu : positionnement par rapport au nucléaire.

Lors d'une visite à Pékin en août 1958, Khrouchtchev rappela à Mao que la supériorité numérique des armées des pays socialistes dans un conflit contre l'Occident n'avait pas de poids à l'ère nucléaire et qu'il était nécessaire d'éviter un conflit avec l'Occident. Mao refusait d'admettre cette thèse et réagit en agressant deux îles appartenant à Taiwan. De fait, le 23 août 1958 éclate une véritable crise qui alarmera l'Occident lorsque l'armée chinoise bombarde les îles de Quemoy et Matsu toutes deux très proches du continent mais appartenant à la Chine nationaliste de Taiwan. Tchang Kai-chek avait stationné 300 000 soldats sur ces îles comme une provocation envers Pékin, pourtant si Quemoy et Matsu tombaient, Taiwan serait la suivante. C'était du moins ce que craignait Washington. Le 29 août, Eisenhower déclara que les États-Unis useraient d'armes nucléaires si Pékin poursuivait son offensive sur Quemoy et Matsu. Le même jour, la marine américaine escorta des navires de ravitaillement vers les deux îles. La menace américaine était parfaitement sérieuse et le recours offensif à la dissuasion nucléaire fut remarqué par Khrouchtchev. Khrouchtchev désapprouvait l'offensive de Pékin sur Quemoy et Matsu à propos de laquelle il n'avait jamais été consulté et qui venait créer une tension bien inutile avec Washington. Pour Pékin, la provocation de cette crise

répondait à des impératifs chinois, mais fut aussi une occasion d'affirmer son indépendance par rapport à Moscou et de tester sa fermeté à l'égard de Washington qui semblait se relâcher selon Pékin. Moscou ne se positionna pas en faveur de Pékin et resta discrète tout au long de la crise. Eisenhower fit pression sur Tchang Kai-chek pour qu'il renonce à la reconquête du territoire continental chinois. Ce dernier accepta et en septembre il réduisit ses effectifs sur Quemoy et Matsu et Pékin arrêta son offensive par un cessez-le-feu. Moscou craignit que l'issue de cette crise ne fût pas aussi bonne. Le 7 septembre, Chou En-lai affirma à son homologue Gromyko que la Chine n'hésiterait pas à s'engager dans une guerre nucléaire contre les États-Unis, guerre dans laquelle les Soviétiques seraient forcément impliqués.³¹ L'apparente incompréhension des Chinois par rapport au danger nucléaire alarma Moscou qui sous Khrouchtchev avait adopté une nouvelle attitude quant au nucléaire. Les réalités intérieures soviétiques avaient amené Khrouchtchev à développer une opinion très différente de Staline sur le nucléaire et sur la politique extérieure générale à adopter. À la fin des années 1950, Khrouchtchev entreprit de réduire d'un tiers les effectifs militaires conventionnels afin d'économiser des coûts et d'engager l'URSS dans un développement économique accru. Selon lui, concentrer la production militaire sur des fusées et de l'arsenal nucléaire serait la meilleure façon d'établir une parité militaire avec les Américains. Les membres du Politburo et les dirigeants du complexe militaro-industriel lui reprochaient d'opérer une politique d'armement trop limitée qui maintiendrait la production soviétique en-dessous de la production américaine. Ceci amenait aussi un questionnement de la tradition idéologique et politique soviétique qui résidait notamment dans le combat au meilleur de ses capacités contre le monde capitaliste et impérialiste incarné par les États-Unis via le complexe militaro-industriel (legs stalinien par excellence). Ce déplacement des énergies voulait se faire vers la production civile notamment l'alimentation et l'industrie légère. L'objectif était d'augmenter le PNB de 80% en sept ans. La

³¹ Soutou, p. 363.

réalisation de ce projet économique ne pouvait se faire sans une détente avec l'Occident et c'est dans cette optique que fut justement abandonnée la thèse stalinienne selon laquelle l'URSS était victime de l'encerclement capitaliste rendant désormais ainsi possible la coexistence pacifique. D'autre part, la Conférence de Genève de l'automne 1958 sur l'arrêt des tests nucléaires contribua à « l'éducation nucléaire des deux camps »³² et la crainte d'une véritable guerre nucléaire provoqué par la crise de Berlin en 1959 et Cuba en 1962 amena dans les années 1960 des négociations sur le contrôle de l'armement (arms control). L'arme nucléaire qui était un facteur de crise devint un facteur de rationalisation dans les rapports Est-Ouest. Khrouchtchev estimait que l'arme nucléaire ne ferait pas de distinction entre socialistes et capitalistes et que son usage conduirait inévitablement à la destruction de tous les humains de quelque allégeance idéologique qu'ils fussent. Les Chinois partageaient évidemment ce point de vue, or ils estimaient que les Soviétiques exagéraient à la fois la menace nucléaire et ses atouts dissuasifs. Pour les Chinois, l'arme nucléaire devait être utilisée comme instrument de résistance au chantage de l'impérialisme, mais il fallait aussi maintenir la lutte armée conventionnelle pour vraiment bloquer l'infiltration capitaliste. La simple dissuasion nucléaire ne suffisait pas, une résistance proactive devait être opérée. Cette évolution de la pensée sur le nucléaire se mettait tranquillement en place à la fin des années 1950. Leur mésentente était donc complète et la crise de Quemoy et Matsu mit en lumière leurs opinions diamétralement opposées qu'en à l'attitude à adopter dans leurs relations extérieures. Ironiquement, la crise de Quemoy et Matsu eut pour effet une avancée imperceptible dans les relations sino-américaines dans la mesure où c'était Washington qui avait obtenu de Taiwan un renoncement à la reconquête du territoire continental chinois. Cette crise abîma cependant la relation sino-soviétique. Pékin désapprouvait l'absence de prise de position en sa faveur par Moscou et Moscou reprochait aux Chinois de ne pas l'avoir consultée et d'avoir compromis la coexistence pacifique

³² Ibid., p. 358.

avec Washington tant souhaitée par Khrouchtchev. Washington se réjouissait du froid qu'avait provoqué cette crise entre Moscou et Pékin. Divisés, ses deux ennemis étaient plus faibles. D'autant plus que c'était là l'embryon, inconnu à l'époque, du rapprochement sino-américain qui allait survenir en 1971-72.

1.2.2. Les conflits sino-indiens de 1959 et 1962.

Les conflits sino-indiens marquent le début des alliances Chine-Pakistan et Inde-URSS que nous verrons dans cette section. En 1959, lors du conflit sino-indien à propos du Tibet et du partage de la ligne frontière, Moscou n'appuya pas Pékin afin de préserver ses bonnes relations avec la voisine du Tibet, l'Inde. La volonté de Moscou de ne pas appuyer Pékin visait aussi à ne pas inquiéter les autres États en développement lesquels représentaient des alliés dans le cadre de sa politique d'appui aux nouveaux États fraîchement décolonisés. De plus, le fait de voir Pékin remettre en question une ligne frontière, qui avait été établie au XIXème siècle et qui jusqu'à ce jour n'avait pas causé de soucis aux gouvernements successifs, inquiéta Moscou. Moscou ne voulait pas voir Pékin commencer à questionner les lignes frontières en Sibérie et opta donc pour la neutralité dans le conflit avec l'Inde à propos du Tibet. Dans les années 1950, l'Inde opérait une politique extérieure ambitieuse malgré sa condition de pays sous-développé. Son leader, Nehru, était imprégné des valeurs socialistes et de la pensée de Gandhi, il était contre le matérialisme, l'impérialisme et le colonialisme et voulait faire de l'Inde la championne du neutralisme sur la scène mondiale. L'Inde condamnait ouvertement l'aide américaine au Pakistan et jugeait insuffisante l'aide américaine en Inde. De plus, elle était en froid avec la France à cause des cinq comptoirs français encore installés en Inde et ses relations avec la Grande-Bretagne ne s'étaient pas réchauffées depuis la décolonisation en 1947. Aussi, en 1956, New Delhi avait condamné l'intervention soviétique en Hongrie et n'avait somme toute pas vraiment écouté les recommandations de l'ONU sur le

Cachemire tant et si bien que le neutralisme indien n'était pas particulièrement effectif et était remis en question par plusieurs observateurs.³³ Pourtant, « c'était souvent du côté communiste que paraissaient aller les prédilections indiennes ». ³⁴ Au cours de l'année 1956, Nehru rencontra Chou En-lai, Boulganine et Khrouchtchev, Nasser et Tito et avait à cœur de garder de bonnes relations avec eux. Les relations avec la Chine furent cependant minées par les revendications chinoises sur certains territoires de l'Himalaya.

Le conflit de 1959 au Tibet remonte au 7 octobre 1950 quand 30 000 soldats chinois traversèrent la frontière de l'État indépendant du Tibet, reconnu par les lignes frontières MacMahon, sans rencontrer de résistance de la part de la très petite et très faible armée tibétaine. Incapable de résister à l'envahisseur, le Tibet dut signer le 23 mars 1951 le traité sino-tibétain qui stipulait que Pékin occuperait militairement le territoire et dirigerait la politique extérieure du Tibet. En contre partie, le Tibet conservait son autonomie régionale, ses croyances traditionnelles et son régime lamaïste devait être respecté. Or ces derniers points ne furent pas respectés par Pékin qui entreprit en 1952 la destruction de plusieurs monastères et à partir de 1955 une véritable guérilla antichinoise se mit en place au Tibet. Les oppressions chinoises se multipliaient et une révolte massive éclata dans les rues de Lhassa dans la nuit du 19 au 20 mars 1959. La rébellion fut écrasée par l'armée chinoise et son aviation. Le dalaï-lama se réfugia en Inde avec des milliers d'autres tibétains et le gouvernement de Pékin resserra son emprise sur le Tibet. L'Inde était furieuse de cette ingérence qui violait impunément la ligne MacMahon et enrageait d'une telle violence sur la population tibétaine reconnue pour sa quiétude. Le Tibet était un bon voisin pour l'Inde : paisible, il ne lui causait aucun souci et voilà que la Chine l'agressait depuis 1950. New Delhi condamna l'agression et la répression chinoise qui durait depuis

³³ J-B Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1993, pp. 622-623.

³⁴ *Ibid.*, p. 623.

neuf ans et offrit tout son soutien au dalaï-lama. À partir de ce moment, les accrochages armés se multiplièrent sur la frontière entre l'armée indienne et l'armée chinoise dans tout le nord-est dans le vaste secteur de l'Assam indien, qui s'étend de la Birmanie jusqu'au Bhoutan dans l'altitude de l'Himalaya. Ces rixes allaient conduire à la guerre sino-indienne de 1962.³⁵

En 1962, éclate la guerre entre la Chine et l'Inde sur la base d'un conflit frontalier dans le nord-est entre le Bhoutan et la Birmanie. L'Inde revendiquait l'accord anglo-tibétain de 1914 et comme frontière la Ligne McMahon.³⁶ Les Chinois revendiquaient une ligne frontière de 100 à 200 km plus au sud. Le conflit de 1959 à propos du Tibet se reproduisait dans le secteur du Bhoutan et de la Birmanie. En 1956-57, les Chinois avaient construit une route reliant le Tibet au Sinkiang en passant par la région désertique d'Aksaï Chin. Les Indiens ne s'en étaient pas aperçus jusqu'en 1958 où ils décident de poster des troupes du côté sud de ce secteur. Chou En-lai proposa la ligne MacMahon comme ligne frontière et que l'Aksaï Chin passe sous contrôle chinois. L'Inde refusa et envoya davantage de troupes sur place. En 1959, l'Inde entreprit de construire un gros réseau de routes et toute une série de postes de gardes. Le 10 septembre 1962 un incident sérieux survint lorsque 200 soldats chinois encerclèrent deux postes indiens qui se solda par des morts et des blessés des deux côtés. Le 16 novembre l'armée indienne attaqua l'armée chinoise qui l'attendait de pied ferme et contre-attaqua. Le 21 novembre, l'armée chinoise avait défait l'Inde et pénétré profondément son territoire. Un cessez-le-feu fut négocié et c'est la ligne de front qui fut établie comme ligne frontière. L'Inde s'en sortit humiliée et amputée d'une partie de son territoire et désavantagée par une alliance sino-pakistanaise. Ce conflit fut en effet une occasion pour le Pakistan de se tourner vers la Chine. La politique étrangère du Pakistan était déterminée par les tensions vécues avec l'Inde. Le Pakistan

³⁵ Le Petit Mourre, p. 732 et p. 1441.

³⁶ Le Petit Mourre, p. 732.

rechercha beaucoup au cours des années 1950 un rapprochement avec l'Occident en devenant membre de l'OTASE (septembre 1954), dont le but était de contenir la progression du communisme en Asie, puis du pacte de Bagdad (septembre 1955), dont le but était de contenir l'URSS en général, avant de se rapprocher de l'ennemi de l'Inde. D'abord farouchement anti-communiste, le Pakistan adoucit le ton et commença à se rapprocher tranquillement de la Chine en 1963 en vertu de l'adage « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». De plus, pendant la guerre de 1962 contre la Chine, l'Inde craignait que le Pakistan n'ouvre un nouveau front contre elle à l'ouest, car l'Inde était déjà impliquée contre le Pakistan dans un contentieux au Cachemire. Le Pakistan n'en fit rien mais se rapprocha de Pékin en adoptant peu à peu le neutralisme et l'esprit de Bandoeng à partir de 1963. Un peu avant la guerre sino-indienne de 1962, la Chine et le Pakistan avaient convenu de mieux circonscrire leur frontière au Cachemire. Pékin n'était pas en confiance dans ce secteur frontalier de l'Himalaya depuis ses accrochages de plus en plus sévères avec New Delhi depuis 1959 et voulait se sécuriser. Pékin et Islamabad s'entendent en 1963 pour une nouvelle délimitation du territoire, s'échangent des portions de territoire et redessinent leur frontière au plus grand dam de l'Inde qui considère le Cachemire comme son territoire.³⁷ En 1964, Chou En-lai se rend au Pakistan et prend position en faveur du Pakistan en se disant favorable à un référendum au Cachemire souhaité par Islamabad et l'ONU. Lors de ce même voyage, Pékin et Islamabad signent leur premier accord commercial. Malgré qu'Islamabad demeure membre de l'OTASE et du Pacte de Bagdad, Washington regarde d'un mauvais œil ce nouveau rapprochement.³⁸ Les relations américano-pakistanaïses continueront de se refroidir au cours des années 1960. Dans leur relations avec les États-Unis, l'URSS et la Chine; l'Inde et le Pakistan n'ont pas de gros pouvoirs. Ils recevront tour à tour de

³⁷ Nous verrons en détail le conflit indo-pakistanaïse à propos du Cachemire au deuxième chapitre, pour l'instant voyons l'alliance sino-pakistanaïse.

³⁸ Surtout si l'on considère que l'OTASE et le Pacte de Bagdad n'avaient somme toute que peu ou pas de pouvoir de *containment*, l'organisation qui avait un véritable pouvoir de *containment* demeurait l'OTAN.

l'aide américaine pour contrer l'URSS et tantôt de l'aide soviétique pour développer leur secteur d'État et freiner la progression du capitalisme occidental. L'Inde recevra de l'aide soviétique militaire pour nuire à la Chine et Washington fournira de l'aide tantôt économique, tantôt militaire à l'Inde et au Pakistan pour creuser le fossé entre l'URSS et la Chine. La décennie 1960 sera caractérisée par un véritable chassé-croisé de financement et d'aide économique. Or, une chose demeure : de façon générale, l'Inde sera toujours orientée vers l'URSS et le Pakistan vers la Chine et les États-Unis. Ces relations seront parfois refroidies par divers événements de moindre importance mais dans les faits les alliances demeureront. Autres éléments, Washington, Pékin et Moscou seront bien servis par les différents indo-pakistanaïsi qui empêchent la montée d'une puissance en Asie du sud. Les trois grandes capitales y trouveront un intérêt certain. Pour l'URSS, ces conflits indo-pakistanaïsi empêchent la Chine de prendre de l'importance en soutenant l'Inde. Pour la Chine, ces conflits empêchent l'Inde de la concurrencer dans l'Himalaya en soutenant le Pakistan. Pour Washington, ces conflits empêchent l'URSS et la Chine de prendre de l'expansion en Asie en soutenant à la fois l'Inde et le Pakistan.³⁹

Le rapprochement sino-pakistanaïsi signala à New Delhi l'intérêt de se rapprocher d'abord des États-Unis, puis de l'URSS (traité d'amitié soviéto-indien août 1971), les ennemis communs de la Chine, pour ne pas demeurer isolée. En décembre 1962, l'Inde humiliée par sa défaite et la perte d'une partie de son territoire fut encouragée par l'URSS qui durcit le ton à l'égard de la Chine et affirma que son amitié pour l'Inde était intacte, que la parenté idéologique avec la Chine ne valait pas le sacrifice de l'amitié indienne. À partir de ce moment, Moscou reprochera à Pékin d'avoir provoqué l'offensive de l'Himalaya et, ce faisant, d'avoir porté préjudice à la cause du socialisme. Pékin n'aura de cesse de répliquer que par son attitude, Moscou a trahi les peuples chinois, soviétiques, indiens et tous les peuples des nations opprimées.

³⁹ Christophe Jaffrelot (dir.), *Le Pakistan*, Fayard, 2000, pp. 181-182.

Chose certaine, ce conflit mit en évidence la faveur de l'URSS pour l'Inde et que la Chine était considérée comme une rivale ayant agressé un État allié de l'URSS.⁴⁰

L'URSS commençait à se sentir sérieusement prise entre son allié chinois très agressif avec ses voisins (et donc très accaparant pour Moscou) et la compétition Est-Ouest qu'elle voulait atténuer alors que Pékin voulait l'accroître. La relation avec la Chine devenait pour l'URSS très demandante si bien qu'au cours de l'année 1959 Khrouchtchev réévalua la collaboration nucléaire avec Mao établie en 1955. Le 20 août 1959, Moscou décida de ne pas remettre à Pékin le prototype de bombe nucléaire tel que promis en arguant que Pékin ne respectait pas l'esprit de l'alliance. Pékin fut profondément insulté.⁴¹ Un mois plus tard, Khrouchtchev se rendit aux États-Unis dans ses efforts de rapprochement et en octobre il se rendit à Pékin. Ce dernier voyage ne fut pas un succès à cause des désaccords sur la coexistence pacifique et aussi parce que Pékin était abasourdi de voir Khrouchtchev lui refuser la bombe nucléaire et se rendre aux États-Unis en moins d'un mois. Khrouchtchev ne dissimula pas la mauvaise opinion qu'il avait du gouvernement de Mao ni son exaspération par rapport à son agressivité et encouragea discrètement l'opposition à Mao incarnée par Liu Shao-chi. Ce voyage ne fit que mettre en évidence leur rupture idéologique. En avril 1960, la presse chinoise publia l'article *Vive le Léninisme!* dans lequel était critiqué le « révisionnisme » de Moscou et la coexistence pacifique. Cet article survenait un mois avant l'échec de la Conférence de Paris en mai 1960.

⁴⁰ Fejto, pp. 257-259.

⁴¹ Ibid.

1.2.3. La conférence de Paris de 1960.

La conférence de Paris de mai 1960 et les événements qui l'ont précédée ne firent qu'accroître les critiques chinoises à l'égard de Moscou. Khrouchtchev et Eisenhower s'étaient entendus pour tenir une rencontre en mai 1960 pour calmer la crise à Berlin et discuter de la situation nucléaire. La Grande-Bretagne et la France étaient conviées, et c'est Paris qui fut choisie comme lieu de rencontre. En 1958, Berlin-Est était confronté à la fuite de ses habitants vers Berlin-ouest et la vitrine capitaliste qu'elle offrait à la RDA. Ulbricht avait donc une position défensive dans la crise qui allait éclater. Il souhaitait absorber Berlin-ouest afin de protéger la RDA de cette ampoule capitaliste au beau milieu de son territoire et de la fuite de ses habitants qu'elle provoquait, affaiblissant ainsi la RDA. Berlin-ouest et la RFA déstabilisaient la RDA par leur vigueur économique et industrielle. Khrouchtchev percevait différemment les choses. Selon lui Berlin-ouest devait demeurer et être utilisé comme levier pour détacher la RFA de l'Occident. Au sein du Politburo, l'on penchait plutôt pour la thèse d'Ulbricht. Khrouchtchev craignait cependant que la RFA absorbe la RDA grâce à son dynamisme économique et aussi militaire puisque nouvellement nucléarisée. Or si la RDA était absorbée par la RFA, c'était la Pologne et la Tchécoslovaquie qui allaient être menacées et l'on craignait de voir l'Allemagne reconstituer sa zone d'influence traditionnelle en Europe centrale. Après la crise de Quemoy et Matsu, Moscou voulait prouver sa fermeté par rapport à l'impérialisme, et l'on sait que l'impérialisme allemand avait fait ses preuves au cours de l'histoire, si bien que Khrouchtchev était inquiet. Au cours de l'automne, Moscou eut la crainte de voir la RFA prendre des mesures militaires contre la RDA. Cette information de source inconnue que l'on sait aujourd'hui infondée avait à l'époque été considérée

comme sérieuse.⁴² Le 10 novembre 1958, Khrouchtchev demande aux occidentaux d'évacuer Berlin-ouest. Le 27 novembre il leur adresse un ultimatum, ils doivent évacuer la ville dans les six mois sinon l'URSS signe un traité de paix séparé avec la RDA et renonce à coopérer pour les voies d'accès à Berlin-ouest. Donc, soit les Occidentaux évacuaient la ville, soit ils y restaient par la force. Les Occidentaux refusaient d'évacuer Berlin-ouest et les deux armées se faisaient face sur la ligne de démarcation du territoire. La situation était donc critique et la conférence de Paris de mai 1960 avait pour but de trouver une solution. Ce qui devait être une occasion pour apaiser la crise à Berlin devint un échec à cause d'un incident curieusement géré.

Le 1^{er} mai, un avion espion américain U2 est abattu par un missile soviétique en territoire soviétique. Les autorités soviétiques se saisirent du pilote vivant et de tout son matériel. La mission de l'U2 était d'observer les installations de missiles intercontinentaux et de vérifier si Moscou mettait en place les missiles ICBM de première génération dont elle avait récemment stoppé la production. Eisenhower avait autorisé ces survols d'observation pour vérifier s'il était sécuritaire pour les Américains de ne pas augmenter leur armement stratégique comme ils prévoyaient le faire. Ces survols d'avion U2 étaient connus des Soviétiques qui avaient jusqu'alors discrètement critiqué cette pratique. Or voilà que le 7 mai, Khrouchtchev décide de rendre l'affaire publique et proteste ouvertement contre cette pratique. Au lieu de dire simplement la vérité qui n'était somme toute pas très grave, Eisenhower dément l'affaire publiquement. Il reste bouche bée lorsque Khrouchtchev apprend à la presse que le pilote a été récupéré vivant et que tout son matériel est passé au peigne fin si bien que Moscou sait parfaitement ce que cet avion faisait en territoire soviétique. Pris au piège, Eisenhower ne peut que promettre que de tels vols n'auront plus lieu. Lorsque la conférence s'ouvre le 14 mai, Khrouchtchev exige des excuses officielles d'Eisenhower et que ce dernier punisse les responsables. Le président américain n'a

⁴² Soutou., p. 371.

personne à punir car il a commandé ces vols d'observation personnellement et il se limite à dire que ces vols n'auront plus cours pour le reste de la durée de son mandat. Bref, l'on ne parla ni de Berlin ni d'armement nucléaire au cours de la conférence mais uniquement de cet incident de l'avion U2, si bien que chaque partie repartit bredouille de la rencontre. Pourquoi Khrouchtchev fit-il échouer la conférence qu'il souhaitait depuis deux ans et à laquelle les Occidentaux arrivaient disposés à faire des concessions? Une série de facteurs explique ce revirement diplomatique. Le refus d'Eisenhower de présenter des excuses officielles à Khrouchtchev et ce à la face du bloc communiste et surtout des Chinois pouvait être interprété comme un signe de faiblesse de la part des Soviétiques. D'autant plus que les Chinois (et aussi assurément Khrouchtchev) avaient en tête le virulent article *Vive le Léninisme!* paru un mois plus tôt dans lequel était critiqué le «révisionnisme» de Moscou et la coexistence pacifique avec les Américains. Il était donc capital pour Khrouchtchev de restaurer sa crédibilité auprès de ses opposants internes de la RDA et de la Chine. Après avoir fait tant d'éclats avec cet incident de l'U2, il ne pouvait plus reculer et était obligé d'obtenir des excuses pour ne pas perdre la face devant Mao à Pékin et Ulbricht en RDA qui attendaient de lui une grande fermeté vis-à-vis d'Eisenhower. Pékin eut une réaction anti-américaine prévisible et désapprouva ce qui fut jugé comme de la faiblesse chez Khrouchtchev. L'issue stérile de cette crise de l'U2 et de la conférence de Paris ne fit qu'accroître la division sino-soviétique. Pour envenimer les choses, Soviétiques et Chinois se heurtèrent lors du Congrès des douze partis communistes au pouvoir à Bucarest un mois plus tard en juin 1960. Aucune résolution ne fut prise pour la poursuite des relations sino-soviétiques si bien qu'aucun parti n'eut à prendre la responsabilité de la rupture. Pour les Soviétiques l'évidence de la rupture était dure à avaler car c'était là le déclin de l'influence russe chez le deuxième joueur communiste. Le 16 juillet, Khrouchtchev ordonna le rappel des conseillers en industrialisation soviétiques en Chine. Pour Pékin et Moscou, la rupture était désormais un fait avéré. Washington interpréta d'abord la rupture comme un conflit d'intérêts nationaux, mais elle reposait dans les faits sur une

incompatibilité ou du moins une incompréhension idéologique mutuelle. C'était un désaccord complet sur le cœur de l'idéologie, l'interprétation de la force et de la faiblesse, la question des rapports entre la guerre, la révolution et sa diffusion, la poursuite stalinienne du combat contre le capitalisme sur la base militaro-industrielle et la coexistence pacifique.

1.2.4. Le tiers-monde.

Le schisme sino-soviétique se fit remarquer par un froid diplomatique et des rixes armées entre les deux États et par des politiques particulières à l'égard du tiers-monde et des pays non-alignés. Il eut cependant d'abord un impact immédiat sur le monde communiste.

Le mouvement communiste international avait déjà expérimenté des querelles et des ruptures. Or, la rupture sino-soviétique était incomparable aux précédentes. La Chine n'était pas un petit pays faible, c'était le pays le plus peuplé au monde doté d'un immense territoire, d'une expérience révolutionnaire et d'une pensée théorique marxiste riche et pour la première fois non-européenne. La République populaire de Chine avait les moyens d'un certain nombre de ses ambitions, son expérience révolutionnaire avait été saluée et sa voix était écoutée par le monde communiste. Cette rupture vint donc ébranler le mouvement communiste international. La Chine avait une certaine autorité dans les pays frères et sa rupture avec Moscou vint secouer l'autorité soviétique dans ces pays. Le phénomène inverse fut observé. En Europe, l'Albanie et la Roumanie se rapprochèrent de Pékin mais encoururent des pénalités économiques de Moscou et se ravisèrent. L'Europe demeura le giron exclusif de Moscou. En Asie, la Chine était dans sa zone naturelle d'influence. Le nord-Viêt-Nam et la Corée du nord penchaient clairement du côté idéologique de Pékin, les thèses de la coexistence pacifique ne les rejoignaient pas car ils avaient opéré, et dans

le cas du nord-Viêt-Nam étaient en train d'opérer contre les États-Unis à partir de 1964, une guerre révolutionnaire féroce pour la conquête du pouvoir et étaient très hostiles à l'Occident. En Amérique latine, Cuba avait mené une guerre révolutionnaire conforme aux aspirations chinoises, or sa relation particulière avec Moscou et l'aide économique dont elle bénéficiait maintinrent l'île de Cuba dans le giron soviétique.

À partir des années 1960, la Chine et l'URSS diffusent leurs pensées révolutionnaires dans des pays en développement et du tiers-monde en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Une compétition s'est installée entre les deux États qui cherchent à acquérir une influence maximale dans ces pays et s'en faire des alliés pour élargir leur giron politique respectif. Cette compétition s'est manifestée de deux façons. Premièrement, la Chine et l'URSS s'y livrent à une forte concurrence pour la fourniture d'une aide économique, politique et technique; deuxièmement, les deux États tentent de se discréditer l'un l'autre auprès de leurs États bénéficiaires.⁴³ À cette époque, l'URSS a aussi tiré profit des actions militaires de ses alliés (Inde, Cuba, Vietnam) pour consolider ses positions internationales. L'URSS a obtenu des avantages de ces interventions armées et a également fourni un support technique et politique à ses alliés. La politique soviétique par rapport aux pays non-alignés caractérisa la gouvernance de Khrouchtchev qui se démarquait clairement par rapport à Staline. S'intéresser aux pays non-alignés et du tiers-monde était une façon de faire avancer le communisme à l'intérieur de la coexistence pacifique. C'était aussi une façon d'exporter les idéaux communistes révolutionnaires et donc du même coup de prouver aux Chinois que les objectifs idéologiques fondateurs étaient maintenus. Khrouchtchev se démarqua en s'intéressant aux États non communistes et en voyant en eux des atouts pour affaiblir le monde capitaliste. Le nationalisme véhiculé dans les États fraîchement décolonisés fut désormais perçu comme un atout. L'évolution

⁴³ Mario Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, Armand Colin, Paris, 1971, pp. 145-170.

de cette pensée considérait le nationalisme comme un passage intermédiaire entre le colonialisme et le socialisme. Car si le nationalisme n'est pas une idéologie définie, mais plutôt un ensemble de sentiments d'une collectivité politique, il devient très présent dans la construction d'une identité communiste au tiers-monde.⁴⁴ Cette perception du nationalisme fut évoquée lors du XXème Congrès du PCUS en 1956.⁴⁵ Sous l'impulsion de l'URSS et de la Chine, des mouvements nationalistes communistes prennent forme en Afrique, en Amérique latine et en Asie. La lutte d'influence devint alors globale entre l'URSS, la Chine et les États-Unis. Chacun voulant intégrer un maximum d'État dans son orbite. Pékin perçoit le tiers-monde différemment de Moscou. Selon Pékin, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine sont moins soumises à l'influence impérialiste car ils l'ont rejetée en se décolonisant et constituent un terrain parfait d'implantation de la révolution du prolétariat car c'est là que la population mondiale y est la plus nombreuse. La révolution prolétarienne peut se diffuser à partir du tiers-monde et se propager aux pays capitalistes qui ne sont pour l'instant pas encore assez mûrs pour recevoir le socialisme. Pour Pékin, la diffusion socialiste à l'intérieur du cadre de la coexistence pacifique est impossible et va à l'encontre d'une révolution mondiale. La Chine approuve la coexistence pacifique dans la mesure où elle peut éviter des guerres entre des pays aux systèmes de fonctionnement différents, mais désapprouve le fait que Moscou en fait la ligne de conduite de sa politique extérieure à partir du XXème congrès du PCUS en 1956. Car pour Pékin, la politique extérieure d'un État communiste consiste à internationaliser la révolution du prolétariat. Ainsi, la détente et la coexistence pacifique tel que véhiculés par Moscou causent un ralentissement de la révolution du prolétariat et nuisent conséquemment à son expansion. Le tiers-monde et les pays non-alignés représentent alors un terrain fertile pour la diffusion de la révolution du prolétariat dans la lutte armée. Sous des lunettes différentes, Moscou et Pékin avaient donc

⁴⁴ Dictionnaire critique du marxisme, PUF, Paris, p. 794.

⁴⁵ Ibid., p. 794.

ciblé ces États comme des territoires d'expansion pour l'idéologie communistes et des alliés politiques.⁴⁶

L'URSS poursuit deux objectifs en aidant le tiers-monde : gagner une influence maximale en fournissant le plus d'aide possible et limiter au maximum l'influence de la Chine et des États-Unis et maintenir la coexistence pacifique avec ce dernier. L'URSS propose sa propre expérience aux pays du tiers-monde et en développement. Moscou offre une aide politique par sa coopération politique et diplomatique à ses États bénéficiaires. Via l'ONU, dont elle est un membre fondateur, l'URSS condamne le colonialisme et affirme son soutien aux États récemment décolonisés. L'URSS fournit une aide économique avec des taux d'intérêts aussi bas que 2.5% par an, ainsi qu'une aide scientifique et technique pour la construction d'infrastructures. La Chine poursuit un objectif différent en aidant le tiers-monde. Pour Pékin, le soutien politique doit être plus direct et son aide économique est plus limitée compte tenu que la Chine est peu développée économiquement, son agriculture est encore artisanale et son industrie limitée. La Chine est donc un État à la fois assistant et assisté. La Chine opère donc une assistance politique directe comme ce fut le cas en Corée en 1950 où elle envoya ses soldats combattre les troupes alliées de l'ONU. Dans les années 1960, la propagande chinoise est diffusée en Afrique et en Asie via *Radio-Pékin* et son hebdomadaire *Pékin informations*. Après sa participation remarquée à la conférence de Bandoeng en 1955, Pékin intensifie sa représentation en Asie du sud-est et aussi beaucoup au Moyen-Orient.⁴⁷

L'URSS et la Chine se livrent aussi à des vives tentatives de discréditation pour limiter les alliés de l'autre afin de l'affaiblir dans le schisme qui les oppose. Pékin veut écarter Moscou des débats afro-asiatiques car l'URSS est un État aussi européen et Moscou condamne le complexe de supériorité messianique et le dogmatisme

⁴⁶ Ibid., p. 794.

⁴⁷ Ibid., pp. 145-170.

chinois au tiers-monde. L'URSS remarque que la propagande chinoise en 1966-67 en Indonésie, en Inde, en Birmanie, au Népal et au Cambodge a choqué et amené ces États à se détacher de la Chine. Ce fut particulièrement le cas en Inde où la population et le gouvernement déjà échaudés par la guerre de 1962 et les rixes sur la ligne frontière rejetèrent la propagande chinoise.⁴⁸

1.2.5. Le Viêt-Nam.

L'influence soviétique au tiers-monde fut plus importante que celle de la Chine qui n'avait pas suffisamment de moyens pour conditionner une activité révolutionnaire efficace. Le tiers-monde fut le théâtre d'affrontements entre l'Occident et l'URSS. Les années 1960-70 furent explosives en Amérique latine, en Afrique et en Asie où les coups d'États tantôt subventionnés par les Américains et tantôt par les Soviétiques se multiplièrent, amenant ainsi une grande instabilité sur la scène mondiale. À partir de 1964, la guerre au Viêt-Nam retient l'attention de la communauté internationale. Stratégiquement, la guerre du Viêt-Nam fut très avantageuse et économique pour l'URSS. Moyennant une fourniture d'arme à Hanoi à raison de 1,6 milliard de dollars entre 1965 et 1971, l'URSS vit s'embourber les États-Unis dans un conflit interminable et inutile. Pour un conflit mineur d'Asie du sud-est, Washington dépensa des fortunes de son budget, vit se diviser l'opinion publique américaine, se vit vivement critiqué à l'ONU et surtout se plaça dans la position de celui qui maintenant demandait une détente à Moscou. Après le départ de Khrouchtchev en 1964, l'administration Brejnev appuya dès août 1964 la position de Hanoi. En 1965, Moscou conclut une entente d'aide avec Hanoi et lui fournit des armes, un système de défense anti-aérien redoutablement efficace et des équipes de soutien technique pour la formation dans le maniement de l'armement. C'était là pour Moscou une occasion

⁴⁸ Ibid., pp. 145-170.

de hausser son prestige en Asie et de montrer aux autres pays du tiers-monde la qualité de l'aide soviétique versus l'aide chinoise qui faisait bien piètre figure en comparaison, n'atteignant que le tiers de l'aide soviétique. La crédibilité de Moscou rétablie en Asie lui permit d'ailleurs de réaliser les accords de Tachkent en 1966 entre l'Inde et le Pakistan, mettant ainsi fin à la deuxième guerre du Cachemire débutée en 1965. La réalisation de ces accords conféra une influence très forte à l'URSS en Asie du sud et contribua au rapprochement avec l'Inde (accord soviéto-indiens 1971). Au même moment à Pékin, Mao n'était plus au pouvoir et préparait la Révolution culturelle. Ce fut donc le premier ministre chinois Chou En-lai qui se rendit à Moscou en 1964 pour discuter d'un plan de normalisation dans un effort de réduction de la tension après le départ de Khrouchtchev. Pékin refusa le plan de normalisation et Kossyguine, le président du conseil, se rendit à Pékin en février 1965 et réitéra la proposition qui fut pourtant à nouveau refusée : les Soviétiques devaient d'abord arrêter de rechercher des accords avec les Américains. Moscou choisit alors d'aider Hanoi et se mérita l'appui des PC asiatiques (Japon, Corée, Indonésie) au détriment de Pékin. Pendant ce temps, Mao engageait son pays dans la Révolution culturelle qui allait contribuer à l'isolement de la Chine sur la scène internationale. D'une certaine façon, la Révolution culturelle était liée au schisme sino-soviétique qui battait son plein. Cette révolution était pour Mao un dernier recours pour reprendre le pouvoir et prouver à l'URSS la pertinence d'une orthodoxie idéologique au sein d'un gouvernement. Pendant la révolution, l'URSS soutint le clan des modérés de Liu Shao-chi mais ce fut tout de même Mao qui l'emporta et fut restauré au pouvoir. La reprise du pouvoir par Mao inquiéta Moscou qui savait que la première bombe A chinoise avait été testée en 1964 et la bombe H en 1967. La politique de Moscou était dialectique : d'un côté l'on voulait normaliser les rapports avec les Américains tout en se protégeant des Chinois; ceci en empêchant un rapprochement sino-américain tout en poursuivant une expansion chez les pays non-alignés. La situation était donc très complexe et la guerre du Viêt-Nam vint la rééquilibrer en augmentant le besoin de Washington d'une détente avec Moscou et en maintenant un mauvais climat entre

Pékin et Washington, puisque le nord-Viêt-Nam était un allié de Pékin. En plus, la défaite probable des Américains amènerait des conséquences géopolitiques avantageuses pour l'URSS et mettrait en lumière l'incapacité des Chinois à appuyer un allié asiatique. Moscou avait donc tout avantage à soutenir militairement Hanoi. La position de Pékin revêtait aussi un caractère dialectique : Mao s'attendait à un long conflit contre les Américains au Viêt-Nam, ce qui était positif pour Pékin mais, en même temps, la montée de l'influence soviétique à Hanoi déplaisait à Mao à cause de l'aide militaire qu'ils leur prodiguaient. C'était très désavantageux dans le contexte de la rupture sino-soviétique et les Chinois et les Vietnamiens eurent des accrochages en 1968-69 quand Hanoi ouvrit des négociations avec Washington sur le conseil de Moscou. En effet, Moscou ne voulait pas que le conflit s'enlise sur le terrain et mène à une escalade car l'URSS risquerait d'être impliquée. Ainsi, Moscou suggéra à Hanoi de négocier avec Washington. Pour que la guerre du Viêt-Nam demeure avantageuse, Moscou ne devait pas être impliqué sur le terrain et encore moins dans une escalade avec Washington. Pékin réprouvait la démarche de négociation de Hanoi et souhaitait une défaite américaine accompagnée d'un maximum de pertes. Une vive défaite des Américains au Viêt-Nam les mèneraient peut-être à se rapprocher de Pékin. Pékin commençait à penser à un rapprochement avec Washington, selon ses termes bien sûr, pour se protéger de l'URSS. Ce rapprochement allait survenir en 1971-72.

Au même moment les Soviétiques voulaient établir une relation bilatérale avec les Américains et éviter une escalade de la violence en Asie. En mai 1968 débutèrent à Paris des négociations internationales sur le Viêt-Nam qui se poursuivirent au cours des mois suivants. Moscou et Washington négocièrent de questions nucléaires et le 1^{er} juillet 1968 signèrent avec d'autres pays le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le TNP stipulait que les pays nucléarisés n'aideraient pas les pays non-nucléarisés à le devenir et les pays signataires non-nucléarisés s'engageaient à le rester. Le TNP allait mener aux accords SALT sur la limitation des armements

stratégiques. Le traumatisme de la guerre du Viêt-Nam et l'évolution de l'opinion publique américaine, la crise de Cuba en 1962, les événements de Prague d'août 1968 et la récente guerre des Six jours avaient marqué les esprits et encourageait Washington à rechercher une détente avec l'URSS. Il fallait améliorer les relations Est-Ouest et éviter des dérapages comme on en avait vu et limiter les risques de « guerre par accident »⁴⁹. Moscou souhaitait cette détente pour réduire ses dépenses, augmenter le niveau de vie, en Tchécoslovaquie notamment où le printemps de Prague en avait révélé l'urgence, et obtenir des crédits occidentaux. De plus, c'était une façon de freiner la nucléarisation de la Chine même si Pékin n'avait pas signé le TNP. Le TNP était aussi une façon de freiner l'OTAN en Europe et éviter que la RFA fût nucléarisée. Moscou venait ainsi isoler Pékin dans la relation triangulaire Washington-Moscou-Pékin. Or, un revirement de situation allait survenir et bouleverser la dynamique internationale.

1.2.6. Le rapprochement sino-américain.

Le 20 octobre 1969 à Pékin s'étaient ouvertes des négociations avec Moscou, les rapports sino-soviétiques étaient au plus mal et avaient tout de même poursuivi leur détérioration. Cela s'explique par un événement particulier qui allait modifier le cours de la guerre froide et du schisme sino-soviétique. Le matin du 2 mars 1969, était survenu dans l'Oussouri une rixe entre les militaires soviétiques et chinois. Dans une région désolée et quasi inhabitée de l'extrême nord-est de l'Asie, le fleuve Oussouri se jette dans le fleuve Amour et démarque la frontière entre la Chine et la Russie depuis plusieurs siècles. Au centre du fleuve Oussouri se trouve une île déserte d'un kilomètre carré appelée Damanski par les Soviétiques et Chenpao par les Chinois. Toute la région de l'Oussouri est désolée et habitée par de toutes petites

⁴⁹ Soutou., p. 481.

communautés de pêcheurs et de bûcherons des deux côtés marécageux du fleuve et par les gardes-frontières des deux États. Bien que l'île soit plus proche des rives chinoises, les Soviétiques affirment qu'elle est de leur côté de la frontière car historiquement le fleuve était sous domination russe. Selon la presse soviétique, au petit matin du 2 mars 1969, 300 soldats chinois prirent en embuscade une patrouille soviétique et tuèrent 23 soldats et en blessèrent 14. Les Soviétiques envoyèrent des renforts qui se firent à leur tour prendre au piège. Les deux parties évacuèrent alors l'île. Moscou fit grand cas de l'incident auquel Pékin riposta par des remarques virulentes accusant Moscou de 16 incursions sur Chenpao depuis 1967, dont 8 en janvier et février 1969. Pékin accusa aussi les gardes-frontières soviétiques de brutalité et d'intimidation auprès de pêcheurs chinois et d'incursion sur plusieurs autres îles chinoises du fleuve. Le 3 mars 10 000 manifestant chinois envahirent le secteur de l'ambassade soviétique à Pékin et le 7 mars 100 000 manifestants soviétiques firent de même à l'ambassade chinoise de Moscou. La presse des deux pays fit ses choux gras de l'incident et des réactions populaires consécutives. Kissinger raconte toute l'affaire dans ses mémoires et y affirme qu'au début de cette affaire, l'on ne comprenait pas vraiment à Washington l'origine des enjeux et l'on y accorda que peu d'importance : tant d'éclat pour une île déserte d'un kilomètre carré du fin fond de l'Asie du nord-est alors que Washington était complètement absorbé par ce qui se passait au Viêt-Nam.⁵⁰ Le premier jugement de Washington fut de conclure rapidement que la Chine, premier agresseur dans cette affaire, confirmait sa réputation d'acteur hostile en relations internationales. Kissinger fut davantage informé de la situation par l'ambassadeur soviétique à Washington, Dobrynine, qui vint le rencontrer le 11 mars et insista pour lui raconter les atrocités commises par les soldats chinois. Kissinger l'informa que les États-Unis ne souhaitaient pas faire incursion dans une affaire qui ne les regardait pas mais qui regardait plutôt exclusivement la Chine et l'URSS. Dobrynine lui répondit alors que la Chine

⁵⁰ Henry Kissinger, *À la Maison Blanche 1968-1973*, Fayard, Paris, 1979, p. 175 à 188.

regardait tout le monde et la conversation se termina ainsi. Kissinger réfléchit aux propos de Dobrynine et en fit rapport à Nixon qui s'y intéressa. C'est au cours de cet entretien avec Nixon que ce dernier et Kissinger comprirent l'intérêt stratégique que pouvait représenter les heurts sino-soviétiques. Le 14 mars eurent lieu d'autres affrontements sur l'île de l'Oussouri qui firent plusieurs morts. Pékin comme Moscou se déclara vainqueur même si ce sont les Chinois qui semblaient être demeurés maîtres de l'île. Kissinger confesse qu'il ne comprit jamais complètement les enjeux qui poussèrent Soviétiques et Chinois à s'affronter, perdre des hommes et du matériel, et compromettre très sérieusement leurs relations pour l'île déserte et isolée de Damanski/Chenpao. Il nous apparaît aujourd'hui que l'enjeu n'était pas l'île, que c'était peut-être un prétexte. En effet, le fait d'interpeller les Américains dans une affaire qui somme toute ne les concernait pas laisse penser que Chinois et Soviétiques avaient compris avant les Américains les intérêts géostratégiques que représentait une relation triangulaire. Chinois et Soviétiques comprirent qu'avoir les Américains de son côté pouvait nuire à l'autre ou à tous le moins contribuer à se prémunir contre l'autre. Cependant, comment Pékin ou Moscou aurait pu prévoir la tournure des événements et le débouché effectif vers une relation triangulaire? Car malgré la possibilité d'une issue vers une relation triangulaire, l'enchaînement des événements est logique et la version des Chinois est crédible, ils réagissaient à une série d'intrusions et n'auraient pas eu de bénéfice à provoquer plus fort qu'eux (les Soviétiques étaient militairement supérieurs).

Quoi qu'il en soit, une chose certaine est que la relation entre les trois se mit en place pendant le printemps 1969. Le 22 mars à Paris eu lieu une réunion privée portant sur le conflit au Viêt-Nam entre des négociateurs américains et les Vietnamiens du nord. Ces derniers étonnèrent les représentants américains en déclarant que les États-Unis n'avaient rien à gagner à profiter des divisions sino-soviétiques. Pourtant Washington n'avait émis aucune déclaration publique à cet effet. Or, les Vietnamiens avaient visiblement perçu eux aussi l'éventualité d'une relation triangulaire et que

Washington chercherait peut-être à tirer profit des divisions sino-soviétiques. Les Américains ne firent aucun commentaire révélateur et la rencontre se poursuivit normalement. Le 28 mars, Kissinger demanda, dans le cadre d'une étude des restrictions imposées sur le commerce avec les pays communistes, une reconsidération de leur embargo sur les pays communistes asiatiques, c'était un premier geste pour préparer le terrain à un éventuel, et à ce moment encore très peu probable, dialogue avec Pékin. Le 3 avril, l'ambassadeur Dobrynine vint à nouveau rencontrer Kissinger pour avoir des éclaircissements sur la politique américaine envers la Chine. Vu que Washington n'avait absolument aucun contact avec Pékin, Kissinger demeura évasif et dit que s'il y avait un rapprochement, il dépendrait des Américains et non des Chinois. Dobrynine lui répondit que l'URSS et les USA pouvaient bien diriger la marche des événements sur la scène mondiale pour le moment mais qu'avec la Chine la dynamique changerait. Plus tard, le 22 avril, l'ambassadeur américain à Moscou, Jacob Beam, remis au secrétaire général Kossyguine une lettre de Nixon abordant divers points sur les relations américano-soviétiques et qui délibérément ne mentionnait pas la Chine. Beam fut cependant chargé de mentionner de vive voix à Kossyguine que Washington n'avait pas l'intention d'exploiter les différends sino-soviétiques. Ce commentaire sous-tendait donc qu'il y avait possibilité de les exploiter. Dans les faits, les Américains les exploitaient depuis la fin des années 1950. Le 27 mai, le ministre des Affaires étrangères, Gromyko, remit à Beam la lettre de réponse de Kossyguine et lui dit de vive voix que les Soviétiques n'avaient pas non plus l'intention d'exploiter les différends sino-américains et que les rapports américano-soviétiques devaient continuer de se baser sur des « considérations d'ensemble »⁵¹. Ces échanges marquent les premiers pas de la relation triangulaire : désormais la Chine préoccupait. Parallèlement à ces entretiens soviéto-américains, les Chinois avaient posé quelques gestes. Lors du 9^{ième} congrès national du parti communiste chinois tenu le 1^{er} avril,

⁵¹ Henry Kissinger, *À la Maison Blanche 1968-1973*, Fayard, Paris, 1979, p. 178.

Lin Piao, qui était le successeur désigné de Mao, déclara que l'impérialisme américain et le révisionnisme russe pouvaient déclencher une guerre à grande échelle mais que la Chine n'agresserait pas la première, elle ne ferait que se défendre en cas d'attaque. Ce discours rassura les Américains car il éliminait le risque d'une implication chinoise en Indochine et leur confirmaient que les Chinois les considéraient aussi ennemis que l'URSS. Le 16 et 17 avril eurent lieu d'autres combats sur la frontière sino-soviétique mais cette fois dans le Sinkiang à la hauteur du Kazakhstan. Le 11 mai Chinois et Soviétiques entreprirent des discussions frileuses sur la navigation des fleuves frontières qui n'aboutirent pas vraiment puisque tout le long de l'Amour eurent lieu des affrontements pendant tout le mois de mai et aussi en juin. Il apparaissait à Washington que l'URSS était l'agresseur, cette situation analysée à chaud leur faisait évaluer tous les scénarios possibles mais aussi carrément craindre le pire, soit une invasion de la Chine par l'URSS. Ce serait une catastrophe sur le plan géopolitique mondial et un bouleversement complet de l'équilibre des puissances, de plus une extrême brutalité était à craindre. Pourtant, les Américains avaient peu d'outils pour prévenir l'attaque d'un pays avec lequel ils n'avaient aucune relation diplomatique ni contact de quelque nature que ce fut. Washington évaluait qu'il était peut-être temps de laisser entrer la Chine sur la scène diplomatique mondiale dans la mesure où Pékin diminuait son hostilité à l'égard des États-Unis.⁵²

L'idée de laisser les Chinois entrer sur la scène diplomatique plut aux Américains. Une plus forte présence de la Chine forcerait l'URSS à se concentrer davantage sur sa frontière avec l'Asie et les tensions en Europe pourraient peut-être se relâcher alors que l'on cherchait justement une détente avec l'URSS. Washington optait aussi pour la prudence car le fait de jouer la carte chinoise pouvait sérieusement déplaire à Moscou. De leur côté, les Soviétiques s'appliquaient à maintenir l'isolement de la

⁵² Henry Kissinger, *Op. cit.*, p. 175 à 188. (pour tout le paragraphe)

Chine. Le 8 juin lors d'un discours à l'Internationale des partis communistes à Moscou, Brejnev insista sur la nécessité d'un système de sécurité collective en Asie. Tout le mois de juin Moscou multiplia les contacts en Asie et alla même jusqu'à insinuer qu'elle était prête à faciliter ses rapports avec les États-Unis pour renforcer l'isolement de la Chine.⁵³

Suivant les très sérieuses rixes qui avaient causé plusieurs décès en mars et juillet 1969 à la frontière sur l'Oussouri, et ensuite en août sur la frontière du Sinkiang, Pékin avait beaucoup d'hésitation à ouvrir le dialogue avec Moscou. D'autant plus que Moscou avait pendant tout l'été 1969 poursuivi un déploiement militaire parfaitement visible et imposant en Sibérie et en Asie centrale. La presse soviétique et les chefs militaires n'avaient pas fait de secret de ce déploiement, ce qui amenait Pékin à percevoir une menace.⁵⁴ La présence militaire soviétique en Extrême-Orient s'était déjà accrue en 1966 lorsque Moscou transféra des unités de combat d'Europe centrale très entraînées et bien équipées vers le Sinkiang, la Mandchourie et l'Oussouri et y installa des fusées nucléaires sol-sol.⁵⁵ Mais ce qui fit s'inquiéter encore davantage Pékin fut la signature en 1966 d'un *Traité d'amitié, de coopération, et d'assistance mutuelle* avec la Mongolie. Ce traité permit à Moscou d'installer des bases militaires sur tout le territoire mongol. Conséquemment, les 12 divisions armées soviétiques qui longeaient la frontière chinoise en 1964, passèrent à 40 en 1970. Pendant l'été 1969, faisant suite aux incidents de frontières, Moscou évalua même la possibilité d'effectuer des frappes atomiques pour détruire les installations nucléaires chinoises.⁵⁶ Dans son évaluation, Moscou sonda Washington qui s'y opposa. Ce fut un événement clé car c'est ce refus qui signifia à Pékin la possibilité d'un rapprochement et en fit part à Washington en décembre 1970 qui réagit

⁵³Ibid., p. 185. Bériault, Jean, Le triangle Washington-Moscou-Pékin, *Perspectives internationales*, printemps-été 1983, pp. 3-9.

⁵⁴Soutou, op. cit., p. 520.

⁵⁵Henry Kissinger, *op. cit.*, p. 175.

⁵⁶Soutou, op. cit., p. 520.

positivement. Washington ne pouvait que bien accueillir l'approche des Chinois alors qu'eux-mêmes étaient justement à la recherche d'une façon appropriée de les aborder. Mentionnons que Washington avait auparavant perçu la possibilité d'un rapprochement lorsque le 21 août 1968 Pékin condamna l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, mais c'était avant les incidents asiatiques de 1969 et le désir de rapprochement de Washington n'était pas encore présent.⁵⁷

Lors d'une entrevue au magazine *Times* en octobre 1970, Nixon affirma son souhait de voir la Chine jouer un rôle important sur la scène internationale.⁵⁸ Le match de ping-pong disputé à l'automne 1970 était une manifestation publique de ce rapprochement. Au même moment, des échanges secrets avaient lieu entre les deux pays pour préparer la venue de Kissinger en juillet 1971. Kissinger écrit dans ses mémoires comment ce rapprochement fut fait dans la prudence. Lui-même et Nixon étaient persuadés de l'hostilité et du fanatisme des Chinois, ni l'un ni l'autre ne savaient comment les approcher sans craindre un dérapage. Pourtant, ils comprenaient l'importance de l'enjeu et étaient persuadés de l'importance de l'ouverture en direction de la Chine. Kissinger écrit ceci à propos de sa visite en Chine :

« Ce n'était pas simplement une nouvelle dans les médias, mais un événement qui transformait du jour au lendemain la structure politique internationale. Après vingt amères années d'isolement, un émissaire américain posait le pied sur le sol mystérieux de Pékin, et son Président devait bientôt l'imiter. Tout cela était soudain et stupéfiant mais récompensait trente mois de préparations patientes et prudentes, pendant lesquelles chaque partie avait progressé à pas comptés, précautionneusement, tâtant le terrain pour éviter l'humiliation d'un échec, mesurant son avance pour ne pas démoraliser, par une révélation trop brutale, ses alliés inquiets et ne pas donner à ses ennemis une nouvelle chance stratégique. »⁵⁹

Nixon se réjouissait de l'ouverture à la Chine pour ses conséquences sur le Viêt-Nam, il estimait que ce rapprochement contraindrait les Soviétique à limiter leur aide à

⁵⁷ Kissinger, op. cit., p. 174.

⁵⁸ Ibid., p. 520.

⁵⁹ Ibid., p. 171.

celui-ci. Or, la présence d'un nouveau joueur aussi imposant que la Chine actif en politique internationale forcerait les États-Unis à une diplomatie plus subtile dans cette nouvelle dynamique désormais plus complexe. Nixon fit une visite officielle en Chine du 21 au 28 février 1972 où il y déclara « *Nos deux peuples tiennent l'avenir du monde entier entre leurs mains* »⁶⁰, ce qui ne manqua pas de déplaire à Moscou. Le communiqué final issu de cette visite confirme cependant le caractère particulier des nouvelles relations sino-américaines. Le communiqué juxtapose les points de vues contraires des deux États (comme au sujet de la Corée et de l'Indochine) mais établit aussi les principes généraux gouvernants désormais leurs relations, soit : la coexistence pacifique, la normalisation progressive de leurs rapports, le refus de toute hégémonie en Asie et dans le Pacifique (ce point capital visait précisément l'URSS). Ainsi la Chine acceptait la coexistence pacifique dans la mesure où elle évitait la guerre entre des États aux différents systèmes de fonctionnement, non pas selon la compréhension de Khrouchtchev. À l'égard de Taiwan, Washington se montre très modéré et ne nie pas l'unité chinoise revendiquée par Pékin et Nixon s'abstient de parler désormais des deux Chine, la République de Chine et la République populaire de Chine. Washington annonce son intention de retirer progressivement l'armée américaine de Taiwan au même rythme que s'atténueront les tensions. Cependant, Washington ne rompit pas ses relations diplomatiques avec Taiwan. Néanmoins, cette concession américaine sur l'unité chinoise était majeure et marquait définitivement un pas solide vers la normalisation des relations sino-américaines. De son côté, Mao affirma que la Chine ne menaçait pas la Corée du sud ni le Japon et laissa entendre que la Chine n'avait pas d'intention militaire au Viêt-Nam. Sans doute rassuré par la position de Washington à l'égard de Taiwan, Mao fit un pas en affirmant que la réunification de Taiwan à la Chine n'était pas urgente. Ce qui ressortit des affirmations de Mao fut sa crainte de l'URSS, il affirma clairement à Nixon que la véritable menace de la Chine était l'URSS et non les États-Unis et qu'il avait à cœur

⁶⁰ Soutou, op. cit., p. 521.

le développement d'échange de toute nature entre leurs deux pays. Ces échanges eurent notamment une nature stratégique. Dans le plus grand secret, une coopération stratégique s'établit entre eux en 1971 : les Américains concédaient aux Chinois des informations sur le déploiement militaire soviétique à la frontière chinoise.⁶¹ Ces informations obtenues par satellites américains servaient bien les intérêts chinois déjà entamés par les incidents de frontières survenus en 1969 que nous avons mentionnés. En échange, les Chinois autorisèrent l'installation de stations d'écoutes américaines le long de la frontière sino-soviétique.⁶² Cette coopération stratégique devenait un élément de force considérable des relations internationales. Selon Washington, le rapprochement avec la Chine représentait un intérêt géopolitique dans leurs relations avec l'URSS et, d'un point de vue global, il apparaissait évident que pour la Chine, ce rapprochement était souhaité pour la bonne raison qu'elle avait besoin d'un contrepoids à l'URSS.

Le rapprochement sino-américain fût un coup dur pour Moscou et ne fit que maintenir les tensions sino-soviétiques. C'est donc dans ce contexte global de tensions extrêmes et de compétition pour les zones d'influences sino-soviétiques que survint le troisième conflit armé indo-pakistanaï en 1971.

⁶¹ Ibid., p. 522.

⁶² Ibid., p. 522.

CHAPITRE II:

L'ANTÉRIORITÉ DES INTÉRÊTS INDO-PAKISTANAIS.

Ce deuxième chapitre analyse l'antériorité des intérêts. Nous voulons déterminer l'origine des intérêts de l'Inde et du Pakistan par rapport à ceux de l'URSS et de la Chine afin de connaître leur antériorité respective.

La guerre civile pakistanaise et la troisième guerre indo-pakistanaise de 1971 s'analysent dans le contexte particulier du développement politique du sous-continent et des intérêts véhiculés par l'Inde et le Pakistan à partir de la décolonisation de 1947. Les deux guerres de 1971 sont l'aboutissement de crises survenues autrefois sur les plans domestiques et internationaux. Ainsi, les perceptions et les acquis du passé teintent les réactions des participants dans les deux nouveaux conflits de 1971.

Pour déterminer l'antériorité et l'importance relative des intérêts des parties concernées, nous procéderons à une analyse en deux étapes : la première étape de notre analyse se veut intra-étatique, elle étudie la création du Pakistan, la particularité du Bengale et la marche vers la guerre civile de 1971; la deuxième étape de notre analyse se transporte sur le plan interétatique et étudie les rapports indo-pakistanaïses à partir de 1947.

2.1. L'ASPECT INTRA-ÉTATIQUE PAKISTANAIS: LA CRÉATION DU PAKISTAN ET LA PARTICULARITÉ DU BENGAL.

Voici d'abord un abrégé de la période coloniale anglaise aux Indes qui débuta au XIX^{ème} siècle par une reprise du pouvoir par la Couronne au détriment de la Compagnie des Indes orientales. Bien que commercialement installés aux Indes

depuis le XVII^{ème} siècle, les Britanniques partageaient leurs champs d'influence essentiellement mercantiles avec les comptoirs commerciaux hollandais, français et portugais. En 1757, la Compagnie anglaise des Indes orientales obtient l'administration financière du Bengale suite à une victoire armée sur les autorités locales. Puis le traité de Paris de 1763 ôte définitivement à la France tout contrôle sur l'Inde. Jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, la Grande-Bretagne étend son influence sur toute la vallée du Gange et établit un premier contrôle politique du territoire sous la forme d'un protectorat en 1819 sur les principautés rajpoutes. La période victorienne (1837-1901) se caractérisa par un resserrement du contrôle politique et armé sur le territoire indien et par un expansionnisme impérialiste et la volonté de sécuriser les frontières du nord pour se prémunir contre la rivalité russe. De fait, la rivalité anglo-russe provoqua la première guerre afghane (1839-42). Vers 1850 toute la péninsule sub-asiatique était occupée par les Britanniques. L'établissement des premiers chemins de fer (1853), de la poste et du télégraphe (1853-54), ainsi que la fondation des universités de Madras, Bombay et Calcutta, choquèrent les fragiles pouvoirs locaux encore en place. Eurent alors lieu de graves crises : la Grande Mutinerie et la Révolte des Cipayes (1857). La réorganisation qui suivit la Révolte des Cipayes mit définitivement en place la structure coloniale britannique aux Indes, dès 1858 toute l'autorité fut retirée à la Compagnie des Indes orientale et passa exclusivement à la Couronne. Ce fut le début de l'agriculture de masse dédiée à l'exportation (céréales, jute, thé, arachides, caoutchouc) et les changements économiques s'accéléchèrent avec le développement très rapide du réseau de chemin de fer. En 1893, les Indes britanniques s'étendent de la Birmanie aux frontières de l'Afghanistan, englobent toute la région du Cachemire au nord et longent la frontière avec la Chine, le Népal et le Bhoutan. L'exploitation économique de la colonie entraîne une hausse de la fiscalité et un appauvrissement des terres, amenant ainsi progressivement un nationalisme puissant. Dès 1885, le mouvement nationaliste indien se développe avec le Congrès National Indien, puis sous l'impulsion de Gandhi un vaste mouvement de désobéissance civile et de boycottage des produits anglais prend place après la

Première guerre mondiale. Pour faire face à la mobilisation des Indiens, le gouvernement britannique alterna entre les répressions et les concessions politiques et religieuses. Cette politique d'alternance ne fut pas sans conséquences, elle eut pour effet la création de tensions entre les divers groupes religieux, principalement entre Hindous et Musulmans. En 1945, la Grande-Bretagne, épuisée par la Deuxième Guerre mondiale, n'a pas plus la force politique, ni la force armée, pour empêcher la poussée des mouvements nationalistes hindous, musulmans ou civils. Les émeutes religieuses d'août 1946 ne sont pas contrôlées et un mouvement nationaliste musulman, la Ligue musulmane, dirigée par Ali Jinnah exige la création d'un nouvel État musulman fusionnant les régions musulmanes des Indes britanniques.

2. 1. 1. Enjeux précoloniaux et identité musulmane aux Indes britanniques.

La création de l'État pakistanais en 1947 et sa sécession en 1971 étaient le fruit de l'expérience historique des musulmans d'Asie du sud. Au début du XIII^{ème} siècle, une aristocratie musulmane du nord des Indes aux origines turco-afghanes s'installe dans la vaste région du Bengale qui s'étend en Asie méridionale dans le bassin du Gange et du Brahmapoutre entre l'Himalaya au nord et le golf du Bengale au sud, englobe toute la région de l'actuelle ville de Calcutta à l'ouest et s'étend à l'est jusqu'à la frontière de l'actuelle Birmanie. Les Bengalis étaient imprégnés de culture hindoue mais se convertirent rapidement à l'islam sous l'impulsion de leurs nouveaux dirigeants. Communiquant à la fois en persan et en arabe, cette aristocratie devint vite une élite politique et militaire alliée de l'Empire mongol et des sultanats d'Asie centrale et de l'Himalaya. Du mélange constant du persan et de l'arabe dans les communications, naquit la langue ourdoue entre le XIII^{ème} et le XVI^{ème} siècle qui devint la langue de prédilection des musulmans d'Asie du sud, principalement dans la région de l'actuel Pakistan et dans le nord de l'Inde. À partir de 1576, l'Empire Mogol s'empare du Bengale, mais laisse en place les petites aristocraties

ourdouphones locales.⁶³ L'élite ourdouphone du Bengale était cependant une petite minorité à la tête d'une population également musulmane mais cependant bengalophone, pauvre, paysanne et majoritairement analphabète. La majorité de la population du Bengale pratiquait un islam peu rigoureux et était influencée dans ses pratiques de la religion par ses voisins hindous. D'ailleurs, à partir du XVIII^{ème} siècle, la population hindoue du Bengale s'était accrue, surtout dans la région de Calcutta, et les deux communautés religieuses cohabitaient paisiblement. Tout au long du XIX^{ème} siècle, l'élite au pouvoir entreprit de vastes réformes pour le retour à un islam orthodoxe chez la population bengalie. Ces réformes eurent un certain succès, un retour à l'islam orthodoxe fut observé au Bengale oriental au XIX^{ème} siècle alors que l'hindouisme demeura fort présent dans la partie occidentale du Bengale. Une division s'était néanmoins formée entre les musulmans ourdouphones et bengalophones. Les musulmans bengalophones du Bengale oriental avaient développé une culture qui leur était propre, sensible aux influences hindoues, alors que les musulmans ourdouphones du Bengale oriental, et aussi de l'ensemble des Indes, entretenaient une parenté culturelle avec l'islam orthodoxe du Moyen-Orient et étaient sensibles à tout ce qui émanait des mondes arabes et perses. Donc, malgré leur religion commune, les bengalophones et les ourdouphones des Indes avaient des références culturelles différentes.

En 1764, la compagnie anglaise des Indes orientales ravit le pouvoir aux Mogols et intègre les pratiques commerciales et les administrations britanniques aux Indes, provoquant ainsi une révolution sociale au Bengale. Rapidement, la Compagnie des Indes orientales établit des liens commerciaux avec la bourgeoisie hindoue au détriment de l'aristocratie musulmane au pouvoir qui se voit retirer plusieurs terres

⁶³ L'Empire Mogol avait à sa tête des souverains indiens musulmans descendants du Mongol Gengis Khan et du Turc Tamerlan et prônant une cohabitation pacifique avec les Hindous. L'Empire des Grands Mogols s'étend au 17^{ème} siècle sur toute l'Inde septentrionale et centrale, du Bengale au Béloutchistan, du Cachemire au Deccan, et du Bihâr au Gujérat.

arables au profit de producteurs anglais ou hindous. Ce regain de pouvoir économique entraîne le développement de petits pouvoirs locaux hindous favorisant un renouveau de la culture bengalie et surtout le développement d'une classe moyenne bengalie musulmane. Ce développement de classe permet à nombre de Bengalis d'envoyer leurs fils à l'université de Calcutta, fondée en 1857 par les Britanniques, où ils y apprennent notamment le droit et le parlementarisme britannique. L'université de Dacca fut fondée en 1921 et accueillit de nombreux fils de paysans ayant prospéré. Ils y furent mis en contact avec les valeurs libérales venues d'Occident et aussi avec la pensée socialiste largement diffusée par le parti communiste indien dans les années 1920. L'influence de la révolution russe d'octobre 1917 se fit fortement sentir à l'université de Dacca où plusieurs syndicats étudiants se distinguaient par la variété de leurs allégeances politiques : musulmans conservateurs, communistes, libéraux. L'impact culturel, social et politique de la présence britannique entraînait une diminution de l'ascendance de l'aristocratie musulmane ourdouphone aux Indes. Conséquemment, plusieurs groupes musulmans s'empresent de fonder au XIX^{ème} siècle des institutions religieuses d'enseignement supérieur pour faire un contrepoids aux établissements britanniques largement fréquentés par les Hindous et les musulmans bengalophones. C'est de ce mouvement musulman d'éducation religieuse que naquit un mouvement politique conduit par Syed Ahmed Khan en 1888 qui craignait que le gouvernement des Indes ne tombe entre les mains des Bengalis et des Hindous laissant les musulmans dans une position misérable.⁶⁴ Cependant, cette préoccupation s'articula en temps que mouvement politique organisé seulement en 1906, à Dacca, où fut fondée *the All-India Muslim League* que l'on peut traduire par la Ligue musulmane des Indes. Il ressort des propos de Syed Ahmed Khan une vive méfiance à l'égard des Bengalis, lesquels n'eurent de fait pas voix au chapitre dans la création de la Ligue Musulmane des Indes. La fondation de la Ligue musulmane des

⁶⁴ S. S. Pirzada (ed.), *The Foudation of Pakistan*, National Publishing House, vol 2, Karachi, 1969, p. 25; dans Robet Jackson, *South Asian Crisis : India, Pakistan, Bangladesh*, Chatto & Windus, London, 1975.

Indes visait clairement à contrebalancer la montée du nationalisme hindou et exprimait des visées sécessionnistes pour le Bengale afin d'y installer un État ourdouphone et musulman. Les Hindous s'opposaient farouchement à toute sécession du Bengale au même titre que les Britanniques rejetèrent les revendications de la Ligue musulmane des Indes. Cette agitation politique provoquait des divisions à l'intérieur du Bengale. La raison même d'exister de la Ligue musulmane était son désir de séparation par rapport aux Hindous, sa survivance dépendait donc de la poursuite de cet objectif, lequel trouva un large écho parmi les Indiens musulmans. Au début des années 1930, émerge le projet de créer un État musulman qui s'étendrait au-delà du territoire du Bengale, le Pakistan. La recrudescence du nationalisme musulman aux Indes dans les années 1930 est directement liée au désir de former un État musulman. L'ampleur politique que prenait la Ligue musulmane au Bengale et dans les autres provinces majoritairement musulmanes au travers de ses institutions et de ses représentants locaux élus, lesquels étaient tolérés par les Britanniques pour favoriser la paix civile, amenait les autres Indiens musulmans vivants en minorité dans des provinces hindoues, à revendiquer des politiques gouvernementales (tels que des droits fonciers et immobiliers, pouvoir de représentation) en leur faveur. Les minorités musulmanes s'activaient de plus en plus et recevaient l'appui de la Ligue musulmane. À partir de 1940, la création du Pakistan devint l'objectif officiel de la Ligue musulmane, suite à l'adoption de la *Pakistan Resolution* en mars 1940 à Lahore.⁶⁵

Entre 1939 et 1945, les pouvoirs locaux aux Indes prirent de l'ampleur à la faveur de l'absence des Britanniques, accaparés en Europe par la Deuxième guerre mondiale. En 1946, la Ligue Musulmane, dirigée à cette époque par Ali Jinnah, exige la création de l'État Pakistan regroupant le Bengale et l'Assam au nord-est et le Pundjab, le Sind et le Balûchistân au nord ouest des Indes. Après l'échec de la mission du cabinet du

⁶⁵ Robert Jackson, *South Asian Crisis*, Chatto & Windus, Londres, 1975, pp. 11-12.

Premier ministre britannique aux Indes, il devient de plus en plus clair qu'un État pakistanais pourra être formé. Cependant, les Hindous ne laisseront pas partir le Bengale et sa ville phare, Calcutta. Au mois d'août 1946, Calcutta est la proie de violentes émeutes entre Hindous et Musulmans. Le 20 juin 1947, l'assemblée provinciale législative du Bengale se réunit pour voter sur l'entrée du Bengale unifié au sein du Pakistan, les musulmans votent en faveur de l'intégration d'un Bengale unifié, mais le vote des hindous vient annuler cette décision. Le Bengale sera donc séparé en deux, la portion orientale intégrera le Pakistan au moment de sa fondation le 14 août 1947.⁶⁶

À l'été 1947, deux États sont créés en obtenant leur indépendance : l'Union indienne dirigée par Pandit Nehru et la République islamique du Pakistan d'Ali Jinnah. Le Pakistan d'Ali Jinnah est l'agglomération des diverses régions à forte densité musulmane d'Asie du sud soit le Pendjab, le Baloutchistan, l'Afghani (actuelle province du nord-ouest autour de la ville de Peshawar), le Sind et le Cachemire. Le nom Pakistan est un néologisme qui s'interprète de deux façons. D'abord par l'acronyme formé par les noms de ses provinces : Pendjab, Afghani, Kashmir, Sind, Baloutchistan formant ainsi le mot Pakistan avec un *i* de liaison. En ourdou, *pâk* signifie « pur » et *stân* signifie « pays » formant ainsi Pakistan, le pays des purs, toujours avec un *i* de liaison. Le tracé de la ligne frontière du Pakistan est dessiné par un avocat londonien, sir Cyril Radcliffe, qui dessine le tracé frontalier dans le respect du territoire occupé par les Britanniques et les volontés d'Ali Jinnah d'unir les secteurs musulmans de la péninsule sub-asiatique. Le tracé de Radcliffe est curieux et comprend deux zones géographiques distinctes l'une de l'autre : le Pakistan occidental et le Pakistan oriental. Cette configuration fait penser à l'Allemagne de 1919 à la différence que les deux parties du pays ne sont pas séparées par un corridor

⁶⁶ Safdar Mahmood, *Pakistan: Political Roots and Development 1947-1990*, Oxford University Press, Oxford, 2000, pp. 1-34.

mais par 1700 km de territoire indien.⁶⁷ Le Pakistan occidental se situe à l'ouest de l'Inde et jouxte la région du Rajasthan et la région du nord dans l'Himalaya et s'étend jusqu'à l'Océan Indien. Le Pakistan occidental est frontalier de l'Inde, l'Afghanistan, l'Iran et est séparé de l'URSS par un mince bras de terre afghan. Le Pakistan oriental correspond à la région géographique naturelle du Bengale oriental et touche à l'Océan indien par le golf du Bengale. Le Pakistan oriental est une enclave dans le territoire indien mais partage de petites frontières avec le Bhoutan et la Birmanie. Les deux Pakistan sont donc entièrement séparés par le territoire indien et sont reliés par voies aériennes et maritimes. La capitale du pays, Islamabad, se situe dans sa zone occidentale. Islamabad fut désignée comme capitale en 1960, de 1947 à 1960, Karachi avait ce titre. Le Bengale occidental n'appartient pas au Pakistan mais correspond à la province indienne du même nom jouxtant le Pakistan oriental (Bengale oriental).

2. 1. 2. Le Bengale oriental au Pakistan de 1947 à 1971.

La fracture géographique du Pakistan mit rapidement en évidence les disparités culturelles entre les Pakistanais de l'est et de l'ouest. Les deux parties du pays différaient sur de nombreux points à commencer par la taille des territoires et la densité de population, la partie ouest du pays était six fois plus vaste que la partie est et abritait une population de 42,9 millions d'individus contre 50,8 millions à l'est.⁶⁸ Sur le plan géographique, la partie ouest du pays semi-désertique et plus près de Bagdad et du golf Persique que de Dacca. À l'est, le climat est tropical et balayé par la mousson, Dacca est plus près de Singapour et du Sri Lanka que de Karachi et d'Islamabad. Les deux Pakistan n'étaient pas reliés par voie terrestre mais

⁶⁷ André Kaspi & Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Armand Collin, Paris, 2002, p. 345.

⁶⁸ Données valides pour l'année 1961. Jackson, *op. cit.* p. 15.

uniquement par voie aérienne et maritime. Cet éloignement ainsi que les disparités climatiques et la proximité du monde arabe pour l'un et asiatique pour l'autre semblaient renforcer les différences dans les mentalités et la culture politique. Les Bengalis ayant poursuivis une scolarité universitaire avaient été formés dans des établissements britanniques où ils avaient appris la règle de droit et le parlementarisme britannique. Les Pakistanais ourdouphones qui avaient poursuivis des études supérieures avaient été formés pour la plupart dans des écoles coraniques, ils se spécialisaient sur les questions religieuses et imprégnés des lois coraniques.⁶⁹ Les Pakistanais de l'ouest entretenaient également des liens commerciaux et culturels avec les pays du Moyen-Orient. Les Pakistanais de l'ouest avaient traditionnellement entretenus des liens commerciaux et culturels avec les hindous desquels ils étaient désormais coupés, la frontière Inde-Pakistan étant très contrôlée à la hauteur du Bengale du aux tensions de la sécession du grand Bengale en 1947 et aux problèmes vécus au Cachemire. Cette situation entraîna une dépendance économique de l'est à l'égard de l'ouest du pays. Cette situation d'assujettissement s'installa pendant la période des débats constitutionnels qui secouèrent le Pakistan entre 1947 et 1956 et fut caractérisée de colonialisme interne par les Bengalis.⁷⁰

Les Pakistanais de l'ouest et de l'est se heurtèrent sur les questions constitutionnelles. Le legs politique britannique aux Indes tenait en une tradition de pouvoir centralisé sous le Gouverneur Général et en la tradition de la démocratie parlementaire. L'État pakistanais se voulait un État islamique fondé sur le système de loi du Coran. Le défi pour ses fondateurs était de concilier ces trois éléments au sein d'une constitution. Mais le débat prit corps non pas tant dans la difficulté à marier ces trois critères, mais dans la façon d'inclure le Pakistan oriental. Bien que le Pakistan oriental était plus peuplé (50 millions d'habitants en 1961), la moitié de sa population était non-

⁶⁹ Jackson, op. cit., chap 1.

⁷⁰ Jackson, op. cit., p. 15.

musulmane, c'est-à-dire hindoue et bouddhiste. À l'ouest, la majorité de la population était musulmane. Le problème suivant se posait donc pour Karachi : l'on voulait préserver le caractère musulman et exclusif du Pakistan en plaçant les Bengalis hindous sur une liste électorale distincte, lesquels s'estimeraient donc lésés dans leurs droits. En contrepartie, si Karachi établissait un suffrage universel, les Bengalis auraient toujours une majorité assurée par la portion hindoue de la population et la vocation musulmane du pays serait compromise par les électeurs hindous. Le problème de la balance des pouvoirs entre l'est et l'ouest et tout le bagage culturel et nationaliste que chaque partie du pays traînait dans ses antécédents historiques, se posait. Ce dilemme entre les craintes de l'ouest par rapport à l'identité musulmane du pays et la supériorité numérique de l'est fut résolu en 1956 dans la première constitution pakistanaise. Le document reconnaissait que parmi les musulmans, les communautés punjâbi, bengalis et hindous devaient se voir reconnaître un statut égal, mais il ne fut jamais appliqué et la communauté punjâbi dominante dans l'ouest du pays contrôlait le gouvernement.⁷¹ Jusqu'en 1971, le Pakistan adopta diverses constitutions et eut du mal à les respecter. L'instabilité constitutionnelle favorisa l'émergence de groupes nationalistes.⁷²

Dans la foulée de la guerre au Cachemire contre l'Inde en 1948, la Ligue musulmane diminua ses activités au Bengale pour se concentrer sur les problèmes avec l'Inde vécus à l'ouest. Ainsi, pendant les années 1950, l'ascendance de la Ligue musulmane diminua beaucoup au Bengale et un mouvement nationaliste pro-Bengale émergea : la Ligue Awami conduite par Sheikh Mujibur Rahman.⁷³ Au cœur des préoccupations de la Ligue Awami se trouvait la question linguistique.

⁷¹ Jyoti Sen Gupta, *History of Freedom Movement in Bangladesh 1943-1973*, Nay Prokash, Calcutta, 1974.

⁷² Mahmood, *op. cit.*, pp. 35-116.

⁷³ Jyoti Sen Gupta, *op. cit.*, pp. 114-130.

Le motif du premier conflit entre les régions est et ouest fut en effet la question linguistique. Mohammed Ali Jinnah, le père du Pakistan, émit la déclaration de Dhaka en 1948 dans laquelle était stipulé que la langue nationale serait l'Ourdou. Cette décision était en complète rupture avec la tolérance vis-à-vis du bengali qui avait eu cours jusqu'alors. Dès lors, la langue d'enseignement dans les écoles des Pakistan occidental et oriental fut l'ourdou. Le bengali fut proscrit du Pakistan oriental et tous les autres dialectes locaux le furent aussi à la grandeur du Pakistan. En 1952, lorsque le Premier ministre Khwaja Nazimudin, lui-même originaire du Bengale oriental, réaffirme la prééminence de l'ourdou comme langue officielle, des émeutes éclatent au Bengale oriental. Des militaires y furent envoyés depuis l'ouest du pays pour mater les émeutiers dont plusieurs trouvèrent la mort. Les Bengalis créèrent alors les premiers martyrs de la cause bengalies. Les graves émeutes de 1952 furent suivies par plusieurs autres au cours des ans. Ainsi les réunions, les processions et les regroupements de plus de cinq personnes furent bannis au Pakistan oriental. L'accès aux postes au sein de l'administration publique fut constitutionnellement réservé en majorité aux Pakistanais de l'ouest. Les frustrations s'accumulèrent chez la population Bengalie qui, malgré les interdictions, protesta beaucoup.

En octobre 1958, le militaire Ayub Khan s'empare du pouvoir suite à un coup d'État. Son régime se caractérisa par une forte croissance économique mais aussi par le développement du populisme au Pakistan.⁷⁴ Dès sa prise du pouvoir, Khan veut s'appliquer (d'une main de fer) à faire des réformes constitutionnelles qui ne trouvent pas écho au sein de la population des deux Pakistan. Des émeutes éclatent au Pakistan occidental où des mouvements de gauche émergent dans les universités et les milieux intellectuels, parmi eux le *Pakistan People's Party* de Zulfikar Ali Bhutto. La mobilisation populaire ne cessera de croître au Pakistan occidental entre 1958 et

⁷⁴ Ibid., pp. 154-173.

1968. Suite à une série d'émeutes étudiantes et de grèves, la pression des mouvements populaire devient trop forte dans la partie occidentale du pays et force Ayub Khan à se retirer du pouvoir. Le pouvoir passe au chef des armées, le général Yahya Khan en 1969. Pendant que les étudiants et l'élite intellectuelle de gauche du Pakistan occidental se mobilisent, la partie est du pays est habitée par la préoccupation populaire de changer les iniquités économiques. Malgré leur interdiction et les répressions violentes qui les accompagnent, la population du Bengale crée des regroupements et se révolte contre le pouvoir d'Islamabad. Les disparités économiques entre l'est et l'ouest du pays sont trop importantes pour être ignorées et la sous-représentation politique des Pakistanais orientaux met en lumière une véritable fracture entre les deux régions que les mouvements populaires s'efforcent de dénoncer.⁷⁵ Le sentiment populaire d'aliénation fut accru en 1966 par ce qui fut appelé la Conspiration d'Agartala.⁷⁶ En 1966, Mujibur Rahman et une vingtaine de Bengalis du service militaire civil sont chargés de rencontrer des militaires indiens dans la ville d'Agartala pour fomenter la partition du Pakistan oriental. Cette démarche était la suite de la déclaration en six points émise par Rahman en mars 1966 dans laquelle on exigeait une équité constitutionnelle et fiscale pour les Pakistanais de l'est. Face au refus d'Islamabad d'entériner la déclaration, Rahman envisage la partition. Les autorités ouest-pakistanaïses, qui ont vent du projet d'Agartala, arrêtent et emprisonnent les conspirateurs. Au même moment dans l'ouest du pays, Bhutto agite les foules et organise des rassemblements populaires contre le pouvoir d'Ayub Khan. Dans un effort pour contenir la révolte menée par Bhutto, Ayub Khan annonce son intention de ne pas se représenter aux élections prévues pour 1970 et s'engage à libérer quelques prisonniers politiques. Les conspirateurs d'Agartala sont sur la liste des prisonniers à libérer. Ils l'étaient cependant pour une seule raison : Ayub Khan projetait la tenue d'une conférence en table ronde de tous

⁷⁵ Ibid., pp. 174-182.

⁷⁶ Ibid., pp. 193-198.

les partis politiques en février 1969, certains participants ayant menacé de ne pas y prendre part si Rahman n'y était pas. S'étant fait forcé la main, Ayub Khan le libère ainsi que les autres conspirateurs d'Agartala. Lorsque la nouvelle de la libération de Rahman et de sa participation à la table ronde fut rendue publique, un énorme appui populaire envers Rahman accueillit l'annonce et une foule immense se rassembla pour l'accueillir à Dhaka. Réalisant l'appui populaire dont il bénéficiait, Rahman exigea que les charges contre lui soient complètement abandonnées, ce qui fut fait à contre cœur par Ayub Khan afin d'éviter d'autres émeutes. La conférence fut tenue en février 1969 mais ne déboucha sur aucune entente, au grand mécontentement de la population. À partir de ce moment, Ayub Khan engage des discussions avec le général Yahya Khan pour demander à l'armée de se tenir prête à une révolte de masse dans tout le pays. Yahya Khan suggéra à Ayub Khan d'instaurer la loi martiale au plus vite et d'abroger la constitution sans quoi l'armée ne pourrait efficacement contenir la population en colère. Ayub Khan refusa d'abord, puis, dans la soirée du 25 mars 1969, il donna l'ordre à Yahya Khan d'instaurer la loi martiale. Le nouveau régime de la loi martiale était en fait une couverture pour permettre à Ayub Khan, qui perdait totalement le contrôle du pays, de transférer le pouvoir à Yahya Khan. Yahya Khan fut proclamé président en quelques jours.⁷⁷

Ce dernier installa des hauts gradés de l'armée aux postes clés du gouvernement et réinstaura de vieilles institutions coloniales, tel que le comité du commandant en chef, au même moment où il engageait des pourparlers avec les différents partis politiques. Ces pourparlers aboutirent le 29 mars 1970 au Legal Framework Order qui projetait la tenue d'élections pour le mois d'octobre de la même année. À cause d'une catastrophe naturelle, les élections d'octobre furent annulées et reportées au 7 décembre 1970. L'Assemblée comptait 300 sièges et 25 partis politiques participèrent à l'élection. Le Pakistan People's Party d'Ali Bhutto remporta 81 sièges et la Ligue

⁷⁷ Ibid., pp. 193-224.

Awami de Rahman 160.⁷⁸ Dès lors, les querelles pour l'obtention effective du pouvoir commencèrent. Bhutto qui avait fait exclusivement campagne dans l'ouest du pays se réclamait du pouvoir pour la partie occidentale du pays, mais n'ayant pas la majorité en Assemblée, Rahman le lui refusait. Ce tableau illustre la répartition du vote :

Nombre de sièges gagnés (% , votes)

| | Awami League | Pakistan People's Party | Other Parties | Independents | Total | Voter turnout (%) | Total no. of valid votes (millions) |
|------------------------------------|--------------|-------------------------|---------------|--------------|-------|-------------------|-------------------------------------|
| <i>East Pakistan</i> | 160 (75%) | 0 (0%) | 1 (22%) | 1 (3%) | 162 | 56 | 16.5 |
| <i>West Pakistan</i> | | | | | | | |
| Punjab | 0 (0%) | 62 (42%) | 15 (45%) | 5 (12%) | 82 | 66 | 10.9 |
| Sind | 0 (0%) | 18 (45%) | 6 (44%) | 3 (11%) | 27 | 58 | 3.1 |
| North-West Frontier | 0 (0%) | 1 (14%) | 17 (80%) | 7 (6%) | 25 | 47 | 1.4 |
| Baluchistan | 0 (1%) | 0 (2%) | 4 (91%) | 0 (7%) | 4 | 39 | 0.4 |
| <i>Total West Pakistan</i> | 0 | 81 | 42 | 15 | 138 | | |
| <i>Total (% votes nation wide)</i> | 160 (38%) | 81 (20%) | 43 (35%) | 16 (7%) | 300 | 59 | 32.3 |

Sources : Craig Baxter, « Pakistan Votes, 1970 », *Asian Survey* (Mars 1971), 197218, et G. W. Choudury, *The Last Days of United Pakistan*, Bloomington, Indiana University press, 1974, p. 129.

La ligue Awami de Rahman avait la majorité absolue à l'Assemblée nationale pakistanaise. Le PPP pouvait former l'opposition officielle et le reste des sièges était détenu par divers partis. La ligue Awami fut la première surprise par sa victoire : sous-financé, ce parti avait fait campagne avec de maigres moyens comparativement à d'autres partis qui avaient bénéficié de subventions offertes par l'élite industrielle de l'ouest du pays. Cependant, la plus grande surprise de cette élection fut l'élection de nouveaux venus dans tout parti confondu. En effet, l'exaspération collective face aux régimes successifs d'Ayub Khan et ensuite d'Yahya Khan avait incité à la

⁷⁸ Certaines sources comptent le nombre de sièges à 169 pour la ligue Awami, ce chiffre s'explique par la réattribution de sièges contestés lors du recomptage quelques mois plus tard. Cependant, en mars 1971, le bureau national pakistanais des élections attribuait 160 sièges à la Ligue Awami.

participation politique d'individus n'appartenant pas à l'élite traditionnelle qui gravitait autour du pouvoir depuis l'indépendance. La Ligue Awami n'était pas le seul parti favorisant un vent de changement : le PPP aussi défendait la justice sociale et l'égalité, et s'élevait contre le pouvoir de Khan et sa 'tyrannie'. Or, le PPP défendait les intérêts de la population de l'ouest et la Ligue Awami défendait les intérêts de la population de l'est. Les deux leaders semblaient se percevoir mutuellement comme des figures incarnant pour l'un la puissance et l'arrogance de l'ouest et pour l'autre le dénigrement du grand Pakistan et le détachement des problèmes du Cachemire. Les deux partis jugeaient qu'il était impossible de partager l'Assemblée entre leur deux groupes, que leurs intérêts étaient inconciliables alors que pourtant ils n'étaient pas si éloignés idéologiquement. Mais l'hostilité entre l'est et l'ouest du pays était telle qu'une polarité s'était déjà installée. L'on percevait l'autre comme un ennemi, les émeutes et les querelles avaient creusé un fossé profond sans cesse entretenu par l'éloignement géographique et les fractures politiques.⁷⁹

L'incapacité des factions politiques est et ouest à cohabiter dans un même parlement après une élection démocratique et principalement sur le refus du régime d'Yahya Khan de laisser entrer en fonction un gouvernement de la Ligue Awami voulant rendre souveraine la province du Bengale oriental allaient conduire à la guerre civile. Le refus d'Yahya Khan à laisser la Ligue Awami gouverner et établir l'indépendance du Bengale est l'élément ayant mené à la guerre civile en provoquant la stérilité de la démarche électorale et la faillite de l'unité étatique. L'élection de la Ligue Awami était en soi l'aboutissement des volontés égalitaires des Bengalis, le fait d'avoir été élue était pour la Ligue la victoire à laquelle elle aspirait car être élue signifiait la fin des conspirations secrètes, comme celle d'Agartala, et le début d'une politique ouverte pour l'indépendance que Yahya Khan allait refuser. D'autre part, il n'est pas

⁷⁹ Gupta, op. cit.

à s'étonner que la Ligue n'ait pas remporté de sièges dans l'ouest du pays puisque ce pays n'avait pas de plateforme électorale rejoignant les Pakistanais de l'ouest, la Ligue n'était pas un parti universel mais bien un parti nationaliste exclusif et pro-Bengale. De plus, les électeurs de la partie ouest du pays ont donné leurs votes à des partis ou des députés qui les rejoignaient, les votes n'étaient pas dirigés contre la Ligue mais bien en faveur des partis ou des députés indépendants rencontrant leurs préoccupations telles que les récoltes, les routes et la sécurité (notamment pour les populations vivants au Cachemire pakistanais). La Ligue Awami ne se souciait pas du conflit au Cachemire ni des groupes mafieux armés qui terrorisaient les paysans sur la route de l'opium aux frontières de l'Afghanistan. Il est donc parfaitement logique que les populations de l'ouest aient voté en fonction de leurs préoccupations locales. Au même titre, les Pakistanais de l'est avaient un vif besoin d'émancipation, d'une reconnaissance linguistique et d'un gouvernement représentatif. Pourtant, la Ligue Awami et le PPP avaient ceci de commun : installer un régime plus égalitaire, plus sensible aux populations paysannes, démocratique et non violent, ou sinon moins violent, là où l'armée n'aurait plus de mainmise sur le pouvoir. Mais quoi qu'il en soit, les pourparlers entre Rahman et Bhutto n'allèrent guère loin puisque Khan refusa de reconnaître l'élection, mettant ainsi en lumière l'incompatibilité entre les intérêts respectifs de la vieille classe militaire au pouvoir et le Bengale oriental. Mentionnons aussi que Yahya Khan n'aurait sûrement pas davantage appuyé le gouvernement de Bhutto s'il avait été élu, cet agitateur étant en rupture complète avec le régime de Khan. D'abord polarisée autour de la question géographique des deux Pakistan, puis autour de la question linguistique, la population pakistanaise fut divisée en décembre 1970 autour de la question de la représentation politique. Pour contribuer à la polarisation de la société pakistanaise et de ses partis politiques, des éléments venaient nourrir l'imaginaire collectif : les deux parties du pays avaient un passé sanglant d'émeutes et d'affrontements, des morts et des martyres créés au fil des ans de chaque côté. L'ouest du pays ne voulait pas être gouverné par un parti de l'est ignorant de sa réalité, et l'est du pays voulait voir au pouvoir le parti dûment élu et

non le parti d'opposition qu'elle associait à la vieille classe politique dominatrice parce qu'il était originaire de l'ouest du pays. Cependant, Yahya Khan trancha la question en refusant de reconnaître l'élection de la Ligue Awami, en refusant de reconnaître l'indépendance du Bengale oriental, en demeurant au pouvoir, en imposant la loi martiale pour empêcher la sécession et en envoyant l'armée dans les rues de Dacca. Le conflit social-politique s'est polarisé autour de deux groupes distingués par la géographie, la langue et les préoccupations sociales-politiques, mais pas la religion, les deux groupes étant musulmans. Une description idéologique binaire de la société pakistanaise était en place pour mener à une guerre civile : deux camps ennemis poursuivant des buts incompatibles, des martyres morts pour la cause des deux cotés, des intérêts irréconciliables, le sentiment d'impossibilité pour l'un de vivre sans l'élimination de l'autre. La réunion de ces critères allait mener à l'éclatement du conflit civil en mars 1971.⁸⁰

2. 2. RELATIONS INTERÉTATIQUES INDO-PAKISTANAISES : CONFLITS DE 1948, 1965 ET PRÉLUDES AU CONFLIT DE 1971.

Le retrait précipité des Britanniques qui a laissé un vide politique dans le sous-continent et la curieuse division du Pakistan furent à l'origine de conflits entre les deux nouveaux États notamment au sujet des régions du Pendjab et du Cachemire.

Depuis la partition de 1947 et les massacres qui l'ont accompagnée, les relations indo-pakistanaises ont été caractérisées par une hostilité mutuelle, des rixes aux frontières et des guerres. La partition des Indes britanniques fut faite à la hâte laissant ainsi plusieurs questions administratives et territoriales non réglées.⁸¹ Ce fut entre autres le cas du Cachemire qui posa un problème et mena à la première guerre indo-pakistanaise en 1948 laquelle fut stoppée, mais non résolue, par l'ONU lors de

⁸⁰ Sisson & Rose, op. cit.

⁸¹ Duby, Georges, (dir.), *Grand Atlas Historique*, Larousse, Paris, 2006, p. 38.

l'établissement d'une ligne de cessez-le-feu en 1949 qui divisa le Cachemire en deux. La seconde guerre se déroula aux mois de septembre et octobre 1965, toujours à propos du Cachemire. Enfin, le troisième conflit qui a débuté en novembre 1971 a pour cause directe la guerre civile pakistanaise entre les parties occidentale et orientale du pays.

2. 2. 1. Conflit indo-pakistanaise de 1948.

Les relations indo-pakistanaises furent hostiles dès l'indépendance de 1947. L'hostilité mutuelle s'explique par l'héritage pré-partition laissé par les deux mouvements politiques ayant dominé l'environnement politique du sous-continent avant et après la sécession: le Congrès national indien et la Ligue musulmane. Une perception négative mutuelle teinta leurs rapports, chacun croyant à l'existence d'une théorie « des deux nations » selon laquelle Hindous et Musulmans ne peuvent être de la même nation ni partager un même territoire parce que de religion différente.⁸² Ce concept s'appliqua lors de la création de l'Inde (qui reconnaissait la pluralité religieuse sous un État laïc) et du Pakistan (un État musulman), or il prit toute sa signification avec les problèmes de partage territorial de trois territoires particuliers : le Cachemire, le Jūnāgadh et la région d'Hyderabad; trois États princiers qui auraient pu en théorie être indépendants de l'Inde et du Pakistan. Or, les circonstances politiques furent telles qu'ils furent contraints de négocier l'accession, soit à l'Inde, soit au Pakistan. Au moment de la décolonisation, les Britanniques avaient établi une règle d'accession qui devint le cœur du litige: le souhait des dirigeants et le souhait des populations devaient être respectés. Pour les États princiers, la question n'était pas s'ils devaient ou non s'annexer à l'Inde ou au Pakistan, mais sous quels termes le faire. Pour le Cachemire, Jūnāgadh et Hyderabad un problème se posait qu'en à

⁸² Sisson et Rose, op. cit. p. 35.

l'application des termes établis par les Britanniques. Dans ces trois États les dirigeants appartenaient à une minorité religieuse et leur population à une majorité religieuse différente. Au Jūnāgadh et Hyderabad, les princes au pouvoir étaient musulmans et régnaient sur des populations hindoues. Au Cachemire, une famille de maharadjahs hindous régnait sur une population musulmane. Le Pakistan réclamait l'annexion des États, le Jūnāgadh et Hyderabad, selon le principe du souhait des souverains et le Cachemire selon le principe du souhait de la population. L'Inde de son côté réclamait l'annexion des trois États en utilisant les mêmes arguments mais dans le sens inverse. L'Inde et le Pakistan en vinrent rapidement aux armes pour annexer les territoires. Au Jūnāgadh et Hyderabad, l'Inde utilisa la force armée contre les princes musulmans au pouvoir pour contraindre leur annexion en utilisant l'argument que la population hindoue souhaitait se voir annexée à l'Inde. L'Inde donna aussi un appui armé aux Maharadjahs du Cachemire lorsque des tribus Pachtones et Afghanes envahirent le Cachemire avec la complicité de l'armée pakistanaise. Bien que le pillage fût le motif à l'envahissement du Cachemire par les Pachtones et les Afghans, l'Inde y vit une occasion d'armer les Maharadjahs pour optimiser leurs chances d'annexion à l'Inde.⁸³

Le Jūnāgadh et Hyderabad n'étaient pas contigus au Pakistan. Ainsi, pour des réalités géographiques, les deux États devaient s'annexer à l'Inde. Ce n'était cependant pas le cas du Cachemire qui bordait l'Inde et le Pakistan à la fois. En ce qui concerne le Cachemire, l'Inde utilisait le souhait des souverains maharadjahs pour justifier l'annexion à l'Inde, or elle put rapidement utiliser aussi le souhait populaire. Si la majorité de la population du Cachemire était musulmane, elle ne souhaitait pas nécessairement son annexion au Pakistan qui ne pratiquait pas la tolérance religieuse, principe cher aux Cachemiris. Le parti politique musulman nommé la Conférence Nationale du Cachemire était un parti très actif au Cachemire, il s'opposait à

⁸³ Ibid., p. 38-39.

l'annexion au Pakistan et souhaitait prendre le pouvoir au Cachemire. Les leaders de la Conférence nationale du Cachemire préféraient l'indépendance totale et le maintien d'une gouverne restreinte des maharadjahs, or l'insécurité suscitée par les visées du Pakistan à l'endroit du Cachemire fit opter l'élite politique et intellectuelle en faveur d'une annexion à l'Inde, un État laïc qui reconnaissait la diversité religieuse. Le leader de la Conférence nationale du Cachemire, le cheikh Abdullah, et la famille princière hindoue au pouvoir s'entendirent pour une annexion à l'Inde, à la grande satisfaction du Premier ministre indien Nehru. Le Pakistan, furieux, s'engagea dans des échanges avec l'Inde qui débouchèrent non pas sur une entente mais sur la première guerre indo-pakistanaise, la guerre de 1947-49 à propos du Cachemire.⁸⁴

Le Premier ministre Nehru descendait d'une famille cachemirienne et avait un attachement personnel au Cachemire, de plus il connaissait personnellement le cheikh Abdullah et le respectait. En 1945, Nehru avait été nommé président de la conférence panindienne pour les peuples des États princiers et le cheikh Abdullah était le vice-président. Au cours de la conférence, Nehru avait ouvertement critiqué le gouvernement non-démocratique et féodal du maharadjah Hari Singh et encouragé les Cachemiris, dont la classe paysanne majoritaire vivait dans une extrême pauvreté, à rallier le cheikh Abdullah.⁸⁵ Mécontent, le maharadjah interdit l'accès au Cachemire à Nehru qui y fut banni à vie. En juin 1946, Nehru insista cependant pour se rendre au Cachemire afin de soutenir le cheikh dans sa quête du pouvoir. Nehru fut arrêté par la police du maharadjah à la frontière des Indes britanniques et du Cachemire et fut retourné aux Indes. Le maharadjah Hari Singh était le partisan d'une indépendance complète pour le Cachemire, or il savait que le cheikh Abdullah dont l'influence s'accroissait de plus en plus s'y opposerait puisqu'il voulait un rattachement à l'Inde de Nehru, son allié politique. Hari Singh ne voulait pas non plus d'un rattachement au

⁸⁴ Ibid., p. 39.

⁸⁵ Arpi, Claude, *Cachemire, le paradis perdu*, Éditions Philippe Picquier, Arles, 2004, pp.143-166.

Pakistan car il savait que la Ligue musulmane se débarrasserait aussitôt de lui, un souverain hindou. De plus, le maharadjah craignait les visées du Pakistan sur le Cachemire.⁸⁶

Ces craintes furent confirmées le matin du 22 octobre 1947 lorsque l'armée pakistanaise accompagnée de milices des tribus frontalières du Cachemire envahit ce dernier, pillèrent et incendièrent des villes avec le motif de soutenir la révolte des habitants du Poonch. Le 24 octobre au soir le Cachemire sollicita l'aide de l'Inde. Delhi envoya un émissaire dans la nuit du 24 au 25 à Srinagar pour évaluer la situation. L'armée pakistanaise était aux portes de Srinagar, la police cachemirienne brillait par son absence, les infrastructures étaient paralysées et les rues se vidaient de la population en fuite. On fit évacuer la famille du maharadjah vers la ville de Jammu, la capitale d'hiver du Cachemire. L'émissaire Menon retourna à Delhi faire son rapport : le gouverneur général britannique en poste, Mountbatten, refusait d'envoyer des troupes au Cachemire sans que ce dernier ne fasse partie de l'Union indienne. Aux aurores du 26 octobre, Menon s'envola vers Jammu où il rencontra le maharadjah qui venait d'arriver. À bout, le maharadjah signa aussitôt le protocole de rattachement à l'Inde et écrit une longue lettre à Mountbatten dans laquelle il expliquait les mouvements de troupes pakistanaises et rappelait que le Cachemire avait une frontière avec l'URSS et que désormais l'Inde devrait composer avec ce nouveau voisin fort imposant. L'Inde envoya un bataillon d'infanterie à Srinagar et dans la nuit du 26 au 27 une opération aéroportée de la Royal Air Force, toujours en poste en Inde, fut lancée.⁸⁷

C'est ainsi que le conflit au Cachemire s'amorça, il fut l'un des plus longs conflits d'après-guerre. Le conflit avait à la fois des enjeux territoriaux, idéologiques et

⁸⁶ Ibid., pp. 143-166.

⁸⁷ Ibid., pp. 143-166. (pour le paragraphe.)

religieux. La situation géographique du Cachemire en fait un centre névralgique sur des plans politiques et géostratégiques : au cœur de l'Himalaya, il jouxte la Chine par le Ladakh, l'URSS, l'Afghanistan et est tout près du Tadjikistan. Le nord-ouest du Cachemire est isolé par son relief montagneux. Cependant cela n'a pas empêché le Pakistan d'annexer cette portion de territoire, que Karachi appelle Territoire du nord, en 1947. Les Territoires du nord comprennent l'ensemble montagneux de Gilgit, le Baltistan et le Ladakh. La vallée de Srinagar est le site de la capitale d'été du Cachemire, et le Jammu est le site de la capitale d'hiver séparée de Srinagar par la chaîne montagneuse du Pir Panjal. La population du Jammu est majoritairement hindoue contrairement au reste du Cachemire, mais compose bien avec la population du reste du pays qui pratique la tolérance : la région musulmane de Srinagar tolère le soufisme, la région de Poonch comprend une population d'origine afghane qui pratique un islam orthodoxe et dans les régions du Kargil, Gilgit et Baltistan bouddhistes et chiites cohabitent. Cette politique cachemirienne de tolérance était une valeur fondamentale qui avait encouragé la population à se tourner vers l'Inde et sa politique de diversité.⁸⁸

Lorsque l'Inde envoie un appui militaire au Cachemire, elle se retrouve confrontée à une forte résistance pakistanaise et des contraintes physiques importantes qui ralentissent le repoussement de l'envahisseur. Le relief montagneux complique tout, une route doit être construite entre l'Inde et le Cachemire et l'armée régulière pakistanaise appuie les milices Pathanes au nord. L'Inde interpelle l'ONU et y dénonce l'agression pakistanaise et demande une reconnaissance officielle par référendum de l'adhésion du Cachemire à l'Union indienne. À l'ONU, les membres ne semblent remarquer que le fait que la population cachemirienne est majoritairement musulmane comme le Pakistan. Conséquemment, une première résolution est votée le

⁸⁸ Chistine Hurtig, *Le conflit du Cachemire*, p. 349. dans Christophe Jaffrelot (dir.), *L'Inde contemporaine : de 1950 à nos jours*, Fayard, Paris, 2006.

21 avril 1948. La résolution ne condamne pas l'agression pakistanaise et prévoit un référendum populaire au Cachemire sous contrôle onusien. On demande aux deux troupes adverses de se retirer et seule une petite division de l'armée indienne serait autorisée à rester. La commission onusienne, devant se rendre sur place pour organiser le référendum, exige l'autorité sur la petite division armée, mais l'Inde refuse, soutenant qu'il y a traitement égal de la victime et de l'agresseur et que dans le cas présent l'Inde est la victime. Donc, aucune des troupes ennemies ne se retira. Le 13 août une nouvelle résolution est votée dans laquelle on stipule que l'armée indienne devra se retirer après que l'armée pakistanaise aura quitté les lieux. Rien ne bouge, les deux adversaires restent sur leurs positions. Le 11 décembre, le Conseil de sécurité appelle à un cessez-le-feu qui ne sera effectif que le 1^{er} janvier 1949 lorsque des commandants britanniques des deux armées l'organisent sur place. Le Cachemire est donc coupé en deux par une ligne de cessez-le-feu du sud-ouest au nord-est et le Pakistan exige un retrait simultané des deux armées. Le Pakistan administre les Territoires du nord et le reste des terres situées de son côté du cessez-le-feu, l'Inde fait de même avec les terres de son côté et considère comme parfaitement valide l'adhésion du Cachemire à l'Union indienne tant qu'il n'y aura pas infirmation par référendum. Seulement voilà, le référendum n'aura jamais lieu car le pays est coupé en deux par le cessez-le-feu et les deux armées demeurent sur place. L'Inde met en place un ordre constitutionnel au Cachemire indien et y installe une administration indienne. En 1950, le cheik Abdullah devient chef du gouvernement au Cachemire indien. Le Pakistan dénonce l'installation indienne au Cachemire à chaque rencontre de l'ONU ou du Commonwealth.⁸⁹ En 1953, le cheik Abdullah est arrêté par la police indienne, soupçonné d'avoir entretenu un complot pour l'indépendance du Cachemire avec Adlai Stevenson, un envoyé spécial du secrétaire d'État américain. À partir de cette arrestation, New Delhi choisit les chefs du gouvernement. En 1956, l'Assemblée constituante cachemirienne vote par référendum l'adhésion à l'Inde que New Delhi

⁸⁹ Ibid., p. 349-350.

reconnaît comme le référendum qui n'avait pas eu lieu en 1948. Jusqu'en 1956, l'ONU, en accord avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, coordonne sur le terrain le maintien du cessez-le-feu alors que l'URSS ne s'implique pas. La même année cependant, Khrouchtchev et Boulganine se rendent en Inde. L'URSS s'y engage à soutenir l'Inde et à opposer son veto au Conseil de sécurité pour toutes les tentatives de règlement soutenues par les pays occidentaux. Au même moment, le Pakistan veut internationaliser le conflit en cherchant des appuis, notamment celui de la Chine.⁹⁰

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, en 1962 éclate la guerre entre la Chine et l'Inde sur la base d'un conflit frontalier dans le nord-est entre le Bhoutan et la Birmanie à l'issue duquel l'Inde en sort amputée d'une partie de son territoire et désavantagée par un rapprochement sino-pakistanaï. Ce conflit fut en effet une occasion pour le Pakistan de se tourner vers la Chine. Ce rapprochement indiqua à New Delhi l'intérêt de se rapprocher d'abord de Washington puis de Moscou. Le bref rapprochement américano-indien permit aux Américains de proposer des pistes de solutions pour le Cachemire mais les pourparlers n'aboutirent pas à cause de la montée de la tension au Cachemire conditionnée par des groupes radicaux. Toujours au point mort, les négociations pour le retrait des troupes ne menaient à rien, les deux armées patrouillant constamment la ligne de cessez-le-feu. La seconde guerre indo-pakistanaïse devait bientôt éclater.⁹¹

2. 2. 2. Le conflit indo-pakistanaï de 1965 et prélude au conflit de 1971.

Au mois d'août 1965, des bergers cachemiris signalent aux autorités indiennes la présence de soldats pakistanaï sur le territoire indien au même moment où les deux armées s'engagent sur la frontière du Gujarat et du Sind pakistanaï. Combinés, les

⁹⁰ Ibid., p. 350-351.

⁹¹ Hurtig, p. 352.

deux événements déclenchent les hostilités. L'Inde prend vite le dessus mais aussitôt la Chine lance un ultimatum à l'Inde en tant qu'allié du Pakistan. L'URSS intervient alors en se proposant comme médiateur. Moscou négocie une ligne de cessez-le-feu qui devient effective le 22 septembre et un accord, l'accord indo-pakistanaïse de Tachkent le 10 janvier 1966, est signé et confirme Moscou dans sa position d'acteur influent en Asie au détriment de la Chine. La déclaration de Tachkent déplait au Pakistan en reconnaissant la ligne de cessez-le-feu mais contient également d'importantes concessions indiennes, dont l'abandon de deux positions stratégiques : le col de Haji Pir et Kargil, que l'Inde reprend en 1971.⁹² Ces deux guerres ont mobilisé l'opinion publique de l'Inde et du Pakistan occidental mais pas oriental qui est bien éloigné de ces troubles et préoccupé par des questions locales. Dès ce moment, l'Inde fournira une aide discrète au parti politique du Pakistan oriental, la Ligue Awami. En décembre 1971, lorsque l'Inde et le Pakistan s'affrontent pour la troisième fois après la guerre civile pakistanaïse, l'Inde récupère quelques positions au Cachemire. Les relations indo-pakistanaïses seront normalisées en 1972 avec les accords de Simla qui confirment le respect de la ligne de cessez-le-feu.⁹³ Les accords de Simla n'ont pas apaisé le contentieux indo-pakistanaïse. Or, un Pakistan désormais démembré par la sécession du Bengale n'a pas la puissance nécessaire pour entrer dans une nouvelle guerre contre l'Inde à propos du Cachemire. En 1975, la première ministre Indira Gandhi, la fille de Nehru, restitue le cheik Abdullah au pouvoir. Les années qui suivent seront marquées au Cachemire par le développement de mouvements radicaux musulmans financés par l'Arabie Saoudite et des mouvements régionalistes tels que les revendications des Ladakhis bouddhistes et des hindous du Jammu.⁹⁴

⁹² Ibid., p. 352.

⁹³ Ibid., p. 353.

⁹⁴ Ibid., p. 353.

CHAPITRE III:

L'AUTONOMIE DES INTÉRÊTS INDO-PAKISTANAIS.

Ce chapitre vise à comprendre l'autonomie des États dans leur processus décisionnel et l'autonomie de leurs intérêts.

3. 1. ABSENCE DE CONSENSUS CONSTITUTIONNEL AU PAKISTAN ET ÉLECTION DE LA LIGUE AWAMI : LA RÉACTION D'ISLAMABAD ET L'ASCENDANCE DE L'ARMÉE.

La décennie 1960 se caractérise au Pakistan par des crises successives et par la montée du parti de Bhutto à l'ouest et la montée de la Ligue Awami à l'est. L'échec du Pakistan dans la guerre contre l'Inde à propos du Cachemire en 1965 entama la crédibilité d'Ayub Khan. Maintenir une solidarité nationale était presque impossible, Khan reconnaissait la difficulté de créer des liens d'affiliation entre les deux parties du pays et cette division se reflétait au niveau constitutionnel. Les réclamations bengalies d'équité linguistique et économique se faisaient entendre fortement depuis la conspiration d'Agartala. D'autre part, le Bengale posait un problème stratégique pour l'ouest. Islamabad avait réalisé pendant la guerre contre l'Inde en 1965 à quel point le Bengale était vulnérable en cas d'attaque et qu'il était impossible de le défendre depuis l'ouest. De plus, la complète rupture de tout échange économique entre le Pakistan et l'Inde appauvrissait encore plus qu'il ne l'était déjà le Bengale oriental, faisant ainsi monter l'hostilité des mouvements nationalistes bengalis. À l'opposé, le rapide développement économique que vivait la partie ouest du pays (dû à ses relations commerciales avec les pays pétroliers du Moyen-Orient) entraînait un changement des mentalités. Les Pakistanais de l'ouest remettaient en question le régime élitiste fondé sur la propriété foncière de quelques privilégiés sur lequel se fondait le régime d'Ayub Khan. Le développement économique ouvrait de nouvelles

possibilités commerciales qui se trouvaient freinées par l'accès restreint à la propriété. Les critiques du régime de Khan émanaient donc des deux cotés du pays. En 1969, Ayub Khan céda le pouvoir à Yahya Khan. La même année, Yahya Khan entreprit une série de mesures pour resserrer l'unité du pays et établir un consensus constitutionnel. Parmi ces mesures étaient prévues des élections au suffrage universel pour 1970. Le 28 mars 1970, Yahya Khan émet une déclaration légale (*Legal Framework Order*) définissant les règles de transfert de pouvoir au gouvernement qui sera élu, stipulant que l'Assemblée législative élue devra émettre une constitution dans les cent-vingt jours suivants son élection et la soumettre au président pour authentification. Le texte mentionne également que le gouvernement aura la charge de former une fédération et que l'unité territoriale devra être maintenue.⁹⁵ Les élections furent tenues le 7 décembre 1970 et, tel que vu précédemment, portèrent Mujibur Rahman au pouvoir, sans qu'il y accède officiellement.

Dès le 8 décembre, Yahya Khan refusa de lui céder le pouvoir et refusa d'appeler à une session de l'Assemblée législative. Au cours des mois de décembre et janvier, Bhutto et Rahman se rencontrèrent à quelques reprises pour trouver une solution. Bhutto proposa d'adopter une Constitution avant l'ouverture d'une session de l'Assemblée législative et de la soumettre à Khan pour approbation.⁹⁶ Rahman refusa, car l'élaboration d'une telle Constitution dans de telles circonstances forcerait Rahman à faire trop de concessions et permettrait à Bhutto de maintenir un Pakistan centralisé, alors que Rahman souhaitait une décentralisation des pouvoirs.⁹⁷ Khan voulait éviter à tout prix la décentralisation et l'abandon du modèle fédéral au Pakistan. Le *White Paper* adopté en mars était clair sur ce point. Yahya Khan se rendit à Dacca les 13 et 14 janvier 1971, où il réitéra que les volontés

⁹⁵ Government of Pakistan's *White Paper* -Legal Framework Order-, pp. 18-35. In Jackson, op. cit., p. 23

⁹⁶ Gupta, Jyoti Sen, *History of Freedom Movement in Bangladesh 1943-1973*, Nay Prokash, Calcutta, 1974.

⁹⁷ Sinha, Kalyan Kumar, *Bangladesh, Revolution for Liberation*, Firma K. L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1973.

décentralisatrices de Rahman étaient incompatibles avec sa vision du Pakistan et qu'il n'ouvrirait aucune session de l'Assemblée législative tant que Bhutto et Rahman n'arriveraient pas à un consensus constitutionnel. Les 27-30 janvier, Bhutto rencontra Rahman pour discuter, or ils ne parvinrent à aucune entente constitutionnelle. Le 13 février, l'on annonça que l'Assemblée législative devait se rencontrer le 3 mars, mais Bhutto annonça son intention de boycotter la rencontre tant que Rahman n'accepterait pas de préserver le caractère centralisé du Pakistan.⁹⁸ Comme pour endosser le geste de Bhutto, le 21 février, Khan renvoya tout le personnel civil de son cabinet et maintint uniquement le personnel militaire.⁹⁹ Il semble que c'est à partir de ce moment que les premières troupes armées ouest-pakistanaïses commencèrent à se rassembler au Bengale oriental. Bhutto devenait de plus en plus anxieux : soit l'Assemblée devait être reportée à plus tard ou bien les 120 jours de temps-limite pour soumettre une Constitution seraient échus. Bhutto menaçait Rahman de déclencher des manifestations de masse au Pakistan occidental (ce qu'il était capable de faire). Rahman refusa de répondre à ces menaces et à la pression; il ne voulait pas faire de concessions sur la décentralisation. Il avait été élu sur la promesse d'améliorer les conditions de vie de ses concitoyens en leur donnant plus de pouvoir et plus d'autonomie, ce pouvoir et cette autonomie accrue passaient par une décentralisation du pouvoir d'Islamabad et la création d'une entité gouvernante au Bengale oriental.¹⁰⁰

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Ibid.

¹⁰⁰ The Pakistan Observer, 15 January 1971; *Bangladesh Documents*, pp. 144-145.; The Pakistan Times, Lahore, 31 January 1971; *Bangladesh Documents*, pp. 146-148.; Dawn, Karachi, 16 February 1971; *Bangladesh Documents*, pp. 155-159.; Sheikh Mujib's statement in The Pakistan Times, Lahore, 1 March 1971, *Bangladesh Documents*, pp. 170-179.; Mr Bhutto's statement in The Pakistan Times, Lahore, 1 March 1971, *Bangladesh Documents*, pp. 184-187. In Jackson, op. cit.

3. 1. 1. Les événements de mars 1971.

Le 1^{er} mars 1971, le Président Khan annonce à la radio que la réunion de l'Assemblée législative est reportée pour une durée indéterminée. La journée même, des émeutes éclatent dans tout le Bengale oriental et particulièrement à Dacca. L'armée ouvre le feu sur les manifestants pour mater la révolte. Le 3 mars, Mujibur Rahman annonce le début d'une série de grèves générales (*hartals*) tant que l'armée pakistanaise continuera de brutaliser la population. Une rumeur commença alors courir, Rahman annoncerait l'indépendance du Bengale oriental le 7 mars prochain. Le Président Khan réagit aussitôt à la rumeur: d'une main, il annonça que l'Assemblée législative se réunirait le 25 mars, mais de l'autre main, il nomma un militaire, le Lieutenant-Général Tikka Khan, au poste de Gouverneur du Bengale oriental et au nouveau poste d'administrateur de la loi martiale.¹⁰¹

Le 15 mars 1971, le président Yahya Khan arrive à Dacca accompagné de ses plus proches conseillers militaires pour tenter de résoudre la crise et surtout empêcher la sécession du Pakistan. Les négociations eurent lieu à partir du 16 mars entre Yahya Khan et Mujibur Rahman au Palais présidentiel à Dacca. Lors de leur entretien, Mujibur Rahman réitère les propos tenus depuis l'élection de décembre. S'il ne rappelle pas sa volonté de faire l'indépendance au Bengale oriental (pour ne pas envenimer les négociations), il dénonce la loi martiale imposée par Yahya Khan et la suspension du parlement et du cabinet formé par la Ligue Awami, il rappelle sa volonté de défendre le territoire du Bengale des agressions de l'armée pakistanaise sur les populations civiles, et il réclame le respect des hindous et musulmans sur le territoire du Bengale. Mujibur Rahman rappelle la présence de deux systèmes de

¹⁰¹ Gupta, Jyoti Sen, *History of Freedom Movement in Bangladesh 1943-1973*, Nay Prokash, Calcutta, 1974.

gouvernance au Bengale : le premier, civil et politique, de la Ligue Awami et le second, militaire, fondé sur la loi martiale de Khan. Mujibur Rahman exige également l'abrogation de la loi martiale, le retour des troupes pakistanaïses dans leurs baraquements, une enquête sur les meurtres commis par la police et l'armée depuis la suspension du Parlement en décembre, et enfin le transfert du pouvoir aux représentants dûment élus. Yahya Khan semble ouvert à suspendre la loi martiale et effectuer un transfert progressif du pouvoir vers les autorités élues, car le maintien de la loi martiale était le motif le maintenant au pouvoir. Il spécifie qu'il demeurera au pouvoir pour superviser la transition et s'assurer qu'aucune force populiste ne vienne compromettre l'unité du Pakistan. Yahya Khan accepte la tenue d'enquêtes sur les meurtres commis par la police et l'armée et consent à un retour de l'armée à ses baraquements. Khan refuse cependant un transfert immédiat du pouvoir et affirme vouloir en discuter avec Bhutto et les autres partis. Le 19 mars est formée une commission chargée d'enquêter sur les meurtres de la police et de l'armée. Or c'est le général Tikka Khan, l'administrateur de la loi martiale au Bengale, qui est nommé président de la commission. Mujibur Rahman rejette d'emblée cette commission présidée par celui-là même qui fut le bourreau en chef des massacres au Bengale du mois de mars. Mujibur Rahman était désillusionné et découragé de l'absence d'issue pour la résolution du conflit avec Khan. Yahya Khan était désillusionné lui aussi de voir Mujibur Rahman rejeter la commission. Khan, étant lui-même général, était maintenu au pouvoir par l'élite militaire du pays et était soumis à la pression exercée par les généraux et officiers de l'armée et du service civil, il ne pouvait exposer ses partenaires à une enquête sans crainte de perdre le pouvoir. Il savait aussi que s'il était renversé par ses pairs, un coup d'État mettrait certainement au pouvoir un autre militaire. Lequel mèterait comme lui le mouvement civil au Bengale, mais ramènerait certainement les négociations, pour éviter un démembrement du pays avec Mujibur Rahman, au point mort, compromettant ainsi l'unité du Pakistan. Les négociations se poursuivirent le 19 mars et portèrent sur la formation d'un gouvernement et d'une constitution intérimaire. Les deux partis s'entendent pour une résolution en dix points

qui décrit un Pakistan unifié mais avec une représentation d'élus du Bengale oriental. Des représentants des partis politiques de l'ouest se rendirent à Dacca le 23 mars pour entériner le document. Bhutto, le leader du PPP, était arrivé le 21 mars pour s'impliquer dans la formulation de la résolution. Bhutto s'opposait à une représentation, équivalente aux résultats de l'élection, de la Ligue Awami au sein du gouvernement intérimaire qui serait formé. Bhutto voulait une part plus active pour son parti, le PPP, dans un gouvernement de coalition. Les négociations à trois entre Yahya, Rahman et Bhutto demeurèrent stériles et ils ne parvinrent pas à s'entendre.¹⁰²

Le 23 mars marque un tournant dans les négociations, c'était la fête nationale de l'indépendance du Pakistan (*Independence Day*), mais rebaptisée *Resistance Day* au Bengale. Les Bengalis descendirent dans les rues en brandissant le drapeau bengali, scandant des slogans nationalistes, réclamant l'indépendance, et encourageant à la résistance armée contre la domination d'Islamabad. Les Pakistanais de l'ouest présents aux négociations furent choqués par ces démonstrations et doutèrent encore plus de la volonté de la Ligue Awami de négocier pour un Pakistan uni. Le 23 mars les négociations se détériorèrent gravement. Le 24 mars, la tension dans les rues de Dacca était palpable et la situation explosive. Les représentants de l'ouest accusaient Mujibur Rahman de ne rien faire pour apaiser la population en colère et de nuire aux négociations. Mujibur Rahman leur reprochait de ne pas accorder suffisamment de pouvoir à la Ligue Awami, de continuer à vouloir sous-représenter le Bengale dans un Pakistan uni et de vouloir opprimer la population bengalie. Yahya Khan fit alors volte face : il suspendit les négociations et ordonna à Tikka Khan de reprendre le contrôle militaire sur Dacca et informa les négociateurs de sa volonté de réinstaurer l'autorité centrale d'Islamabad au Pakistan oriental. Yahya Khan accorda la priorité à trois nouveaux principes : la Ligue Awami et ses supporters étaient considérés comme des traîtres et des rebelles, la police et les unités armées est-pakistanaïses

¹⁰² Ibid.

devaient être désarmées, les leaders de la Ligue Awami et les leaders des mouvements étudiants anti-gouvernementaux devaient être arrêtés et détenus. Dans la soirée du 24 mars l'armée pakistanaise envahit les rues de Dacca, Mujibur Rahman et ses collaborateurs furent arrêtés. Des milices armées bengalies se formèrent aussitôt et opposèrent une résistance à l'armée pakistanaise. Dacca fut mise à feu et à sang pendant la nuit. C'est donc dans la nuit du 24 au 25 mars 1971 que la guerre civile pakistanaise éclata sur la base d'un conflit constitutionnel domestique d'où les Chinois et les Soviétiques étaient absolument exclus. Les Pakistanais de l'ouest et de l'est poursuivaient leurs intérêts respectifs au travers d'un processus décisionnel autonome et indépendant de toute ingérence sino-soviétique.¹⁰³

3. 2. LA RÉACTION DE L'INDE ET LE PROCESSUS DÉCISIONNEL EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE : LE PASSAGE DE LA PRÉOCCUPATION À LA CRISE.

L'Inde avait gardé un profil bas pendant les négociations qui suivirent l'élection de décembre 1970. Bien qu'en faveur de la sécession du Pakistan, un Pakistan démembré serait plus faible au Cachemire, New Delhi ne voulait pas non plus attiser une querelle supplémentaire, les tensions étant déjà permanentes au Cachemire. D'autant plus que l'Inde était occupée depuis la mi-janvier jusqu'au début du mois de mars avec ses propres élections qui avaient ramené au pouvoir Indira Gandhi. Cependant, un événement extérieur à la crise domestique pakistanaise apporta à l'Inde un nouvel atout stratégique et contribua à la cause du Bengale. L'Inde dut gérer une curieuse affaire de piraterie au mois de janvier et février 1971. Le 30 janvier, des pirates de l'air originaire du Cachemire pakistanais prennent d'assaut un avion d'Indian Airlines reliant Srinagar à Jammu. Les pirates détournent l'appareil et le font exploser à Lahore après un atterrissage forcé. Libérés à temps, l'équipage et les passagers s'en sortent. Le gouvernement pakistanais salue la bravoure des pirates

¹⁰³ Ibid.; Jackson, op. cit.; Sisson & Rose, op. cit.

qu'il qualifie de héros combattant le gouvernement illégal de New Delhi au Cachemire. New Delhi condamne le geste et saisit l'occasion pour fermer son espace aérien au Pakistan. Désormais, le Pakistan doit contourner la péninsule sub-asiatique pour joindre le Bengale, perdant ainsi du temps en déplacement et devant désormais faire parvenir l'essentiel de ses fournitures par bateau. Le Pakistan dénonce la fermeture de l'espace aérien indien comme une violation de tous les accords internationaux sur l'aviation et le trafic aérien, puisque le gouvernement pakistanais n'a aucune responsabilité par rapport à l'agression des pirates de l'air. Le 15 avril, l'affaire prend une nouvelle tournure. Le gouvernement pakistanais « apprend » que les deux pirates de l'air n'étaient pas des Pakistanais cachemiris mais des agents doubles des services secrets indiens et que New Delhi aurait comploté toute l'affaire pour bloquer son espace aérien au Pakistan. Islamabad y voit aussitôt un complot entre New Delhi et la Ligue Awami, et une stratégie pour faire avancer la lutte des bengalis. New Delhi nie ce scénario élaboré et continue de dénoncer l'agression criminelle des pirates. Encore aujourd'hui, il est impossible de savoir ce qui s'est réellement passé. À l'époque, l'élite intellectuelle du pays et les autorités en place ont affirmé que le blocus aérien était certes accommodant mais que jamais l'Inde n'avait monté un tel stratagème coûteux et risqué. Les auteurs Sisson et Rose penchent pour la thèse du gouvernement indien compte tenu du fait que les deux pirates, qui furent libérés en 1971, vivaient en hommes libres au Pakistan dans les années 1980, ce qui n'aurait certainement pas été le traitement réservé à des agents doubles indiens au Pakistan.¹⁰⁴

Face à cette division interne au Pakistan, New Delhi soutient discrètement la Ligue Awami dans l'optique de voir son rival pakistanais affaibli par une division domestique. D'autre part, New Delhi doit gérer l'arrivée massive de réfugiés sur son territoire et les problèmes socio-économiques consécutifs à leur arrivée. De fait, le

¹⁰⁴ Sisson & Rose, *op. cit.*, p. 137.

gouvernement indien semble naturellement interpellé par la guerre civile pakistanaise.

Avec la mort de Nehru en 1964, c'était un gouvernement indien centralisé très assuré qui était ébranlé. Le gouvernement s'était montré, à partir du départ de Nehru, plus vulnérable et exposé à une plus forte pression domestique et extérieure. Notons que Nehru était connu pour avoir une poigne de fer envers le Pakistan et demeurait ferme sur le dossier du Cachemire. Conséquemment, la politique extérieure de l'Inde s'était caractérisée par plus d'ambivalence notamment dans ses rapports avec le Pakistan. Ce fut particulièrement le cas en 1969, suite à la division du parti du Congrès indien, où la première ministre Indira Gandhi se retrouva à la tête d'un gouvernement minoritaire dépendant des partis d'opposition dans la prise de ses décisions. Cette période d'ambivalence du gouvernement central prit fin avec les élections de mars 1971 qui portèrent à nouveau au pouvoir madame Gandhi à la tête d'un gouvernement majoritaire. Les événements régionaux qui secouèrent la péninsule sub-asiatique en 1971 furent une occasion pour la première ministre Gandhi de rétablir une politique extérieure assurée dépourvue d'ambivalence.¹⁰⁵ Après l'élection de mars 1971, tout le processus décisionnel politique de la première ministre Gandhi fut réservé à un groupe restreint de conseillers triés sur le volet. Gandhi se fiait à son secrétariat privé conduit par P. N. Haskar jusqu'en juillet 1971, puis par P. N. Dhar, et composé de son proche conseiller Parthasarthy et de l'ancien ambassadeur en URSS D. P. Dhar. Fut aussi formé le Comité des Affaires Politiques composé d'éléments clés du cabinet ministériel : le ministre des Affaires extérieures Swaran Singh, le ministre de la défense Jagjivan Ram, le ministre des finances Y. B. Chavan et quelques autres ministres et secrétaires. Enfin, il y avait les comités interministériels de l'administration indienne parmi lesquels l'on comptait les

¹⁰⁵ Sudipta Kaviraj, *Indira Ghandi and Indian Politics*, *Economic and Political Weekly*, University of Illinois, vol XXI, nos 38-39, September 20-27, 1986: <http://www.jstor.org/pss/4376158>

secrétaires à la défense et aux affaires économique K. B. Lal et I. G. Patel. Dans le courant de l'année 1971, un autre comité fut créé pour gérer le problème des réfugiés est-pakistanaï. Ces comités et leurs membres furent les acteurs clés du processus décisionnel pendant la crise avec le Pakistan en 1971.¹⁰⁶

Avant que le conflit politique pakistanaï ne se transforme en guerre civile, le gouvernement indien croyait que le gouvernement pakistanaï, le parti de Bhutto et la Ligue Awami de Mujibur Rahman, allaient trouver une entente. New Delhi prévoyait également le recours à la force par Islamabad contre ses populations civiles car plusieurs soulèvements avaient ainsi été mâtés auparavant. Dans le pire des cas, l'Inde prévoyait que le régime militaire de Yahya Khan ne forme une alliance avec Bhutto et qu'ils trahissent la Ligue Awami. Néanmoins, ce qui était certain pour les Indiens c'est que Yahya Khan allait négocier : autrefois les colonisateurs britanniques avaient négocié avec Mahatma Gandhi, en 1947 l'on avait négocié l'indépendance de l'Inde et du Pakistan, il en serait forcément de même avec la crise interne au Pakistan, Khan négocierait avec Mujibur Rahman. Donc, si le gouvernement indien avait prévu que les négociations auraient lieu et que le gouvernement central d'Islamabad recourrait à la force contre les populations civiles, il n'avait cependant pas prévu l'échec des négociations, l'arrestation de Mujibur Rahman et les déclarations de Khan selon lesquelles Mujibur Rahman était un traître et le bannissement de la Ligue Awami. New Delhi fut étonnée du revirement de situation le 25 mars et réagit de façon vigilante : on ne voulait pas attiser une plus grande hostilité du Pakistan contre l'Inde ni encourager dans l'immédiat des actions politiques de groupes pro-Bengale en Inde. Indira Gandhi et ses proches conseillers estimaient que les violences seraient de courte durée et que les négociations reprendraient plus tard, c'était ainsi que les crises linguistiques et les manifestations civiles s'étaient soldées autrefois au Bengale. Les révoltes populaires et les brutales répressions armées au Pakistan

¹⁰⁶ Sisson & Rose, op.cit.

oriental étaient monnaie courante. Au printemps 1971, dans l'analyse à chaud des événements, New Delhi croyait à une crise majeure mais rien ne donnait à penser au gouvernement indien qu'une véritable guerre civile se mettait en place. De plus, l'Inde exprima son regret de voir la Ligue Awami dissoute mais n'alla pas plus avant dans ses déclarations. En effet, la Ligue Awami étant désormais considérée comme illégale et rebelle au Pakistan, l'Inde ne voulait pas donner à penser au Pakistan que New Delhi appuyait ouvertement une organisation illégale. Cela aurait pu être interprété par Islamabad comme un pacte ou bien une forme d'alliance avec l'ennemi. Cependant, l'Inde accueillit les premiers réfugiés politiques (cadres, leaders politiques, scientifiques, journalistes, etc.) car cela correspondait à sa politique d'accueil et Islamabad ne pourrait critiquer ce comportement ou mal l'interpréter. En effet, l'Inde était une terre d'accueil reconnue en Asie du sud, elle avait accueilli des réfugiés politiques tibétains dans les années 1950-60 lors de la crise avec Pékin et des réfugiés népalais lors du coup d'État au Népal en décembre 1960.¹⁰⁷

3. 2. 1. Le problème des réfugiés et la création de milices armées.

Ce furent les événements qui eurent cours au mois d'avril qui permirent à New Delhi d'évaluer qu'il s'agissait d'une guerre civile avérée. Le 17 avril, les leaders de la Ligues Awami qui avaient réussi à fuir en Inde émirent une déclaration d'indépendance : la déclaration de la République populaire et souveraine du Bangladesh. Un gouvernement bengali en exil fut aussitôt formé dans le lieu symbolique de Calcutta, la capitale du Bengale occidental, la sœur géographique de Dacca. Des camps d'entraînement pour les *Forces de libération du Bangladesh* furent construits sur le territoire indien à la frontière du Pakistan oriental avec l'appui de New Delhi. Dans la banlieue de Calcutta, *Radio Free Bangladesh* fut fondée par des

¹⁰⁷ Ibid., p. 142.

dissidents bengalis et le Haut Commissariat du Pakistan à Calcutta fut remplacé par une mission du Bangladesh par des dissidents bengalis discrètement aidés par New Delhi. Au cours des mois qui suivirent, New Delhi prit une plus grande responsabilité dans l'entraînement des forces de libération dans les camps le long de la ligne frontière et des groupes armés et coordonnés prirent forme, parmi eux Mukti Fauj et Mukti Bahini. L'armée indienne s'occupait de l'organisation et de l'entraînement des troupes. Le recrutement de volontaires se faisait dans les camps de réfugiés bengalis auprès des jeunes gens ayant fui le Bengale oriental. Dès avril, des rixes survinrent sur la ligne frontière entre des milices bengalies et l'armée régulière pakistanaise. Le Pakistan accusait l'Inde d'encourager ces milices et New Delhi se mit à craindre l'intégration d'espions pakistanais dans les rangs des milices armées. Dès le mois de mai, les troupes pakistanaises avaient augmenté leurs effectifs au Bengale et la répression se poursuivait. New Delhi voyait grossir les rangs des réfugiés à un rythme affolant (6 millions de réfugiés en juin) et n'arrivait pas à les accueillir avec suffisamment de nourriture, d'infrastructures, de personnel administratif, de personnel médical et des conditions d'hygiène adéquates. À partir du mois de juin, une épidémie de choléra sévissait dans les camps. La faim n'aidant pas, une petite criminalité s'y installait (bagarres publiques, vols, bousculades de masse à la livraison de nourriture). La construction des camps et leur entretien se révélait coûteux et les efforts indiens d'accueil étaient continuellement insuffisants. À partir du mois de mai, New Delhi accusa ouvertement Islamabad d'atrocités sur les populations civiles. Dès lors, l'Inde percevait officiellement le conflit comme une guerre civile, opinion qui trouvait un large écho dans l'opinion publique indienne. Les journaux et radios indiennes valorisaient le travail des milices armées bengalies, en parlaient en termes élogieux et critiquaient la politique du Pakistan. Pendant ce temps, New Delhi voulait ouvrir des négociations avec Islamabad pour envisager un cessez-le-feu et un retour des réfugiés au Pakistan oriental. Islamabad ne voulait rien

entendre, se déclarant satisfait que *tous ces traîtres* soient partis du Pakistan.¹⁰⁸ New Delhi était mécontente de la réaction d'Islamabad, mais elle tenait désormais l'argument des réfugiés pour exiger le règlement de la guerre civile et en cas d'aggravation pour justifier une intervention de l'Inde au Pakistan.¹⁰⁹

Au Parlement indien, les partis d'opposition critiquaient le fardeau financier qu'imposaient les réfugiés et leur accueil mais aucune solution n'était apportée. Exercer une pression sur le Pakistan apparaissait pour tout le Parlement comme la seule chose à faire. Certains partis voulaient une intervention armée immédiate mais la première ministre préférait attendre. Somme toute, l'opposition au Parlement n'était pas un problème majeur dans l'élaboration du processus décisionnel. Certains journaux, comme le très influent *National Herald*, et certains analystes politiques, affirmaient ouvertement que la crise pakistanaise était une excellente occasion d'attaquer le Pakistan et de l'affaiblir pour de bon afin qu'il ne soit plus une menace au Cachemire.¹¹⁰ Cette idée germait aussi dans le cercle de décideur entourant madame Gandhi. Mais jusqu'à la fin mai, New Dehli nie publiquement vouloir toute implication dans la crise domestique pakistanaise. D'autant plus que la communauté internationale avait condamné le Pakistan et sa brutalité.¹¹¹

À la mi-juin, le gouvernement indien rapportait 6 millions de réfugiés. Pour la vaste majorité de ces réfugiés, il était impensable de retourner au Pakistan oriental. La violente répression sur les populations civiles avait marqué les corps et les esprits, les soldats pakistanais étaient toujours omniprésents dans les rues des villes et villages. Les propriétés, les communications, les routes et les infrastructures avaient été

¹⁰⁸ Ibid., p. 149.

¹⁰⁹ Ball, Nicole, *Regional Conflicts and the International System: a case Study of Bangladesh*, Institute for the Study of International Organisation, Brighton, 1974.

¹¹⁰ Sisson & Rose, op. cit., p. 149-150.

¹¹¹ Ibid., Ball, op. cit.

détruites. D'autre part, l'on comptait en juin environ 20 000 hommes formant les milices armées bengalies. Dès le début du mois d'avril, les divers groupes armés (Mukti Fauj, Mukti Bahini, East Bengal Rifles, East Pakistan Rifles, Bengali Freedom Fighters) s'étaient coordonnés pour détruire diverses voies de circulation afin de nuire aux déplacements de l'armée pakistanaise. Les ponts Feni et Muhuri entourant la zone marécageuse de la ville portuaire de Chittagong avaient été détruits, coupant ainsi le reste du pays de son port principal et son accès à l'Océan indien. Rappelons que cela eu pour effet de compliquer l'approvisionnement de l'armée pakistanaise compte tenu que la plupart des fournitures étaient acheminées par bateau depuis que l'Inde avait fermé son espace aérien. L'armée de miliciens bengalis avait agi vite et plutôt bien d'un point de vue stratégique. Avec l'arrivée de la mousson en juin et qui se poursuivait jusqu'en septembre, c'était tout le sud du Bengale qui se transformait en marécage, rendant ainsi les déplacements de l'armée pakistanaise encore plus compliqués, d'autant plus qu'elle était habituée au sol aride de l'ouest du pays. Cette stratégie de l'armée milicienne fut connue sous le nom *d'offensive de la mousson*.¹¹²

3. 2. 2. L'URSS alliée de l'Inde.

Le gouvernement indien désapprouvait la réaction de la communauté internationale. Les grandes capitales du monde avaient condamné la répression violente d'Islamabad, mais peu d'aide concrète avait été apportée. New Delhi critiqua les États-Unis, déplorant que l'aide militaire américaine au Pakistan n'ait pas été totalement suspendue dès le début du mois d'avril tel que promis par Washington.

¹¹² Robert Jackson, *South Asian Crisis : India, Pakistan, Bangladesh*, The International Institute for Strategic Studies, Chatto and Windus, London, 1975, p. 57-58; Gupta, Jyoti Sen, *History of Freedom Movement in Bangladesh 1943-1973*, Nay Prokash, Calcutta, 1974.

New Delhi estimait ambiguë la position de l'URSS ainsi que celle des pays d'Europe occidentale. L'Inde rechercha des appuis aux Nations Unies lors de la rencontre de l'ECOSOC en mai 1971. Le secrétaire général U Thant, et divers organes de l'ONU, exigeaient de l'Inde un engagement dans le règlement de la dispute interne au Pakistan et une aide humanitaire aux réfugiés plutôt qu'un appui aux milices armées bengalies, en échange de l'implication onusienne. L'Inde qui fournissait déjà une aide humanitaire au maximum de ses capacités refusa les termes de l'ONU. Sachant désormais qu'elle était la position de l'ONU, Yahya Khan tenta d'organiser une rencontre en juillet avec la première ministre Gandhi qui refusa l'invitation. Le 20 juillet, U Thant fit parvenir une lettre au président du Conseil de Sécurité réaffirmant la nécessité d'impliquer les Nations Unies dans la résolution du conflit. Or, U Thant se fit couper l'herbe sous le pied, si l'on peut s'exprimer ainsi, par l'URSS qui approcha l'Inde. En fait, l'aide qu'espérait New Delhi ne provint pas de l'ONU mais de l'URSS.¹¹³

Pour l'URSS, l'Inde se révélait un pilier asiatique solide dans sa politique d'isolement de la Chine. C'était dans cette optique que Moscou avait maintenu avec New Delhi de bons rapports et fourni un appui militaire et économique depuis la fin des années 50. Le rapprochement sino-américain, établi par la visite de Kissinger en Chine en juillet 1971, rappela à Moscou l'utilité de resserrer ses liens avec l'Inde. La guerre civile pakistanaise et la préoccupation qu'elle suscitait en Inde constituait pour Moscou une occasion à saisir pour poursuivre sa politique d'encerclement de la Chine. Elle se matérialisa lors de la signature du traité d'amitié et de coopération soviéto-indien le 9 août 1971 à New Delhi par les ministres des affaires extérieures Gromyko et Swaran Sing. Pour Moscou, cette alliance avait pour but de dissuader Pékin d'intervenir dans le conflit aux cotés du Pakistan contre l'Inde. Les articles IX et X du traité sont les plus importants. L'article IX stipule que les deux États devront

¹¹³ Ibid.

se consulter immédiatement en cas d'attaque ou de menace d'un tiers dans l'optique d'éliminer toute menace et de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des deux pays. De plus, en cas de conflit, chacun des deux pays ne fournira pas d'armes ou d'appui à l'ennemi de son allié, ni à un tiers parti impliqué dans le conflit. L'article X enchaîne en assurant qu'aucun des deux pays n'engagera d'action susceptible de nuire à l'autre.¹¹⁴ Malgré la signature de ce traité, l'URSS poursuivit ses relations avec le Pakistan jusqu'à la mi-octobre. À Islamabad, une rumeur circulait à l'effet qu'un pacte de non-agression serait peut-être signé entre l'URSS et le Pakistan. C'est donc dire que les relations soviéto-pakistanaïses n'étaient pas si mauvaises au mois août malgré la signature de ce traité et les rapports diplomatiques qu'Islamabad entretenait avec Pékin. À Islamabad, l'on espérait le maintien de rapports stables avec Moscou, mais c'était surtout à l'ONU que l'on espérait voir l'URSS prendre la position la plus modérée possible par rapport au Pakistan. Cet espoir fut déçu, l'URSS vota contre toutes les propositions d'interventions onusiennes qui auraient permis à Yahya Khan d'établir un règlement politique avec l'Inde. Comme nous le savons, l'Inde ne souhaitait pas un règlement selon les termes de l'ONU, car ceux-ci impliquait la non-partition du Pakistan, l'URSS vota donc dans la même direction que son allié. Dès lors, les rapports entre l'URSS et le Pakistan se refroidirent. Il est logique de penser que l'URSS devait aussi y voir cet intérêt : le Pakistan était un allié de la Chine, s'il advenait qu'il soit divisé suite à une partition, la Chine se retrouverait avec un allié affaibli et l'URSS bénéficierait pour sa part d'un allié asiatique renforcé pas la division de son voisin jusqu'alors gênant.

C'est sous le couvert de l'argument onusien qui préconisait la résolution pacifique du conflit, sans partition du Pakistan, que le 24 novembre les Chinois et les Américains font savoir publiquement qu'ils supportent le Pakistan.¹¹⁵ Le 1^{er} décembre, les États-

¹¹⁴ Jackson, op. cit., p. 72.

¹¹⁵ Jackson, Robert, *South Asian Crisis: India, Pakistan, Bangladesh*, Chatto & Windus for the International Institute for Strategic Studies, London, 1975.

Unis accusent implicitement l'Inde d'être à l'origine des rixes sur la frontière du Pakistan oriental et de l'Inde. Ajoutées aux tensions croissantes entre l'Inde et le Pakistan, ces deux déclarations mettent en place le puzzle de la guerre. L'armée indienne s'était améliorée sur plusieurs points techniques et avait renouvelé plusieurs pièces d'équipement depuis la guerre de 1962 contre la Chine. L'armée indienne apparaissait plus performante que l'armée pakistanaise qui manœuvrait dans les zones marécageuses du Bengale oriental depuis le mois de mars. Cet avantage était substantiel sans compter que l'Inde avait fermé son espace aérien à l'aviation pakistanaise, l'obligeant à contourner la péninsule sub-asiatique pour mener son matériel au Bengale oriental. L'armée indienne se trouvait moins touchée par l'aide militaire américaine et l'aide chinoise dont profitait l'armée pakistanaise. Deux divisions de l'armée pakistanaise étaient équipées de tanks américains *pattoon* et *sherman* et les soldats utilisaient certaines armes légères chinoises.¹¹⁶

3. 3. L'URSS : LE DÉSIR D'ENCERCLEMENT DE LA CHINE ET LE RESSERREMENT DE L'ALLIANCE AVEC L'INDE.

Par rapport au conflit indo-pakistanaise, l'URSS demeure réservée, elle se garde d'encourager la sécession du Pakistan mais se montre solidaire de l'Inde pour demeurer synchronisée avec les bonnes relations que les deux États entretiennent depuis vingt ans. D'autre part, l'URSS a elle-même une composition ethnique cosmopolite et n'est pas une alliée naturelle des mouvements sécessionnistes tout comme les États musulmans alliés qui eux ne souhaitent pas voir le Pakistan (le plus peuplé des États musulmans de l'époque) divisé. L'élément déclencheur qui marqua l'implication soviétique dans le conflit fut un événement extérieur au conflit indo-pakistanaise mais néanmoins déterminant.

¹¹⁶ Ibid., p. 106.

3. 3. 1. L'annonce de la visite de Kissinger à Pékin.

L'annonce faite en juillet 1971, de la visite du président américain prévue pour le début de l'année 1972 secoua Moscou. Kissinger s'était rendu secrètement en Chine en juillet 1971, sa visite avait débouché sur cette annonce surprenante de la visite présidentielle. Cet événement inscrivit un revirement fondamental dans le développement du schisme sino-soviétique et du système international. En effet, Pékin n'avait cessé de dénoncer les efforts de rapprochement que Moscou voulait opérer avec Washington : Pékin préconisait depuis 1965 une politique révolutionnaire sans compromission caractérisée par la lutte contre l'impérialisme américain et le 'social-impérialisme' soviétique. L'inflexibilité de Pékin l'avait donc isolée sur la scène internationale par rapport aux mouvements révolutionnaires et aux autres États. L'URSS a su tirer profit de cet isolement que la Chine avait elle-même initié : Moscou s'appliqua donc à maintenir cet isolement en renforçant ses propres relations avec les États limitrophes de la Chine, soit la Corée du Nord, le Viêt-Nam du Nord et l'Inde. Mais subitement, Pékin décide de rompre cet isolement en ne faisant rien de moins que de chercher la normalisation de ses rapports avec l'autre grande puissance de la Guerre froide, les États-Unis. Les rapports sino-soviétiques étaient, en 1971, glacials à cause de la dynamique du schisme. Plus précisément, leur relation s'était gravement détériorée deux ans plus tôt. En 1969, en mars et juillet, des incidents avaient eu lieu sur la frontière de l'Oussouri et fait plusieurs morts, de même qu'en août sur la frontière du Sin-Kiang.¹¹⁷ Conséquemment, à partir de l'été 1969, Moscou renforça ses effectifs militaires en Asie centrale et en Sibérie pour intimider Pékin. De plus, Moscou évoqua la possibilité d'utiliser l'arme atomique contre des installations nucléaires chinoises.¹¹⁸ De ce moment, le jeu des alliances change. Avant d'entreprendre une telle initiative contre la Chine, Moscou prend le pouls de

¹¹⁷ Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans : les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001, p. 520.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 520.

Washington : la réponse de Nixon est claire, une telle démonstration de force serait inacceptable et Washington réagirait aussitôt. Face à cette réponse américaine donnée aux Soviétiques, Pékin voit alors la possibilité d'un rapprochement avec Washington. En décembre 1969, Pékin fait savoir à Washington son ouverture au dialogue et à un rapprochement.¹¹⁹ Pour prouver à l'opinion publique l'évolution du rapprochement, un match de ping-pong fut disputé entre des joueurs chinois et américains en Chine à l'automne 1970, et ce pendant que les dirigeants des deux pays multipliaient les rencontres pour préparer la venue de dignitaires américains en Chine. Comme nous l'avons vu plus haut, Kissinger se rendit en Chine en juillet 1971. Puis, dès le 15 juillet, la visite de Nixon en Chine fut annoncée pour la prochaine année. En effet, Nixon séjourna en Chine du 21 au 28 février 1972. Moscou fit aussitôt l'équation entre cette normalisation sino-américaine et le désir commun de Pékin et Washington de nuire à Moscou. L'URSS décida de réagir promptement : Moscou invita aussitôt Nixon à se rendre en URSS afin de ne pas laisser à Pékin l'avantage d'une « détente unilatérale » avec Washington et décida de se montrer plus agressive face à Pékin.¹²⁰

3. 3. 2. La relation soviéto-indienne : harmonisation des intérêts.

La fin des années 50 en Asie s'est caractérisée par le développement du schisme sino-soviétique et les contentieux politiques et frontaliers entre la Chine et l'Inde. L'Inde, une démocratie dotée d'une forte démographie, représentait un pilier naturel en Asie pour devenir un centre de pouvoir capable de renforcer l'isolement de la Chine. Dans cette optique, l'URSS avait fourni des appuis économiques et militaires à l'Inde pour en faire un pôle économique et politique en Asie.¹²¹ La normalisation des relations sino-américaines fut un déclencheur pour les Soviétiques pour mettre à profit les

¹¹⁹ Ibid., p. 520.

¹²⁰ Lévesque, op. cit., p. 288.

¹²¹ Ibid., p. 288.

relations privilégiées qu'ils entretenaient avec l'Inde et aussi pour renforcer cette relation afin de poursuivre l'isolement de la Chine. La guerre civile pakistanaise et les irritants qu'elle occasionnait au voisin indien donnèrent à l'URSS l'opportunité de renforcer les relations privilégiées soviéto-indiennes et de désavantager Pékin. Le 9 août 1971, l'Inde et l'URSS signèrent un traité d'amitié et de coopération, c'était trois semaines après la visite de Kissinger à Pékin. L'objectif de ce traité était de dissuader la Chine, l'allié du Pakistan, d'intervenir contre l'Inde. La signature de ce traité fut un élément motivateur qui contribua à la déclaration de guerre de l'Inde contre le Pakistan en novembre 1971. Pour que les termes du traité d'amitié et de coopération signé par Moscou et New Delhi soient parfaitement compris par Pékin, Moscou procéda à des mouvements de troupes sur sa frontière avec la Chine au début de la guerre entre l'Inde et le Pakistan. Dans son ouvrage, *Chine-URSS : de l'alliance au conflit 1950-1977*, l'auteur François Fejtö conclut que la signature de ce traité et l'aide soviétique apportée à l'Inde s'inscrivaient clairement dans la politique d'encerclement et d'isolement de la Chine.¹²² De plus, l'auteur affirme que c'était là une occasion d'humilier publiquement la Chine, de mettre à jour son incapacité à appuyer un allié asiatique.¹²³ Pour l'Inde, la signature de ce traité rencontrait ses intérêts nationaux. New Delhi se dotait d'un allié puissant capable d'intimider à la fois la Chine et le Pakistan et de lui fournir de l'armement.¹²⁴

¹²² Fejtö, François, *Chine-URSS : de l'alliance au conflit 1950-1977*, Seuil, Paris, 1977, p. 417.

¹²³ Ibid., p. 417.

¹²⁴ Ibid.; Da Lage, Olivier, *Inde-URSS: une relation dictée par la géographie*, *Notes et études documentaires*, nos. 4891-4892, 1989, pp. 41-48.

3. 4. L'INDE ET LA GUERRE : SEPTEMBRE, OCTOBRE, NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1971.

Après la signature du traité d'amitié et de coopération soviéto-indien en août 1971, l'Inde et le Pakistan avaient employé les mois d'août et septembre à consolider leurs positions diplomatiques en vue de la prochaine rencontre de l'ONU prévue le 21 septembre. Parallèlement à ces préparatifs diplomatiques, les groupes armés bengalis avaient augmenté leur offensive sur la frontière et les altercations avec l'armée régulière pakistanaise avaient augmenté en nombre et en intensité. Comme nous l'avons vu plus haut, l'ONU ne fut pas un terrain d'entente entre l'Inde et le Pakistan où l'URSS appuya l'Inde et les USA et la Chine appuya le Pakistan. Les décisions prises par l'Inde et le Pakistan indiquent clairement que leurs actions ne furent pas dictées par l'URSS et la Chine.

3. 4. 1. Septembre, octobre, novembre.

Entre les mois de septembre et décembre 1971, les Nations Unies furent le terrain d'une intense activité diplomatique au cours de laquelle l'Inde et le Pakistan tentèrent de mobiliser l'opinion internationale en leur faveur. La session des Nations Unies devait s'ouvrir le 21 septembre à New York. Le 18 septembre, le gouvernement bengali en exil émit un bulletin de guerre dans lequel il annonçait la poursuite des activités de guérilla de ses groupes armés dont les attaques visaient principalement les ponts, les chemins de fer et les trains, et les centrales électriques. Le 19 septembre, U Thant publia son rapport annuel sur les activités de l'ONU dans lequel il abordait le conflit civil pakistanais. Il y affirme que bien que le conflit soit de nature domestique, il interpelle néanmoins la communauté internationale par sa brutalité et la crise

humanitaire qu'il génère.¹²⁵ C'est donc sur ce ton que s'ouvrit la session le 21 septembre.

Le Pakistan voulait solliciter l'appui du secrétaire général et du Conseil de sécurité en invoquant la menace sécessionniste que l'Inde faisait peser sur le Pakistan et condamnant l'implication de l'Inde dans un conflit domestique et son manque de coopération pour un règlement diplomatique. Visiblement, le Pakistan craignait que l'Inde n'intervienne militairement dans le conflit. L'Inde répondit en rappelant qu'elle ne s'impliquait pas dans ce conflit, invalidant ainsi la nécessité d'une entente entre leurs deux pays. L'URSS supportait l'Inde en opposant au Pakistan toute possibilité de règlement avec l'Inde. Néanmoins, Moscou et Washington s'accordaient sur le point qu'une guerre en Asie du sud ne serait pas d'un grand service dans leurs propres rapports. N'oublions pas que les deux pays étaient en train d'organiser la visite de Nixon à Moscou, visite sur laquelle les deux États fondaient un espoir de réchauffement. Néanmoins, Moscou s'abstint de critiquer la démarche de l'Inde et s'employa à freiner le Pakistan à l'ONU. Après tout, un traité d'amitié et de coopération avait tout de même été signé entre eux et les rapports avec les Américains étaient toujours très incertains vu que la visite de Nixon à Pékin n'avait pas encore eu lieu et que Washington tenait à ce que Nixon se rende d'abord en Chine et en second lieu en Union soviétique. Donc, en septembre, il est très clair que Moscou ne poussa pas directement l'Inde vers une offensive armée contre le Pakistan mais l'y encouragea très discrètement. Les encouragements de Moscou furent implicites car l'URSS refusa d'avantager diplomatiquement le Pakistan aux Nations Unies. Les États-Unis encourageaient pour leur part le gouvernement pakistanais à négocier avec le gouvernement bengali en exil et ses leaders plutôt qu'avec le gouvernement indien afin de ramener l'affaire dans des proportions nationales. Washington alla jusqu'à promettre une aide à Islamabad pour la reconstruction du

¹²⁵ Hindustan Standard, September 20th.

Pakistan oriental, d'autant plus que le *House Foreign Affairs Committee* avait voté le 3 août une aide de 100 millions\$.¹²⁶ Nixon s'engagea même auprès de Yahya Khan à faire voter par le Congrès une aide supplémentaire de 150 millions\$.¹²⁷ Washington ne voulait décidément pas d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan. Yahya Khan demeura cependant inflexible, voulant absolument voire l'Inde s'aligner sur la ligne de conduite établie par l'ONU. Durant les dix premiers jours d'octobre, l'URSS s'efforça de convaincre l'Inde d'abandonner ses actions visant la partition du Pakistan afin d'éviter une aggravation du conflit. La première ministre Gandhi n'abondait pas dans ce sens. Lors de sa visite à Moscou les 28 et 29 septembre, elle et ses conseillers parlait du *Bengale oriental* alors que les Soviétiques demeuraient dans le champ sémantique jusqu'alors utilisé par la communauté internationale soit le *Pakistan oriental*. Lors de cette rencontre à Moscou, Kossigyne rappela sa préoccupation sur la question des réfugiés et de leur éventuel retour au Pakistan oriental. Il insista sur la nécessité d'un règlement rapide du conflit par les autorités pakistanaïses. Mme Gandhi répondit sur un ton beaucoup moins diplomatique et modéré. Elle affirma que le sort des Bengalis n'avait pas ému la communauté internationale davantage maintenant, pendant cette crise, qu'avant, pendant les multiples répressions des dernières années, que le conflit civil pakistanaïse ne pouvait plus désormais concerner uniquement le gouvernement d'Islamabad, que c'était maintenant une affaire internationale. Le président Podgornyï raccompagna Mme Gandhi à New Delhi où il exprima son inquiétude de voir le conflit dégénérer en guerre entre l'Inde et le Pakistan et qu'il jugeait important d'éviter ce dérapage. Le 4 octobre, l'Inde réagit à la pression soviétique et affirma publiquement qu'en effet le Pakistan devait négocier avec les Bengalis et particulièrement son leader dûment élu Mujibur Rahman. L'ambassadeur indien à l'ONU Samar Sen affirma à l'Assemblée générale que Yahya Khan devait négocier avec Mujibur Rahman, sous-entendant ainsi qu'il devait le

¹²⁶ Jackson, op. cit. p. 84.

¹²⁷ Gavi, Philippe, *Le triangle indien, de Bandoeng au Bangladesh*, Seuil, Paris, 1972.; Jackson, op. cit. p. 84.

libérer. Khan répondit ne pas vouloir négocier avec un sécessionniste. Le 8 octobre, Kossigyne envoya un communiqué à Mme Gandhi dans lequel il réitérait son souhait de voir le conflit réglé le plus pacifiquement possible dans le respect de l'esprit du traité de Tachkent. L'Inde ne revint pas sur ses positions mais affirma cependant ne pas vouloir se mêler du règlement politique entre les Bengalis et les Pakistanais dans l'éventualité d'une partition du Pakistan. L'Inde précisa aussi dans un communiqué du ministre des Affaires étrangères Swaran Singh que la partition n'était pas nécessairement la seule solution à ce conflit dans la mesure d'un règlement acceptable pour les députés élus au Pakistan oriental lors de l'élection de décembre 1970. C'était à contrecœur que New Delhi adoptait publiquement cette position pour coopérer avec son allié mais Moscou en fut néanmoins très satisfaite. En réponse, la *Pravda* publia le 10 octobre un éditorial condamnant la détention de Mujibur Rahman. Yahya Khan réagit le 12 octobre en critiquant les préparatifs militaires indiens et réitéra son souhait de voir la communauté internationale contenir l'Inde. Khan réaffirma sa volonté de ne pas vouloir libérer Rahman tant que ce dernier ne consentirait pas aux critères constitutionnels de centralisation et de fédération. C'était là une rebuffade des efforts soviétiques pour modérer New Dehli. L'obstination de Khan de refuser de libérer Rahman donnait de l'eau au moulin indien.¹²⁸

Le 15 octobre, Khan affirma à Podgornyï être prêt à retirer ses troupes de la frontière si l'Inde en faisait autant. Le 20 octobre, Kossyguine fit savoir à Khan que c'était là une chose réalisable dans la mesure où Rahman était libéré. Kossyguine savait pertinemment que Khan refuserait de le libérer. Moscou savait que cette libération était une concession que le Pakistan refuserait de faire : pour Islamabad, libérer Khan équivalait à autoriser la sécession de la partie orientale du pays. En décidant de faire de la libération de Rahman un enjeu central de paix ou de guerre, Moscou maintenait les négociations avec Khan dans une zone stérile à l'intérieur de laquelle le Pakistan

¹²⁸ Robert Jackson, op. cit. pp. 83-88. et *Hindustan Standard*, September 20th.

passait pour l'élément non-coopératif. C'était là une stratégie diplomatique soviétique très fine qui garantissait le maintien du Pakistan dans la catégorie des acteurs non-coopératifs et hostiles, et qui maintenait l'URSS dans la catégorie des grandes puissances désireuses de trouver une solution en tenant un discours raisonnable capable de rallier la communauté internationale. Cette stratégie avait aussi comme résultat de préserver le climat hostile entre l'Inde et le Pakistan. La même journée, U Thant proposa le retrait simultané de la ligne frontière des deux armées. Khan approuvait U Thant et demanda la présence d'observateurs pour s'assurer de la bonne marche du retrait. La première ministre Gandhi, alors en tournée en Occident, répondit le 28 octobre que l'Inde ne souhaitait pas la présence d'observateurs sur son territoire, que cette démarche plaçait sur un pied d'égalité l'Inde et le Pakistan alors que le Pakistan était l'acteur hostile dans cette affaire. La première ministre Gandhi effectuait une tournée pour sensibiliser l'Occident au problème des réfugiés bengalis et aussi pour rassurer les gouvernements que le traité soviéto-indien n'était pas un alignement de l'Inde sur l'URSS. La tournée d'Indira Gandhi eut un certain effet, le gouvernement britannique se révéla rassuré et Washington alla même jusqu'à suspendre son aide au Pakistan. Le 16 novembre, Indira Gandhi répondit officiellement à U Thant que, dans cette affaire, c'était le destin de 75 millions de Bengalis qui était en jeu et qui devait demeurer la priorité, que la priorité n'était pas le maintien du régime militaire brutal d'Islamabad.¹²⁹

Le 20 novembre, les armées indiennes et pakistanaïses eurent des accrochages dans les environs de Boyra. Le 24 novembre, le Parlement indien établit que, désormais, l'armée indienne devait repousser toute offensive de l'armée pakistanaïse. Au même moment, les milices de Mukti Bahini lançaient des offensives contre l'armée pakistanaïse. Durant le mois de novembre, les Soviétiques se gardèrent d'émettre davantage de recommandations aux Indiens et ne firent pas de pressions. Or, Moscou

¹²⁹ Jackson, op. cit., pp. 89-93.

appliquait clairement la politique de « qui ne dit mot consent ». Moscou savait pertinemment qu'une guerre se mettait en place et avait armé jusqu'aux dents son allié indien pour qu'il soit préparé à toutes éventualités dont la plus souhaitée par Moscou : mater rapidement le Pakistan et l'affaiblir durablement afin d'ébranler la Chine et indirectement les États-Unis. En ne s'impliquant pas dans les affaires de l'Inde, l'URSS ne lui commanda pas d'actions armées et n'eut pas recours à l'Inde comme bras armé dans l'exécution de ses politiques. Cependant, la volonté de fer de l'Inde d'affaiblir le Pakistan s'harmonisait parfaitement avec la volonté de l'URSS d'humilier la Chine, de mettre à jour son incapacité à appuyer un allié asiatique et de refroidir sa volonté de s'imposer en Asie comme le joueur principal.

En novembre, les États-Unis encouragèrent Yahya Khan à discuter avec la Ligue Awami, or celui-ci refusa. Les Chinois encouragèrent pendant tout le mois de novembre la proposition pakistanaise et onusienne de retirer les troupes et n'encouragèrent à aucun moment le Pakistan d'entrer en guerre contre l'Inde. L'entrée en guerre du Pakistan le 3 décembre était une décision autonome mue par la peur, non-influencée par les Chinois, ni par les Américains.¹³⁰

3. 4. 2. Décembre 1971.

En 1971, l'armée indienne se composait de treize divisions d'infanterie, six brigades d'infanterie indépendantes, et de deux brigades de parachutistes; elle possédait des tanks Centurion et Shermans T-54 et T-55. Au niveau aérien, elle possédait trois escadrons de bombardiers Canberra, huit escadrons d'intercepteur Gnat et quinze escadrons d'avions de combats équipés de chasseurs F-56. L'armée indienne bénéficiait également d'un support aérien hélicoptéré pour le transport de matériel. Au

¹³⁰ Ibid., pp. 101-105.; Ball, Nicole, *Regional Conflicts and the International System: a case Study of Bangladesh*, Institute for the Study of International Organisation, Brighton, 1974.

niveau naval, l'Inde possédait une flotte imposante de plusieurs navires, quatre sous-marins équipés de missiles de croisières soviétiques et d'un porte-avion le *Vikrant*. Au cours des années 1960, les Indiens avaient également accumulé une grande quantité d'armes légères soviétiques et reçu des formations techniques des Soviétiques. Au cours des derniers mois de 1971, les Soviétiques avaient également pourvu l'Inde de missiles *Osa* et de lance-rockets. L'armée indienne était donc bien équipée comparativement à l'armée pakistanaise qui n'avait pas de telles ressources. Le Pakistan bénéficiait de douze divisions d'infanterie, deux brigades d'infanterie, dont une armée de tanks américains Patton et Shermans, et de tanks soviétiques et chinois T-55 et T-59. Au niveau aérien, le Pakistan avait trois escadrons de bombardiers IL-28 et B-57b, deux escadrons de bombardiers Mirage IIIE équipés de MiG-19 chinois. Le Pakistan avait une flotte plus limitée que l'Inde et pas de porte-avion.¹³¹

La structure militaire du régime politique pakistanais accentuait le caractère centralisé de son armée dans la mesure où le chef de l'État était également le commandant en chef de l'armée. Toutes les décisions étaient prises par l'État major entièrement basé au quartier général de l'armée situé à Rawalpindi, au cœur du Pakistan occidental, non loin de l'Afghanistan et à des lieues du Bengale oriental. À l'est, les opérations sur le terrain étaient coordonnées par le général Niazi. La distance séparant le lieu de décision et l'opérateur sur le terrain ont conduit à des confusions et des incompréhensions quant à la stratégie à adopter. Du côté indien, les communications étaient plus aisées et plus claires. La structure moins centralisée de l'armée indienne facilitait les échanges entre les trois organes de statuts égaux qui dirigeaient la marche de la guerre. Tous les trois étaient sous l'autorité du Parlement indien et faisaient leurs rapports aux cabinets ministériels civils. Le *Chiefs of Staff Committee* assurait la cohésion entre les différents organes, à sa tête se trouvait le *Air Marshal* P. C. Lal,

¹³¹ *The Military Balance, 1971-1972*, International Institute for Strategic Studies, Londres, 1971.

l'amiral Nanda et le général Manekshaw. Au dessus de ce comité se trouvait le *Joint Planning Staff* sous l'autorité du Ministère de la défense qui s'assurait de la logistique entre les différentes bases de commandes du pays. Enfin, se trouvait le *Tactical Air Commands* rattaché au quartier général de l'armée qui s'occupait de la logistique de toutes les opérations *air-ground*. Cette structure avait fait ses preuves lors de la guerre de 1965 au Cachemire et son personnel en avait l'habitude et connaissait ses fonctions. Du côté pakistanais, l'État major de Yahya Khan n'était pas le même que lors des guerres contre le Cachemire et était moins expérimenté et moins coordonné. La crainte d'une autre guerre contre la Chine avait forcé les Indiens à développer leur appareil militaire sous tous ses aspects tandis que l'armée du Pakistan ne s'était développée que dans la perspective d'une autre guerre à propos du Cachemire si bien que toute sa logistique et ses équipements n'étaient adaptés qu'aux rigueurs de l'Himalaya et zones désertiques du nord du pays. En 1971, l'Inde était protégée contre la Chine grâce au Traité d'amitié et de coopération soviéto-indien et pouvait se concentrer sur ses frontières avec le Pakistan.¹³²

Les Pakistanais prennent l'initiative de l'attaque le 3 décembre à 17h47 par une attaque aérienne contre les aérodromes d'Amritsar, Srinagar, Avantipur et Pathankot, désireux de calquer la stratégie de l'armée de l'air israélienne en 1967 lors de la guerre des Six jours contre l'Égypte (l'Égypte qui était elle aussi armée par l'URSS dans le cadre d'une alliance politico-militaire avec l'URSS). Cependant, l'exploit israélien n'est pas répété par les Pakistanais, les Indiens ayant dispersé leurs avions dans différents hangars bétonnés, et l'agression ne fit que peu de dommage. En fait, l'agression pakistanaise était du pain béni pour l'Inde car elle lui donnait sur un plateau d'argent le prétexte pour répliquer et émettre une déclaration de guerre dans les heures qui suivirent. L'Inde déclenche aussitôt une opération d'envergure,

¹³² Jackson, op. cit., pp. 108-111.; Choudhury, Golam Wahed, *The Last Days of United Pakistan*, Indiana University Press, Bloomington, 1974.

terrestre et aérienne. Le 4 décembre, les États-Unis soumettent une résolution au Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu à laquelle l'URSS, complice silencieuse de l'Inde, oppose son veto. Le texte est alors soumis à l'Assemblée générale qui l'adopte le 8 décembre et exige un cessez-le-feu de l'Inde. L'Inde ignore la résolution onusienne et poursuit son offensive. L'armée indienne reprend Dacca aux Pakistanais le 16 décembre, l'armée pakistanaise capitule aussitôt, un gouvernement bengali provisoire déclare l'indépendance du Bengale oriental sous le nom de Bangladesh. Le 17 décembre Yahya Khan annonce un cessez-le-feu, accepte la résolution du 8 décembre et cède le pouvoir à Ali Bhutto. Mujibur Rahman fut libéré peu de temps après et rentra en héros dans le nouvel État du Bangladesh en janvier 1972.¹³³

Le nouvel État du Bangladesh fut immédiatement reconnu par l'URSS et la communauté internationale à l'exception de la Chine qui émit un veto contre l'entrée du Bangladesh à l'ONU. Néanmoins, le Bangladesh fut admis dans le Commonwealth au mois d'avril 1972. Le Bangladesh et le Pakistan normalisèrent leurs relations en 1974. En 1975, Mujibur Rahman s'accorda le titre de président avec tous les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires et n'accorda au parlement qu'un rôle consultatif. Rahman fut renversé et exécuté le 15 août 1975 après un coup d'État.

¹³³ J-B Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1993, pp. 751-753.; J-L Dufour, *Les crises internationales de Pékin 1900 à Bagdad 2004*, Complexe, Bruxelles, 2004, pp. 162-165.; G. Duby, *Grands Atlas Historiques*, op. cit. p. 218.

CONCLUSION

Faisons un retour sur la méthodologie qui nous a amené à tirer la conclusion qu'il n'y a pas eu de guerre par procuration entre l'URSS et la Chine via l'Inde et le Pakistan, mais bien une harmonisation de leurs intérêts respectifs. L'analyse de la guerre indo-pakistanaise peut se faire à l'intérieur de plusieurs cadres méthodologiques et à l'intérieur de plusieurs contextes historiques. La formulation de notre question de recherche superposait deux conflits et prédisposait donc à une étude à l'intérieur d'un cadre méthodologique dialectique, soit l'exposition de la dualité du contexte indo-pakistanaise par rapport au contexte sino-soviétique. La superposition des deux conflits confère à l'analyse un caractère double qui implique des analyses séparées de chacun puis une analyse imbriquée des deux conflits. Cette analyse en superposition nous a été proposée par la plupart des auteurs¹³⁴ occidentaux consultés qui tendent à analyser le conflit asiatique indo-pakistanaise à l'intérieur d'enjeux métapolitiques occidentaux tels que la Guerre froide dans son spectre élargi ou directement dans le cadre des relations américano-soviétiques. Bien que l'analyse du conflit indo-pakistanaise dans le cadre du schisme sino-soviétique offre une perspective eurasiatique, ce sont néanmoins les auteurs¹³⁵ occidentaux qui la proposent ou s'y réfèrent de près ou de loin. Les auteurs asiatiques¹³⁶ offrent une méthodologie tout à fait différente, caractérisée par une analyse asiaticocentrée. En effet, ces auteurs concentrent leurs analyses sur des enjeux asiatiques et tendent à demeurer dans des perspectives régionales sinon carrément domestiques.

¹³⁴ Chapman, 2003; Weiner & Stanton Russell, 1993; Ball, 1974; Brass & Franda, 1973; Brown, 1972; Haendel, 1997; Lévy, 1985; Lifschultz, 1979; Gavi, 1972; Fejtö, 1977; Frankel & Harding, 2004; Gladue, 1982; Hosmer & Wolf, 1983; Duroselle & Kaspi, 2004; Kamof-Nicolosky, 1982; Kanet, 1991; Lévesque, 1982; Kennan, 1978; Jackson, 1975; Jones, 2004; Massa, 1972; Mey, 1984; Sisson & Rose, 1990; Wright, 1988; Soutou, 2001; Kim, 1979; London, 1980; McFarlane, 1987; MacMillan, 2007; Wilmots, 1999; Dalage, 1989; Hough, 1982.

¹³⁵ Ibid.

¹³⁶ Ibid.

Les concepts clés et les faits sont les guides qui déterminent les critères méthodologiques du mémoire. Le cadre d'analyse est la guerre par procuration et son concept clé associé est la compréhension de l'autonomie et de l'antériorité des intérêts. En extension, nous avons étudié le caractère décisif des alliances avec l'URSS et la Chine. La notion d'intérêt est cœur de l'analyse de la guerre par procuration et son point de départ est la compréhension des rapports indo-pakistanaïes, et enfin, notre analyse des intérêts soviétiques et chinois s'est faite à l'intérieur et à l'extérieur du conflit indo-pakistanaïes.

Dans la poursuite de son intérêt national, un État peut poursuivre son intérêt seul ou avec des alliés ou encore il peut mandater ou inciter un tiers État qui le poursuit à sa place. C'est-à-dire un bras armé qui agit selon l'intérêt premier plus important et plus impératif de l'État qui se munit d'un bras armé ou d'un proxy et qui est le procureur. L'intérêt du procureur est nettement plus important et impératif que celui du proxy. Ce fut le cas de l'URSS qui proposa à Cuba une intervention armée en Éthiopie. Le proxy n'est donc pas autonome dans ses actions puisqu'elles sont sinon dictées, du moins sollicitées avec promesses de contreparties par le procureur. Une action autonome est menée sans les consignes d'un tiers comme ce fut le cas de l'Inde dans le conflit qui nous intéresse. L'Inde ne rendait de compte à personne, elle était autonome dans ses actions. Pour déterminer à la fois qui est le procureur et qui est le proxy, et en même temps déterminer l'autonomie des intérêts, l'on peut se poser la question suivante : Qui est l'initiateur et qui est le suiveur? Dans le cas de la guerre indo-pakistanaïse de 1971, l'Inde et le Pakistan décidaient pour eux-mêmes et étaient les initiateurs de leurs actions. Aucun État tiers ne leur a dicté ou n'a incité leurs conduites respectives. Aussi, un indicateur de l'autonomie des intérêts est leur antériorité qui s'est mesuré par l'histoire des intérêts indo-pakistanaïes et de leur importance respective. La décision d'un État à intervenir dans une affaire est dictée

par ses intérêts, ses intérêts peuvent être autonomes ou dépendants d'une décision tierce.

Les analyses et les faits nous permettent d'établir qu'il n'y a pas eu de guerre par proxy entre la Chine et l'URSS via l'Inde et le Pakistan. L'antériorité et l'autonomie des intérêts indiens sont très clairs. L'Inde avait le désir de voir le Pakistan divisé et le problème des réfugiés était la clé de voûte de l'argumentation indienne sur la scène internationale pour obtenir un appui militaire. Cet appui fut refusé par les Nations Unies, mais fut offert par l'URSS par le biais d'un traité d'amitié et de coopération. Il apparaît nettement que l'Inde sauta sur l'occasion, non pas pour servir les intérêts soviétiques, mais bien les siens. De son côté, l'URSS n'a en aucun cas mandaté l'Inde de faire la guerre au Pakistan, l'Inde souhaitait cette guerre et n'avait nul besoin qu'on la lui suggère, le seul dispositif qui lui manquait était un appui militaire. L'objectif de l'URSS était de poursuivre sa politique d'encerclement de la Chine après le rapprochement entre Pékin et Washington et, en ce sens, la signature du traité avec l'Inde suffisait, que le Pakistan fut divisé était un bonus qui servit bien ses intérêts et parvint à doré son image de vainqueur sur la scène internationale.

Il est donc juste de parler d'une harmonisation d'intérêts entre l'URSS et l'Inde et entre la Chine et le Pakistan. Le Pakistan en étant allié de la Chine croyait se protéger de l'Inde et la Chine s'évitait des conflits avec l'Inde en redéfinissant ses frontières avec le Pakistan. La Chine parvint à se rapprocher des États-Unis, toutefois ce rapprochement n'est pas dû à l'amitié avec le Pakistan. L'Inde parvint à affaiblir son vieil ennemi et a sauvé la vie à 75 millions d'individus. L'URSS rencontra ses intérêts, elle parvint à humilier la Chine et à montrer son incompetence à appuyer un allié asiatique et, en 1972, Moscou obtint du Bangladesh la permission d'y installer une base navale, complétant ainsi son accès à tous les océans. L'URSS maintenait sa position d'acteur influent en Asie et n'était pas éclipsée par la Chine.

BIBLIOGRAPHIE

Politique extérieure de l'Inde et du Pakistan :

Chapman, Graham, *The Geopolitics of South Asia: from Early Empires to Nuclear Age*, Ashgate, Adelshot, 2003.

Chatterjee, Partha, *The Nation and its Fragments, Colonial and Postcolonial Histories*, Princeton University Press, Princeton, 1993.

Weiner, Miron, and Sharon Stanton Russell, *Demography and National Security*, Berghahn Books, New York, 2001.

Saksena, Jyotsna, *Les relations extérieures de l'Inde*, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1991.

Guerre indo-pakistanaise 1971:

Ahmad, Nafis, *A New Economic Geography of Bangladesh*, Vikas Publishing House, New Delhi, 1976.

Ball, Nicole, *Regional Conflicts and the International System: a case Study of Bangladesh*, Institute for the Study of International Organisation, Brighton, 1974.

Baxter, Craig, and Syedur Rahman, *Historical dictionary of Bangladesh*, Scarecrow Press, Lanham, 2003.

Brass, Paul and Marcus F. Franda, *Radical Politics in South Asia*, Massachusetts Institute of Technologies Press, Cambridge, 1973.

Brown, Norman W., *The United States and India, Pakistan, Bangladesh*, Harvard University Press, Cambridge, 1972.

Cauhduri, Aphasana, *Media in Times of Crisis: National and International Issues*, Shraban Prashoni, Dakka, 2003.

Choudhury, Golam Wahed, *The Last Days of United Pakistan*, Indiana University Press, Bloomington, 1974.

- Costa, Benedict, *Dismemberment of Pakistan*, Lyall book Depot, Ludhiana, 1972.
- Dhar, P. N., *Indira Gandhi, the Emergency and Indian Democracy*, Oxford University Press, New Delhi, 2000.
- Dreyfus, Paul, *Du Pakistan au Bangladesh*, Arthaud, Paris, 1972.
- Haendel, Dan, *The Process of Priority Formulation: U.S. Foreign Policy in the Indo-Pakistani War of 1971*, Westview Press, Boulder, 1977.
- Lévy, Bernard-Henri, *Les Indes rouges*, Grasset, Paris, 1985.
- Lifschultz, Lawrence, *Bangladesh: the Unfinished Revolution*, Zed Press, London, 1979.
- Gavi, Philippe, *Le triangle indien, de Bandoeng au Bangladesh*, Seuil, Paris, 1972.
- Gupta, Jyoti Sen, *History of Freedom Movement in Bangladesh 1943-1973*, Nay Prokash, Calcutta, 1974.
- Jackson, Robert, *South Asian Crisis: India, Pakistan, Bangladesh*, Chatto & Windus for the International Institute for Strategic Studies, London, 1975.
- Jones, Adam, *Genocide, War Crimes, and the West: History and Complicity*, Zed Brooks, London, 2004.
- Massa, François, *Bengale: histoire d'un conflit*, Alain Moreau, Paris, 1972.
- Mey, Wolfgang, *Genocide in the Chittagong Hill Tracts, Bangladesh*, International Work Group for Indigenous Affairs, Copenhagen, 1984.
- Mahmood, Safdar, *Pakistan: Political Roots and Development 1947-1990*, Oxford University Press, Oxford, 2000.
- Mohsin, Amina, *The Chittagong Hill Tracts, Bangladesh: on the Difficult Road to Peace*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2003.
- Mustafa, Zubeida, *The South Asian Century 1900-1999*, Oxford University press, Karachi, 2001.
- Rahman, Hossainur, *Hindu-Muslim Relations in Bengal, 1905-1947, Study in Cultural Confrontation*, Nachekeeta Publications, Bombay, 1974.

- Siddiqui, Kalim, *Conflict, Crisis, and War in Pakistan*, Praeger, New York, 1972.
- Sisson, Richard and Leo E. Rose, *War and Secession, Pakistan, India, and the Creation of Bangladesh*, University of California Press, Berkeley, 1990.
- Sinha, Kalyan Kumar, *Bangladesh, Revolution for Liberation*, Firma K. L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1973.
- Suriya, Senaka, *The Significance of the Bangladesh Independence War*, Sri Jinaratana Academy, Colombo, 1990.
- Wright, Denis, *Bangladesh: Origins and Indian Ocean relations 1971-1975*, Sterling, New Delhi, 1988.
- Politique extérieure chinoise et soviétique:**
- Baby, Jean, *La grande controverse sino-soviétique*, Grasset, Paris, 1966.
- Barnett, A. Doak, *The Making of Foreign Policy in China: Structure and Process*, Westview Press, Boulder, 1985.
- Bradley, John Francis N., *War and Peace since 1945: a History of Soviet-Western Relations*, Social Science Monograph, Boulder, 1989.
- Cheng, Ying-Hsiang, *Idylle sino-cubaine, brouille sino-soviétique*, A. Colin, Paris, 1973.
- Crozier, Brian, *Le phénix rouge*, Édition du Rocher, Monaco, 1995.
- Delmas, Claude, *La coexistence pacifique*, Presses Universitaires de France, Paris, 1980.
- Devilliers, Philippe, *Guerre ou paix : une interprétation de la politique extérieure soviétique depuis 1944*, Balland, Paris, 1979.
- Elleinstein, Jean, *La paix froide : les relations États-Unis-URSS depuis 1950*, Londreys, Paris, 1988.
- Fejtő, François, *Chine-URSS : de l'alliance au conflit 1950-1977*, Seuil, Paris, 1977.
- Frankel, Francine, et Harry Harding, *The India-China Relationship: what the United States Needs to Know*, Woodrow Wilson Center Press, Washington, 2004.

- Gladue, E. Ted. Jr., *China's Perception of Global Politics*, University Press of America, Washington, 1982.
- Goh, Evelyn, *Constructing the US Rapprochement with China 1961-1974: from the Red Menace to Tacit Ally*, Cambridge University Press, New York, 2004.
- Grasset, Philippe, *La drôle de détente*, Nouvelles Éditions Vokaer, Bruxelles, 1979.
- Groupe d'étude et de recherche sur la stratégie soviétique (GERSS), *La stratégie soviétique de crise; la manœuvre des crises en URSS: analyse et modèle*, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1986.
- Hosmer, Stephen, et Thomas Wolf, *Soviet Policy and Practice Toward Third World Conflicts*, Lexington Books, Lexington, 1983.
- Joyaux, François, *La nouvelle question d'Extrême-Orient*, Payot, Paris, 1985.
- Kamof-Nicol'sky, G., *Efforts militaires de l'URSS et ses alliés dans les pays du Tiers-Monde*, Department of National Defense, Operational Research and Analysis Establishment, Ottawa, 1982.
- Kanet, Roger, *From New Thinking to Fragmentation of Consensus in Soviet Foreign Policy: USSR and the Developing World*, Program in Arms Control, Disarmament, and International Security, University of Illinois at Urbana Campaign, 1991.
- Kanet, Roger, *Soviet Policy towards China: a Complex New Relationship*, Program in Arms Control, Disarmament, and International Security, University of Illinois at Urbana Campaign, 1991.
- Kennan, Georges, *Decline of the West?*, Ethic and Policy Center, Georgetown University, Washington, 1978.
- Kim, Samuel S., *China, the United Nations, and World Order*, Princeton University Press, Princeton, 1979.
- Kirby, William, dir., *Normalization of US-China Relations: an International History*, Harvard University Asia Center, Cambridge, 2005.
- Lévesque, Jacques, *Le conflit sino-soviétique*, Presses Universitaires de France, Paris, 1973.

- Lévesque, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale, de Lénine à Gorbatchev*, Armand Colin, Paris, 1987.
- Lewin, Moshe, *Le siècle soviétique*, Fayard, Paris, 2003.
- London, Kurt, *The Soviet Union in World Politics*, Westview Press, Boulder, 1980.
- MacFarlane, S. Neil, *Third World Conflict and the Arms Control Process: the Soviet View of Linkage*, Canadian Center for Arm Control and Disarmament, Ottawa, 1987.
- MacDonald, Brian, *The Grand Strategy of the Soviet Union*, Canadian Institute of Strategic Studies, Toronto, 1984.
- MacMillan, Margaret, *Nixon in China: the Week that Changed the World*, Penguin Canada, Toronto, 2007.
- National security archives, *China and the United States 1960-1998: from Hostility to Engagement*, Chadwyck-Healey, Alexandria, Virginia, 1999.
- Niquet, Valérie, *Les fondements de la stratégie chinoise*, Institut de stratégie comparée, Paris, 1997.
- Nogee, Joseph L., *Soviet Foreign Policy since World War II*, Pergamon Press, New York, 1988.
- Oxnam, Robert B. et Frank J. Macchiarola, *The China Challenge: American Policies in East Asia*, Academy of Political Science in Conjunction with Asia Society, New York, 1991.
- Rubinstein, Alvin, *Soviet Foreign Policy since World War II: Imperial and Global*, Winthrop Publishers, Cambridge, 1981.
- Segal, Gerald, *The Soviet "Threat" at China's Gate*, Institute for the Study of Conflict, London, 1983.
- Shevchenko, Arkady, *Rupture avec Moscou*, Édition du Roseau, Montréal, 1985.
- Sidhu, Waheguru Pal Singh, *China and India: Cooperation or Conflict?*, Lynne Rienner Publisher, Boulder, 2003.
- Trân-Minh, Tiêt, *La guerre russo-chinoise inévitable*, Presses de la fondation mondiale de la paix, Paris, 1989.

Wilmots, A., *La Chine dans le monde : les conflits et les différends, le contexte et les moyens*, L'Harmattan, Paris, 1999.

Zubok, Vladislav M., *A Failed Empire: the Soviet Union in the Cold War from Staline to Gorbatchev*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007.

Articles scientifiques: Les politiques internationales chinoises et soviétiques:

Antonkin, Alexei, La Chine vue par la lorgnette soviétique, *Projet*, no. 191, janv.-fév. 1985, pp. 69-80.

Bériault, Jean, Le triangle Washington-Moscou-Pékin, *Perspectives internationales*, printemps-été 1983, pp. 3-9.

Boquérat, Gilles, La quête d'une reconnaissance, *Notes et études documentaires*, no. 5128-5129, fév. 2001, pp. 197-212.

Cadart, Claude, Du projet stratégique sino-soviétique au projet stratégique sino-américain. La nouvelle Chine en quête d'une stratégie d'accès à l'influence planétaire, *Études Internationales*, vol. 19, no. 4, déc. 1979, pp. 757-795.

Da Lage, Olivier, Inde-URSS: une relation dictée par la géographie, *Notes et études documentaires*, nos. 4891-4892, 1989, pp. 41-48.

Dussault, Paul N., Les visions soviétiques et chinoises des rapports internationaux, *Études internationales*, vol. 11, no. 2, juin 1980, pp. 289-302.

Hough, Jerry, F., The world as viewed from Moscow, *International Journal, Canadian Institute for International Affairs*, vol. XXXVII, no. 2 spring 1982, pp. 183-197.

Hurtig, Christiane, Capitalisme d'État et influence soviétique en Inde, *Revue française de science politique*, vol. 36, no. 6, déc. 1986, pp. 810-827.

Hurtig, Christiane, Inde, Pakistan, Chine : trois pays pour le Cachemire, *Histoire*, no. 121, 1989, pp. 80-83.

Kaviraj, Sudipta, Indira Ghandi and Indian Politics, *Economic and Political Weekly*, University of Illinois, vol XXI, nos 38-39, September 20-27, 1986: <http://www.jstor.org/pss/4376158>

Karuganar Gupta, How did the Corean War begin?, *The China Quaterly*, October-December 1972.

Lasserre, Frédéric, La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : un nouveau Grand Jeu?, *Études internationales*, vol. 33, no. 2, juin 2002, pp. 325-334.

Lévesque, Jacques, La Chine et l'Indochine dans la politique soviétique, *Choix*, no. 21, 1990, pp. 109-118.

Lévesque, Jacques, L'URSS et l'activité militaire de ses alliés dans le Tiers-Monde des années 1970 aux années 1980, *International Journal, Canadian Institute for International Affairs*, vol. XXXVII, no. 2 spring 1982. pp. 285-306.

Périé, Emmanuelle, Les relations économiques entre l'ex-URSS et l'Inde depuis 1947, *Courrier des Pays de l'Est*, no. 373, oct. 1992, pp. 34-54.

Zagoria, Donald S., et Lévesque, Jacques, The Soviet Union and East Asia, dans *Choix*, no. 17, 1985, pp. 77-99.

Guerre froide :

Aron, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz : l'âge planétaire*, Gallimard, Paris, 1976.

Duroselle, Jean-Baptiste et André Kaspi, *Histoire des relations internationales*, Armand Colin, Paris, 2004.

Bruce W. Jentleson, *American Foreign Policy*, Duke University, (copyright W. W. Norton & Company, New York), 2000.

Kissinger, Henry, *À la Maison Blanche 1968-1973*, Fayard, Paris, 1979.

Loisel, Frédéric, *Vie et mort de la guerre froide 1947-1990*, Hatier, Paris, 1994.

Sewell, Mike, *The Cold War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002.

Soutou, Georges-Henri, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001.

Wright, Patrick, *Iron Curtain from Stage to Cold War*, Oxford University Press, Oxford, 2007.

Ouvrages de références :

Aron, Raymond, Introduction à la philosophie de l'histoire : essai sur les limites de l'objectivité historique, Gallimard, Paris, 1986.

Bensussan, Gérard, et Georges Labica (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Presses Universitaires de France, Paris, 1982.

De Montbrial, Thierry, et Jean Klein, *Dictionnaire de stratégie*, Presses universitaires de France, Paris, 2006.

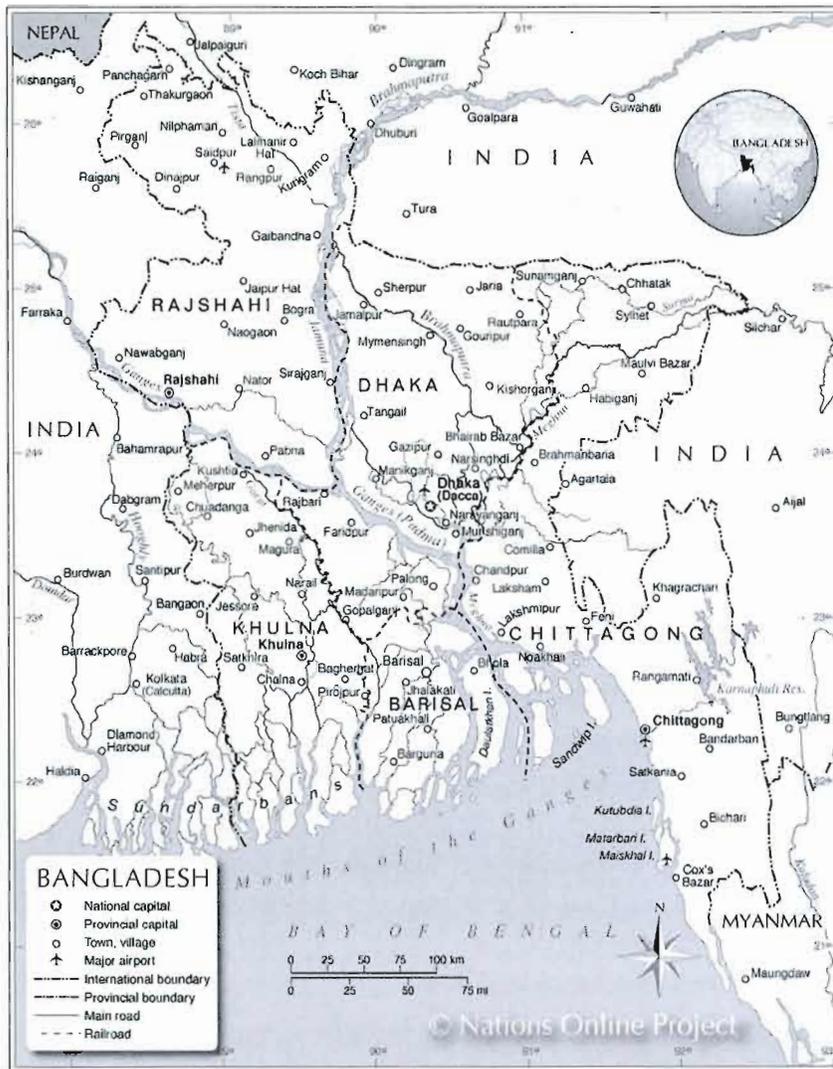
Duby, Georges, (dir.), *Grand Atlas Historique*, Larousse, Paris, 2006.

Le petit Murre, dictionnaire d'histoire universelle, Bordas, Paris, 2006.

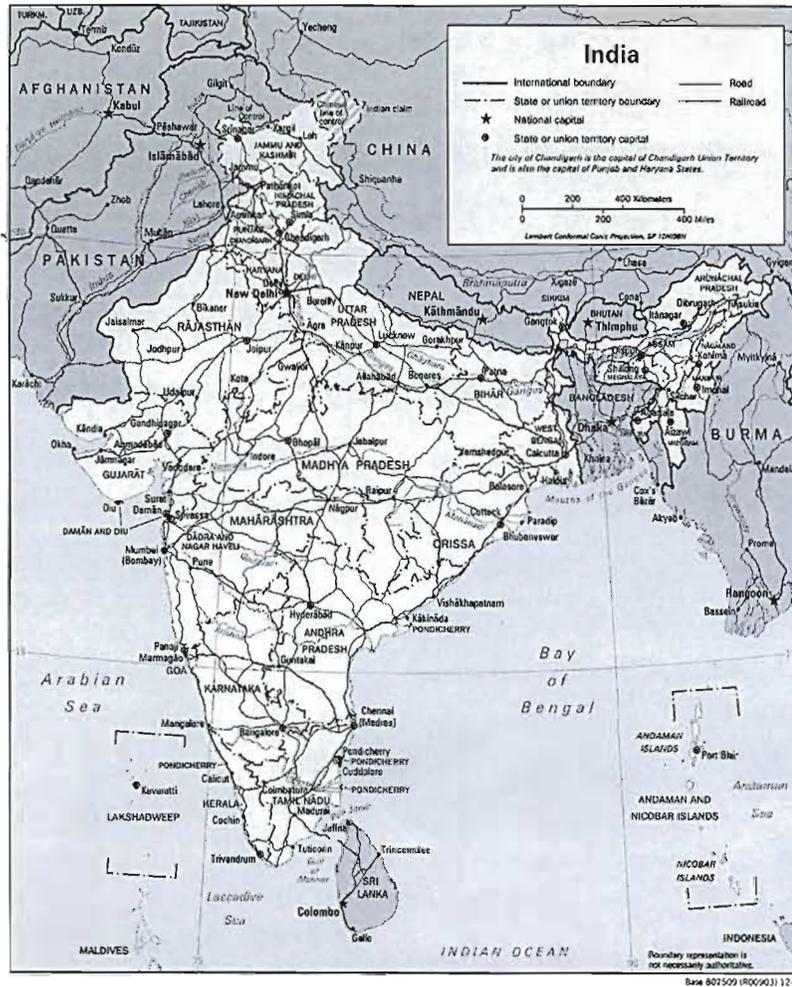
Relations internationales, théories et concepts, Athéna et CEPES, Montréal, 2004.

The Military Balance, 1971-1972, International Institute for Strategic Studies, Londres, 1971.

CARTES



Source: http://www.nationsonline.org/maps/bangladesh_map_855.jpg



Source: http://www.reisenett.no/map_collection/middle_east_and_asia/India_pol96.jpg